RAPPORT D'EVALUATION FINAL

- ANNEXE 5 -

ÉVALUATION D'IMPACT DU « PARCOURS INTEGRA »

Contrat T05-EUTF-SAH-GN-01-01

Pour

L'UNION EUROPEENNE, REPRESENTEE PAR LA COMMISSION EUROPEENNE







CENTRE POUR L'EVALUATION ET LE DEVELOPPEMENT (C4ED)

MANNHEIMER ZENTRUM FÜR EVALUATION UND ENTWICKLUNGS-FORSCHUNG (MZEEF)

CENTRE POUR L'EVALUATION ET LE DEVELOPPEMENT

CENTRO PARA LA EVALUACION Y EL DESARROLLO

WWW.C4ED.ORG

6 FEVRIER 2025

Ce rapport d'évaluation d'impact a été produit par le Centre pour l'évaluation et le développement (C4ED) et est soutenu et guidé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (FFU). Le rapport ne reflète pas nécessairement les points de vue et les opinions de la Commission Européenne.

REMERCIEMENTS

L'équipe de recherche est reconnaissante envers l'équipe du Centre du Commerce International pour ses conseils utiles et son excellent soutien lors de la préparation de ce rapport.

La préparation de ce rapport n'aurait pas été possible sans les compétences et le dévouement de Claire Burgio, Habib Cisse, Boubacar Diop et Hamadoun Diallo.

TABLES	S DES MATIERES	
Remercie	ements	ii
Tables de	es matières	iii
Liste des	figures	iv
Liste des	tableaux	v
Abréviat	ions	vi
Résumé.		1
1. Intro	oduction	8
1.1.	Description du projet	8
1.2.	Description de l'évaluation	11
1.3.	Méthodologie	12
1.4.	Limites et faiblesses	22
2. Con	texte	24
2.1.	Contexte national et sectoriel	24
2.2.	L'UE en Guinée	26
3. Con	stats	27
3.1.	QE0. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ?	27
3.2. d'emp	QE1. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il à l'emploi, la loi et aux compétences ?	
3.3. résilie	QE2. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il au niveau de v	
3.4.	QE3. Quel est le rapport coût-efficacité du parcours INTEGRA	33
3.5. contrib	QE4. A quels autres résultats désirés ou inattendus le parcours INTEGR	
3.6. vulnér	QE5. Le parcours INTEGRA a-t-il inclus et promu différents groupes de porables tels que les femmes et les migrants de la même manière ?	-
4. Con	clusions et recommandations	36
4.1.	Conclusions	36
4.2.	Recommandations	41
4.3.	Leçons apprises	47
5. Ann	exes	49
5.1.	Logique d'intervention	49
5.2.	Méthodologie d'évaluation	60
5.3.	Description de l'échantillon	63
5.4.	Réponses détaillées par critère de jugement	68

5.5.	Résultats de la spécification principale
5.6.	Résultats de la spécification de contrôle de robustesse
5.7.	Matrice d'évaluation
5.8.	Carte(s) géographique(s) pertinente(s) où l'intervention a eu lieu
5.9.	Liste des personnes/organisations consultées
5.10.	Littérature et documentation consultées
5.11.	Évaluateurs
LISTE D	DES FIGURES
Figure 1:	Distribution des enregistrements au niveau des 34 préfectures de la Guinée entre avril
2021 et ju	11 iillet 2021
Figure 2	: Approche méthodologique pour les QE respectives
Figure 3	: Chronogramme simplifié des activités d'évaluation
Figure 4	: Illustration de l'approche séquentielle du parcours INTEGRA
Figure 5	: Théorie du Changement du parcours INTEGRA
Figure 6	: Impacts clés sur l'emploi (impacts moyens sur 18 mois en pp)
Figure 7	: Impacts clés sur le type d'emploi (impacts moyens sur 18 mois en pp)71
Figure 8	: Impacts clés sur la qualité d'emploi (impacts moyens sur 18 mois en pp)74
Figure 9	: Impacts clés sur l'employabilité (impacts moyens sur 18 mois en pp)77
Figure 10	: Impacts sur les dimensions de la perception d'employabilité pour les femmes 78
Figure 11	: Impacts clés sur le niveau de revenus (impacts moyens sur 18 mois en pp) 82
Figure 12	2 : Impacts clés sur la résilience (impacts moyens sur 18 mois en pp)
Figure 13	3 : Évolution des enregistrements entre avril 2021 et août 2022
Figure 14	: Impacts clés sur l'optimisme et les intentions de migration (impacts moyens sur 18
mois en p	op)87

LISTE DES	TABLEA	$\mathbf{U}\mathbf{X}$
-----------	--------	------------------------

Tableau 1 : Types de partenariats, partenaires et activités menées
Tableau 2 : Échantillons de l'ERC
Tableau 3 : Echantillon qualitatif atteint
Tableau 4 : Cadre logique du projet INTEGRA-ITC 50
Tableau 5 : Défis et stratégies d'atténuation
Tableau 6 : Caractéristiques sociodémographiques
Tableau 7 : Valeurs de référence des indicateurs d'impact
Tableau 8 : Estimations d'impact, différences simples, impact moyen sur 18 mois (emploi et
employabilité)93
Tableau 9 : Estimations d'impact, différences simples, impact moyen sur 18 mois (revenu,
résilience et migration)
Tableau 10 : Estimations d'impact, différences simples, impacts par vague d'enquête (emploi
et employabilité) – (1/2)
Tableau 11 : Estimations d'impact, différences simples, impacts par vague d'enquête (revenu,
résilience et migration) – (1/2)
Tableau 12: Estimations d'impact, ANCOVA, impact moyen sur 18 mois (emploi et
employabilité)99
Tableau 13: Estimations d'impact, ANCOVA, impact moyen sur 18 mois (revenu, résilience
et migration)
Tableau 14 : Estimations d'impact, ANCOVA, impacts par vague d'enquête (emploi et
employabilité) – (1/2)
Tableau 15 : Estimations d'impact, ANCOVA, impacts par vague d'enquête (revenu, résilience
et migration) – (1/2)
Tableau 16 : Matrice d'évaluation

ABREVIATIONS

AGUIPE Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi

ANCOVA Analysis of Covariance

BAD Banque Africaine de Développement
BIT Bureau International du Travail
BRS Brève Echelle de Résilience

C4ED Centre pour l'Evaluation et le Développement (Center for Evaluation and Development)

CAD Comité d'Aide au Développement

CDD Contrat à durée déterminée

CJ Critère de Jugement DI Déplacés internes EI Evaluation d'impact

EIC Évaluation d'impact contrefactuelle

EMD Effet minimum détectable
ENABEL Coopération technique belge
ERC Essai Randomisé Contrôlé

FFU Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique (European Union Emergency Trust Fund for Africa)

FIDA Fonds International de Développement Agricole

GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

GNF Franc guinéen

HoA Corne de l'Afrique (*Horn of Africa*) INS Institut National de la Statistique

INTEGRA Programme d'appui à l'intégration socioéconomique des jeunes en

République de Guinée

ITC International Trade Center (Centre du Commerce International)

ITT Intention de traiter (Intention to Treat)

MCO Moindre Carrés Ordinaires

OIM Organisation Internationale pour les Migrations

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

OS Objectif Spécifique

PAM Programme Alimentaire Mondiale

PIB Produit Intérieur Brut

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PF Point Focal/Points Focaux
PP Points de pourcentage
QE Question d'évaluation
R1 Résultat du domaine 1
R2 Résultat du domaine 2

SADEN Salon des entrepreneurs en Guinée

SLC Sahel et Lac Tchad SVI Stat View International TdC Théorie du Changement

UNCDF Fonds d'équipement des Nations unies (United Nations Capital

Development Fund)

RESUME

Introduction

Dans ce rapport d'évaluation final, le Centre pour l'Évaluation et le Développement (C4ED), mandaté par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (FFU), évalue les impacts du « parcours INTEGRA », programme de formation faisant partie du Programme d'appui à l'intégration socioéconomique des jeunes en République de Guinée (INTEGRA) mis en œuvre par le centre du commerce international (ou International Trade Centre - ITC). Le C4ED examine l'impact, l'efficacité et la pertinence du projet afin de proposer des recommandations sur mesure et d'éclairer l'évaluation du portefeuille du FFU (Domaine de Résultat 2). Le parcours INTEGRA est un programme de formation modulaire, destiné aux jeunes de 18 à 35 ans (avec un accent particulier sur les femmes et les migrants de retour), qui propose un accompagnement personnalisé incluant des formations techniques, des stages, et un soutien à l'entrepreneuriat. Le parcours INTEGRA prévoyait initialement que les candidats retenus réalisent un bilan de compétences (ou un diagnostic selon le profil du candidat) avec un point focal (PF). En fonction du bilan réalisé, à travers l'accès à la plateforme Nimba et des PF, les bénéficiaires étaient orientés, entre autres possibilités, vers des formations techniques, des stages avec le secteur privé, un accompagnement pour la recherche d'emploi, ou la création d'activités génératrices de revenus.

La méthodologie de l'évaluation d'impact employé par le C4ED est une approche par les méthodes mixtes : une évaluation d'impact quantitative renforcée par une analyse qualitative. La stratégie d'évaluation quantitative exploite la sursouscription du programme pour mettre en place un Essai Randomisé Contrôlé (ERC, ou « Randomised Control Trial »). Cette approche a consisté à travailler avec ITC pour sélectionner de manière aléatoire les candidats qui bénéficient du parcours INTEGRA et ceux qui en sont exclus, pour construire un contrefactuel et permettre une évaluation d'impact rigoureuse.

Contexte national et sectoriel

La Guinée est un pays côtier d'Afrique de l'Ouest avec 12,77 millions d'habitants et une croissance démographique soutenue. Bien que le secteur secondaire contribue 23,7% au PIB, il n'emploie que 5,8% de la population active. L'agriculture reste le principal secteur d'emploi avec 60,6% de la population active, mais son potentiel est sous-exploité. Depuis 2000, la croissance économique a été modeste, avec une accélération entre 2015 et 2018 suivie d'une contraction due à la pandémie de COVID-19.

Les efforts pour augmenter les investissements et réduire les inégalités ont conduit à des améliorations sociales ; cependant, la pauvreté reste élevée, notamment en milieu rural, alimentant des velléités migratoires. L'économie guinéenne est dominée par le secteur informel, avec près de 95% des emplois informels en 2019. Le sous-emploi et le manque d'emplois de qualité ou « décents » touchent particulièrement les jeunes, les ruraux et les femmes, situation qui est en partie expliqué par une inadéquation entre compétences et marché du travail. L'Union Européenne intervient pour renforcer la gouvernance et stabiliser le pays, notamment via le projet INTEGRA, qui visait à améliorer l'employabilité des jeunes, promouvoir l'entrepreneuriat et renforcer les conditions de travail afin de réduire la migration irrégulière.

Résultats

QE0. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ?

Le projet INTEGRA a atteint son objectif global de former 7 000 jeunes avec 7 756 bénéficiaires directs. Concernant les objectifs spécifiques de participation, malgré l'atteinte du quota minimum de 30% de participation féminine, le projet n'a pas réussi à atteindre l'ambition initialement évoquée de 50% de participation des femmes. La participation des migrants de retour est restée largement en-dessous de l'objectif avec seulement 5,6% de participation. (constat 1).

QE1. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il à l'emploi, la création d'emploi et aux compétences ?

En termes d'impact sur l'emploi, le parcours a eu un effet positif à court terme, avec une augmentation de 5,1 points de pourcentage de la probabilité d'avoir un emploi six mois après le parcours (constat 6). Cet effet est principalement porté par les hommes (+6,7pp) et s'explique essentiellement par l'auto-entrepreneuriat (+3,8pp) plutôt que l'emploi salarié (constat 7). Cependant, ces effets positifs se sont avérés être uniquement de court terme et n'étaient plus détectables lors des enquêtes à 12 et 18 mois (constat 8).

Pour les femmes, le parcours INTEGRA n'a pas réussi à améliorer leur position sur le marché du travail. Au contraire, il a conduit à une réduction de la probabilité d'être apprentie au profit du travail occasionnel, avec une réduction moyenne sur 18 mois de l'apprentissage de 5,9pp et une augmentation du travail occasionnel de 2,2pp. L'analyse qualitative suggère que cette absence d'impact pourrait être liée à l'approche du programme qui oriente les bénéficiaires vers des formations disponibles selon leur intérêt, plutôt que vers des secteurs porteurs (constat 9).

La difficulté à obtenir un emploi stable est attribuée à l'échec des primo-entreprises, au manque de financement et à la faible capacité d'absorption du marché du travail formel, surtout en zones rurales (constat 10). Les emplois obtenus sont souvent précaires, avec les bénéficiaires contraints d'accepter des opportunités informelles, et la formation n'ayant pas amélioré leur employabilité de manière significative ou durable (constat 11).

QE2. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il au niveau de vie et à la résilience des bénéficiaires ?

Le parcours INTEGRA n'a eu aucun impact significatif sur les revenus des bénéficiaires, ni à court terme ni en moyenne sur 18 mois, même pour les hommes malgré l'effet positif initial sur l'emploi (constat 18). Le parcours INTEGRA n'a pas non plus eu d'impact significatif sur la résilience économique globale des bénéficiaires, mesurée à travers la variabilité des revenus, le revenu horaire par rapport au salaire minimum, la perception de la situation financière, et le score de l'échelle de résilience simplifiée (constat 19). Pour les femmes spécifiquement, le parcours INTEGRA a toutefois eu un impact positif sur la probabilité de gagner un revenu horaire supérieur au salaire minimum (+2,4pp), un effet qui persiste à court et moyen terme (constat 20) mais qui n'engendre pas d'effet positif sur leurs revenus totaux.

QE3. Quel est le rapport coût-efficacité du parcours INTEGRA?

La documentation disponible ne permet pas de conclure si le projet a mobilisé les résultats d'une analyse approfondie du marché du travail, ce qui rendrait les efforts réalisés inefficients (constat 21).

Ensuite, l'approche individualisée, bien que différente des projets conventionnels, a impliqué un ratio élevé de bénéficiaires par PF, compromettant potentiellement la qualité de l'accompagnement. Etant donné les effets limités sur l'emploi, il est probable que le projet ait sous-estimé le nombre de PF nécessaires pour accompagner les bénéficiaires de manière optimale.

Concernant le processus de sélection, sa digitalisation aurait permis d'économiser des ressources et a ouvert la possibilité de créer un système de suivi à fort potentiel. Cependant, cette transformation n'a pas résolu une faiblesse importante du protocole de recrutement : l'absence de l'évaluation de la motivation des candidats à suivre l'accompagnement (constat 22).

La gestion centralisée a généré des retards et des frustrations, exacerbées par un turnover élevé dans des postes clés et des changements politiques en Guinée, compliquant la coordination entre les équipes et partenaires (constat 23). Malgré les efforts d'adaptation face au COVID-19 et la prolongation du projet jusqu'à fin 2023, la digitalisation du recrutement n'a pas produit un système de suivi efficace, soulignant la nécessité d'intégrer ces systèmes dès le début (constat 24).

QE4. A quels autres résultats désirés ou inattendus le parcours INTEGRA a-t-il contribué ?

Concernant les aspirations et la perception d'employabilité, le programme montre des effets différenciés selon le genre. Chez les femmes seulement, il a entraîné légère détérioration de la perception d'employabilité (-1,3% en moyenne sur 18 mois) (Constat 16), une légère baisse de leur optimisme (-1,6% en moyenne sur 18 mois) (Constat 26), et une augmentation de leur intention de migrer (+7,1pp à 6 mois) (Constat 27). En encourageant les femmes à chercher un emploi sans résoudre les obstacles structurels (secteurs traditionnellement féminins saturés, désavantage concurrentiel par rapport aux hommes en termes d'obligations ménagères et de niveau d'études), le parcours INTEGRA a paradoxalement accru leur conscience de ces barrières. Cette prise de conscience les a amenées à considérer la migration comme option, sans toutefois passer à l'action.

QE5. Le parcours INTEGRA a-t-il inclus et promu différents groupes de population vulnérables tels que les femmes et les migrants de la même manière ?

Le parcours INTEGRA révèle des effets différenciés selon le genre, avec des impacts variés pour hommes et femmes (constat 29). Les hommes bénéficient d'un impact positif à court terme sur l'emploi, surtout via l'auto-entrepreneuriat, mais sans amélioration notable des revenus ou de la perception de leur employabilité (constat 30). Pour les femmes, le parcours n'a pas d'effet positif sur l'emploi, incitant plutôt à un retour vers des emplois occasionnels. Leur prise de conscience des obstacles structurels mène à une baisse d'optimisme et à une hausse de l'intention de migrer (constat 31).

Le parcours manque d'une approche genre spécifique, n'atteignant qu'une participation féminine limitée et ne cherchant pas concrètement à soutenir les femmes à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent, tels que les préjugés sociaux et les contraintes familiales. Ce manque contribue à un taux d'abandon élevé (constat 32). Toutefois, les femmes qui complètent le parcours rapportent des expériences positives, telles qu'un traitement équitable et un renforcement de leurs compétences en gestion, bien que ceci ne soit pas confirmé quantitativement (constat 33).

Le parcours INTEGRA vise à répondre aux besoins de chercheurs d'emploi et porteurs de projet, y compris les migrants de retour, mais avec des résultats mitigés. Les chercheurs d'emploi souhaitent un renforcement de leurs capacités techniques et un meilleur suivi pour l'insertion professionnelle, tandis que les porteurs de projet demandent plus de soutien financier et matériel. Pour les migrants de retour, des faiblesses dans le recrutement et le dispositif nécessitent des ajustements significatifs (constat 34).

Conclusions

Pertinence : Le parcours INTEGRA a montré des efforts significatifs pour répondre aux besoins des chercheurs d'emploi et des porteurs de projet. Malgré une conception innovante, l'accompagnement par des points focaux (PF) était contraint par un nombre élevé de bénéficiaires par PF et certaines formations offertes étaient en décalage avec les besoins du marché du travail. Les porteurs de projet demandent un soutien financier et matériel accru, tandis que les chercheurs d'emploi soulignent le besoin de renforcer leurs compétences techniques et d'améliorer les connexions avec les entreprises. De plus, le parcours s'est révélé inadapté pour les migrants de retour en ce qui concerne l'accès à l'information et la durée des formations. Enfin, l'absence d'une approche genre spécifique a également nui à la participation des femmes, qui se heurtent à des préjugés sociaux et à des contraintes familiales.

Efficacité : L'atteinte de l'objectif global avec 7 756 bénéficiaires, démontre la capacité du projet à attirer les jeunes, particulièrement les hommes qui ont été très réceptifs aux campagnes de recrutement de bénéficiaires. Malgré l'atteinte du quota minimum de 30% de participation féminine, le projet n'a pas réussi à atteindre l'ambition initialement évoquée de 50% de participation des femmes. Plus préoccupant encore, l'échec significatif dans l'intégration des migrants de retour (5,6% contre 30% visés) révèle des faiblesses importantes dans la conception du projet.

Efficience : L'évaluation de l'efficience économique du parcours INTEGRA n'a pas suivi la méthodologie initialement prévue à cause de rapports financiers inadéquats, rendant impossible l'analyse détaillée des coûts et de l'efficacité du projet. C4ED a donc utilisé un rapport d'évaluation d'ITC et des données qualitatives et quantitatives pour évaluer divers aspects économiques et opérationnels du projet.

Le parcours INTEGRA, ambitieux dans son approche individualisée et ses partenariats institutionnels, a fait face à des défis majeurs concernant son efficience économique et opérationnelle. Malgré des efforts pour ajuster le soutien aux réalités du marché du travail, un équilibre ténu a persisté entre le nombre de bénéficiaires et la qualité de l'accompagnement, exacerbée par une gestion centralisée à Genève qui a entraîné des retards et des complications organisationnelles, en partie dues à des changements politiques en Guinée. En outre, l'absence d'un système de suivi et d'évaluation robuste a rendu impossible la possibilité de comprendre

les soutiens reçus par les candidats sélectionnés. Ces aspects soulignent l'importance cruciale de garantir une documentation méthodologique rigoureuse et d'intégrer des systèmes de suivi dès la conception pour maintenir une prestation de qualité tout en réalisant les objectifs opérationnels.

Impact: Le parcours INTEGRA a eu un impact positif initial sur l'emploi, mais cet impact est limité aux hommes et de courte durée, surtout grâce à l'auto-entrepreneuriat. Cependant, ces effets ne se maintiennent pas au-delà de six mois et n'ont pas conduit à une amélioration significative des revenus ni de la résilience. Le parcours INTEGRA n'a pas réussi à améliorer la position des femmes sur le marché du travail, mais il a contribué à une précarisation de leur situation en les orientant de l'apprentissage vers le travail occasionnel. Bien que cette évolution soit associée à une augmentation de la probabilité de gagner un revenu horaire supérieur au salaire minimum, elle n'a pas engendré d'amélioration des revenus totaux ou de la résilience globale des femmes. Cette situation s'accompagne d'une réduction de la perception d'employabilité et d'optimisme chez les femmes, ainsi que d'une augmentation de l'intention de migrer, en raison de la prise de conscience des obstacles structurels du marché.

Recommandations

- 1. Adopter une stratégie genre globale afin de mieux soutenir et inclure les femmes dans le projet. Au moment de la conception du projet, identifier les obstacles spécifiques aux femmes, et identifier des stratégies concrètes pour surmonter les obstacles. Renforcer les dimensions liées au genre du système de suivi et évaluation du projet.
- 2. Créer un marché du travail plus inclusif pour les femmes. Pour un développement plus inclusif en termes de genre, les institutions publiques doivent promouvoir activement des politiques visant à déconstruire les stéréotypes, autonomiser les femmes financièrement, encourager les PME à embaucher des femmes, et équilibrer les tâches domestiques entre hommes et femmes.
- 3. Fournir un soutien complet et adapté aux migrants de retour. Adapter la sensibilisation, la localisation et la durée de la formation pour mieux répondre aux défis des migrants de retour (manque d'information, isolement, faible éducation), en collaborant étroitement avec l' Organisation Internationale Pour les Migrations (OIM) et en identifiant puis en communiquant leurs besoins spécifiques aux prestataires.
- 4. Renforcer les liens entre la formation et les besoins du marché du travail. Aligner étroitement la formation sur les compétences recherchées par les employeurs, en établissant un feedback régulier avec eux.
- 5. Étendre et renforcer le rôle des PF afin de fournir un soutien plus efficace et cohérent aux bénéficiaires. Augmenter le nombre et la formation continue des conseillers pour un accompagnement personnalisé plus complet des bénéficiaires.
- 6. Renforcer le soutien financier et matériel aux bénéficiaires porteurs de projets pour assurer la pérennité de leurs entreprises. Explorer d'avantage de partenariats avec des institutions financières et d'autres parties prenantes pour faciliter l'accès au crédit et à d'autres formes de soutien.
- 7. **Renforcer** (**les liens avec**) **le secteur privé.** Soutenir les entreprises pour qu'elles puissent investir et offrir des conditions d'emploi décentes aux chercheurs d'emploi. S'assurer que la composante soutien aux entreprises du projet soit bien articulé avec la composante soutien aux chercheurs d'emploi.

- 8. **Renforcer le système de suivi et d'évaluation.** Développer dès la conception un cadre de suivi-évaluation complet avec des indicateurs clairs sur toute la chaîne des résultats, des processus de collecte de données au niveau bénéficiaire, des outils numériques et des ressources suffisantes, avec un responsable suivi et évaluation identifié dès le démarrage.
- 9. Améliorer l'efficacité opérationnelle du projet, notamment en intégrant le système de suivi et d'évaluation à la gestion opérationnelle. Permettre ainsi des ajustements en temps réel, à partir d'une théorie du changement détaillée et d'un cadre étroitement lié aux processus, avec des boucles de rétroaction et des outils de visualisation des données.

Leçons apprises

Enregistrements

- 1. Améliorer la collaboration avec l'OIM et autres institutions pour mieux identifier et suivre les migrants de retour
- 2. Mener des campagnes de communication pour déconstruire les stigmates et stéréotypes de genre autour des migrants de retour
- 3. Adapter les formations aux besoins spécifiques des profils vulnérables (migrants de retour, femmes) :
 - Offrir des formations courtes, à temps partiel, avec un soutien financier ;
 - Couvrir les frais directs et indirects des bénéficiaires ;
 - Proposer des services de garde d'enfants pour les femmes.
- 4. Assouplir les critères d'éligibilité pour les groupes vulnérables tout en s'assurant de l'adéquation des formations.

Sensibilité au genre

5. Au-delà d'objectifs chiffrés en termes de nombre de femmes à enregistrer/former des chiffres, les projets doivent comprendre et adapter des femmes dans le marché du travail adapter leur soutien à ces dernières afin d'espérer une véritable autonomisation et un changement durable.

Conception et mise en œuvre des projets d'accompagnement à l'insertion professionnelle

- 6. Les PF doivent avoir les ressources (notamment du temps) pour les permettre d'assurer un accompagnement personnalisé.
- 7. Le soutien offert doit répondre aux besoins et aspirations des profils ciblés mais doit également répondre aux besoins concrets du marché du travail.

Evaluation du parcours INTEGRA

- 8. La collaboration entre C4ED et ITC concernant l'intégration des protocoles de l'étude randomisée dans les protocoles opérationnels a fonctionné (conception et mise en œuvre d'un outil sur mesure pour l'enregistrement des candidats, formation des agents focaux sur le terrain d'ITC, partage des listes de candidats randomisés).
- 9. La coordination et l'engagement de C4ED et ITC ont offert un permis de mettre en œuvre une ERC, la méthode la plus fiable pour mesurer les impacts d'un projet.
- 10. Cette expérience démontre l'importance d'avoir accès à une base de données actualisée et centralisée. Les données de suivi internes d'INTEGRA auraient pu enrichir l'évaluation

d'impact, mais malgré les efforts de coordination, elles n'ont finalement pas pu être fusionnées avec les données de l'évaluation et n'ont donc pas pu être utilisées pour mieux comprendre la mise en œuvre du projet.

1. INTRODUCTION

Le Centre d'Évaluation et de Développement (C4ED) a été chargé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (FFU) d'évaluer le portefeuille de projets financés par le FFU cherchant à promouvoir les opportunités économiques et l'emploi (Objectif Stratégique #1 du FFU). Parmi tous les 204 projets financés dans le Sahel et Lac Tchad (SLC) et dans la Corne de l'Afrique (*Horn of Africa* - HoA), neufs projets issus de sept pays ont été identifiés comme éligibles pour mener pour des évaluations d'impacts contrefactuelle (EIC). Ces EIC représentent le Résultat 1 (R1) de l'évaluation du portefeuille de projet du FFU. Le projet évalué dans ce rapport correspond à l'un de ces projets. Les résultats de cette évaluation, ainsi que les ceux des autres EIC de R1, seront mobilisés pour informer le R2 qui correspond à l'évaluation du portefeuille de projets du FFU et qui mobilisent des méthodes mixtes (mais non contrefactuelles).

1.1. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet INTEGRA a débuté en 2018 avec l'objectif de prévenir la limitation de la migration irrégulière en soutenant le développement économique de la Guinée pour favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes guinéens et la réintégration des migrants de retour. Les activités ont été menées par trois partenaires : la coopération technique belge (ENABEL), la coopération technique allemande (GIZ) et le centre du commerce international (Ou *International Trade Centre -* ITC). Les objectifs spécifiques (OS) étaient les suivants :

- OS1 : des emplois sont créés à travers le travail à haute intensité de main d'œuvre contribuant à la mise en œuvre des plans de développement économique au niveau local .
- OS2 : les jeunes ont accès à une formation professionnelle et à une préparation à la vie professionnelle, améliorant leur employabilité ;
- OS3 : des opportunités d'emplois durables sont créées à travers le développement de l'entreprenariat et le renforcement de certaines chaînes de valeurs porteuses ;
- OS4 : une offre de services financiers adaptée et répondant aux besoins des bénéficiaires est diffusée et renforcée dans les régions d'intervention ;
- OS5 : les populations cibles des régions de départs/d'intervention sont informées des opportunités présentées par l'action et sensibilisées aux risques de la migration irrégulière.

Le coût total estimé du projet s'élève à 61 250 000€ et a été financé par le FFU.

Parmi toutes un ensemble d'activités, ce rapport d'évaluation se focalise sur les activités coordonnées par ITC (contrat T05-EUTF-SAH-GN-01-03)¹ visant à atteindre à atteindre les OS2, OS3 et OS4. Plus précisément, l'évaluation se focalise le « parcours INTEGRA ».

Le parcours INTEGRA se présentait comme une formation adaptée aux compétences et besoins des candidats. Il ciblait les jeunes entre 18 et 35 ans dont des migrants de retour, et

¹ Le montant du contrat s'élève à 15 000 000 € financé par le FFU, soit 24% du montant total du programme INTREGRA. Cependant, étant donné que l'évaluation se concentre sur un sous-ensemble d'activités du projet mises en œuvre par ITC, le C4ED ne peut par préciser davantage le montant alloué aux activités évaluées.

particulièrement les femmes, qui devaient représenter 50% des effectifs. Dans cette approche modulaire, il était initialement prévu que les candidats retenus réalisent un bilan de compétences (ou un diagnostic selon le profil du candidat) avec un point focal (PF). En fonction du bilan réalisé, à travers l'accès à la plateforme Nimba² et des PF, les bénéficiaires étaient orientés, entre autres possibilités, vers des formations techniques, des stages avec le secteur privé, un accompagnement pour la recherche d'emploi, la création d'activités génératrices de revenus, l'élaboration de plannings et modèles financiers, l'offre d'équipements de base, de subventions ou de crédits. Les participants au projet recevaient un certificat une fois que leur formation est terminée. Les jeunes performants pouvaient bénéficier d'aides financières allant de 2 000 à 5 000 euros. Selon les cadres de la coordination du projet, le parcours INTEGRA typique durait entre six et neuf mois. La Figure 4 propose une représentation graphique de l'approche séquentielle du parcours INTEGRA. Il est important de noter que certaines zones d'ombre existent sur la mise en œuvre du parcours, en particulier sur la réalisation systématique du bilan de compétence/diagnostic, le suivi personnalisé des PF, l'obtention d'un certificat à la fin de la formation et les modalités d'attribution d'aides financières.³

Le parcours INTEGRA visait à contribuer aux résultats suivants :

- Résultat 3 : Les compétences techniques et les qualifications professionnelles des jeunes sont développées
- Résultat 5 : Les compétences entrepreneuriales des jeunes sont renforcées.
- Résultat 6 : Des initiatives entrepreneuriales (start-up en autoemploi/ TPE/PME/coopératives) adaptées aux besoins des jeunes et portées par des bénéficiaires dans les zones ciblées sont développées au sein d'incubateurs et suivies auprès des partenaires techniques en appui à l'entreprise et financiers.
- Résultat 7 : Des emplois et auto-emplois durables sont créés par la promotion de filières professionnelles et la création de micro-pôles de TPE-PME, performantes et organisées maitrisant la production, la transformation et la commercialisation (nationale et internationale).
- Résultat 8 : L'offre de services financiers est renforcée pour mieux répondre à la demande des bénéficiaires ciblés sur tout le territoire national mais dans les zones d'intervention en particulier.

Les activités visaient à être mises en œuvre dans les quatre régions naturelles du pays : Basse Guinée, Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière. Le Tableau 4 représente le cadre logique de la composante ITC du projet INTEGRA. Etant donné que cette évaluation ne prend en compte qu'une partie des activités menées par ITC, C4ED a développé une théorie du changement (TdC) illustrée dans la Figure 5 en collaboration avec ITC pour mieux saisir comment le parcours INTEGRA s'articulent afin de parvenir aux impacts attendus.

-

² Nimba est une plateforme en ligne qui permet d'offrir des formations virtuelles et de faciliter l'inscription à des formations ponctuelles en présentielle. Cette plateforme est en libre accès.

³ En février 2023, C4ED a tenu une formation de l'équipe de direction d'ITC pour soutenir la mise en place d'un système de suivi des activités d'INTEGRA-ITC pour mieux saisir les réalités du terrain. Toutefois, le projet n'est pas parvenu à fournir de données détaillées et actualisées sur les bénéficiaires.

Le principal partenaire de ITC est le Ministère du Commerce, sa contrepartie officielle en Guinée, avec qui des consultations ont eu lieu pour toutes les activités menées. Le projet a également collaboré avec d'autres partenaires publics et privés tel que décrit dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Types de partenariats, partenaires et activités menées⁴

Types de partenariats	Partenaires et activités
Partenariats institutionnels (publics)	 - Ministère du Commerce : signature d'un protocole d'accord avec le Ministère du Commerce pour une coopération au niveau de la mise en oeuvre des activités. - Ministère de la jeunesse et de l'emploi jeunes : l'ITC a signé des protocoles avec le Ministère pour développer un incubateur à Boffa. - Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail : signature d'un protocole d'accord avec l'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (AGUIPE) et l'organisation du premier salon des entrepreneurs en Guinée (SADEN). - Institutions de formation publiques pour mise en oeuvre de formations
Partenariats institutionnels (Partenaires techniques et financiers)	 - Une convention entre l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'ITC est signée pour le référencement des migrants de retour et le partage d'information et développement des capacités des migrants de retour. - L'ITC travaille en collaboration avec les trois agences de mise en oeuvre du projet INTEGRA, ENABEL, GIZ et en synergie avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF). - Des discussions ont eu lieu avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) dans le but combler les gaps au niveau de l'appui aux bénéficiaires et de trouver des synergies pour un meilleur impact du projet.
Partenariats institutionnels (secteur privé)	- Le projet collabore régulièrement avec des entreprises minières (CHALCO, ALUFER-BELAIR MINING, GLOBAL ALUMINA CORPORATION (GAC) pour faciliter l'intégration des jeunes bénéficiaires du projet dans l'obtention d'emplois ou de stages L'ITC et le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) collabore pour développer les capacités des bénéficiairesInstitutions de formation privées pour mise en oeuvre de formations

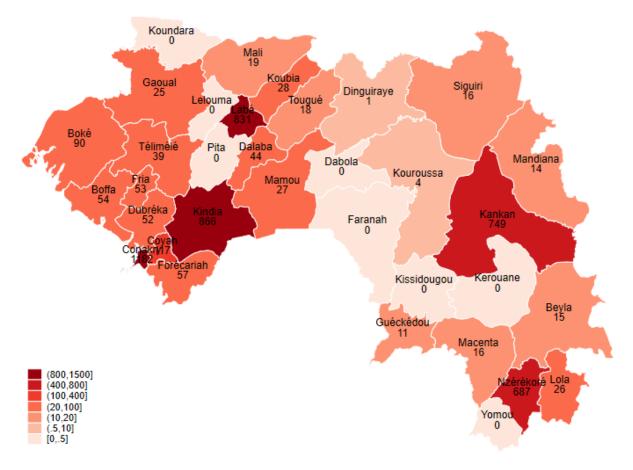
Source : ITC (2019)

INTEGRA-ITC a débuté ses activités en 2018 visant à former, au total, 7 000 bénéficiaires par le biais de formations en ligne, de formations ponctuelles ou du parcours INTEGRA. Lorsque la collaboration avec C4ED a commencé en avril 2021, 3 000 jeunes avaient déjà commencé les formations. Il était prévu d'enregistrer 4 000 bénéficiaires supplémentaires entre avril et juillet 2021 (soit quatre mois) et de finaliser le projet INTEGRA-ITC à la fin du mois de juillet 2022. Le plan de l'évaluation d'impact prévoyait de recruter l'échantillon de l'étude à partir de cette dernière vague de recrutement de bénéficiaires en juillet 2021. Cependant, des délais ont retardé la mise en place de la dernière campagne de recrutement de bénéficiaires INTEGRA, et les activités du projet ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2023. Il a donc fallu attendre août 2022 (13 mois de plus que prévu) pour qu'un nombre suffisant de jeunes soit enregistré pour atteindre la taille d'échantillon visée par l'EIC. Ce retard dans la mise en œuvre a mené à diviser l'échantillon de l'évaluation d'impact en quatre cohortes et à différer, voire annuler, certaines vagues de collecte de données. Le nombre total de candidats enregistrés entre avril 2021 et août 2022 est de 5 062, dont 3 771 bénéficiaires (dont 1 305 dans l'échantillon d'étude, le groupe de traitement) et 1 291 non-bénéficiaires (tous dans l'échantillon d'étude, le groupe

⁴ Le rapport d'implémentation (ITC2019) liste également d'autres partenaires mais sans préciser la nature de leurs collaborations : ENPT, CFP, CPIA, ONFPP, CNPG, APIP, Osez innover, Saboutech, Jatropha, CCAG, AGUIPEX, CAIEP, Association IMF et banques, FONIJ, Fondation UEFA pour l'enfance, Air France Cargo,

de contrôle). La taille d'échantillon de l'étude est donc de 2 596 individus. La répartition géographique des candidats est présentée dans la Figure 1. La manière dont ces candidats sont alloués aux groupes d'étude de l'EIC est présentée dans la section 1.3.1.

Figure 1 : Distribution des enregistrements au niveau des 34 préfectures de la Guinée entre avril 2021 et juillet 2021



Source: Élaboration de C4ED

1.2. DESCRIPTION DE L'EVALUATION

L'objectif premier de cette EIC est de mesurer les impacts du parcours INTEGRA sur les individus sélectionnés tel qu'il est attendu selon la TdC. Le C4ED évalue également la pertinence du parcours INTEGRA, l'efficacité du projet en matière de nombre de bénéficiaires et l'efficience (Voir matrice d'évaluation en Annexe 5.7). Avec cette évaluation, le C4ED fournit des preuves sur la potentielles contribution du projet à l'Objectif Stratégique 1 du FFU et sur la façon dont les accompagnements individualisés pour l'intégration dans le marché du travail dans des contextes similaires peuvent être améliorées. Ainsi, avec les autres EIC de R1 et sa contribution au R2, ce rapport contribue à produire des preuves claires, pertinentes et crédibles pour une meilleure prise de décision.

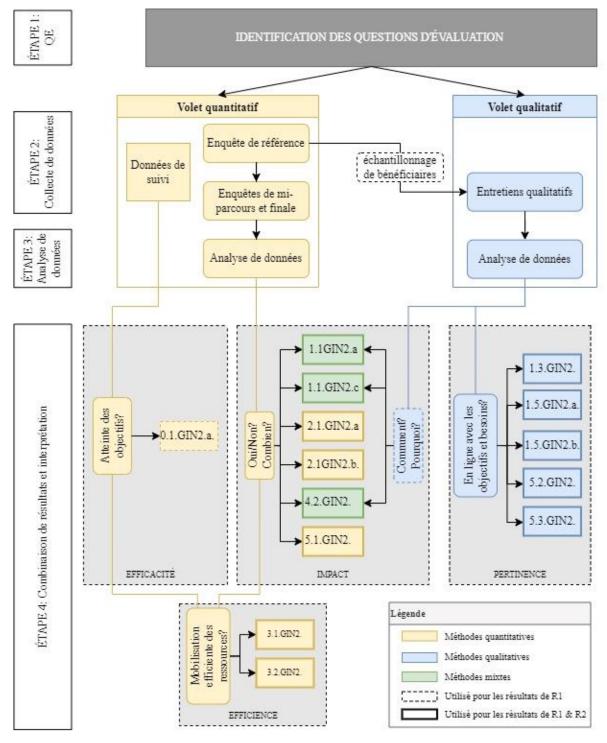
Ce rapport est pertinent pour différentes parties prenantes. Pour l'UE, il illustre la manière dont un projet financé par l'UE a contribué aux objectifs stratégiques du FFU et fournit donc des informations sur son impact. Il est également pertinent en termes de responsabilité, car il assure

la transparence de l'utilisation des fonds publics. Pour ITC (et les autres organisations de mise en œuvre qui entreprennent des initiatives similaires), elle est utile en termes de renforcement des capacités et de promotion des bonnes pratiques. Plus particulièrement l'évaluation est utile pour les instances responsables de la conception de l'approche (ITC) et des ministères qui ont soutenu la mise en œuvre des activités (Ministère du Commerce, Ministère de la jeunesse et de l'emploi jeunes, Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail, BAD, FIDA) puisqu'elle informe si l'approche proposée répond aux besoins des populations vulnérables ciblées par le projet et si elle a les impact attendus. Elle est également utile pour rendre compte aux donateurs et responsables du projet dont ITC et le FFU sur l'atteinte des objectifs. Ensuite, sous le prisme de la collaboration avec ENABEL et GIZ, l'évaluation permet de rendre compte si l'approche modulaire et individualisé proposé par ITC doit rester une priorité. Enfin, dans une perspective de plus long terme et pour l'ensemble des parties prenantes, cette évaluation cherche à les aiguiller dans le développement d'interventions futures pour être plus efficaces.

1.3. METHODOLOGIE

L'évaluation est basée sur une approche mixte intégrée dont la composante quantitative s'appuie sur une évaluation expérimentale pour mesurer les impacts du parcours INTEGRA. L'évaluation porte également sur l'efficacité, la pertinence et l'efficience. La Figure 2 montre comment les outils qualitatifs et quantitatifs sont utilisés et combinés pour étudier les différents critères de jugements (CJ) des QE selon les critères du Comité d'aide au développement (CAD). Le volet quantitatif est mobilisé pour mesurer l'atteinte d'objectifs chiffrés tels que défini dans le cadre logique ainsi que pour identifier et mesurer les impacts. Enfin, il est aussi mobilisé pour explorer certains aspects de la pertinence du projet. La triangulation entre les données quantitatives et qualitatives se concentre surtout dans l'évaluation des impacts puisque le volet qualitatif cherche comprendre les raisons derrière l'existence ou l'absence d'impacts.

Figure 2 : Approche méthodologique pour les QE respectives



Source : Élaboration de C4ED

1.3.1. Méthodes d'analyses et sources des données

L'évaluation se base principalement sur des données primaires. Des données secondaires issues de rapports d'implémentation ont seulement servi à mesurer l'efficacité du projet. Pour cela, le C4ED a comparé les objectifs prédéfinis par le projet aux niveaux effectivement atteints. Ensuite, le C4ED s'appuie également sur des rapports d'implémentation et d'évaluation pour évaluer l'efficience et la pertinence.

Le volet quantitatif

Le volet quantitatif est conçu pour mesurer les effets du parcours INTEGRA. Plus spécifiquement, le C4ED exploite la sursouscription au parcours INTEGRA par rapport aux capacités des PF, un scénario propice à la mise en place d'un Essai Randomisé Contrôlé (ERC, ou « Randomised Control Trial » en anglais). Cette approche consiste à sélectionner de manière aléatoire (processus de randomisation) les candidats qui bénéficieront du parcours INTEGRA et ceux qui en seront exclus. Comme les bénéficiaires (groupe traité) et non-bénéficiaires (groupe témoin) sont tous issus du groupe de candidats éligibles au projet, et que l'attribution du traitement est faite *au hasard*, la théorie statistique implique que les deux groupes devraient avoir, en moyenne, les mêmes caractéristiques. Ainsi, grâce à la similitude des deux groupes, toute différence de résultats observée entre les deux groupes après la participation au projet peut être *attribuée* au parcours INTEGRA, établissant ainsi le lien de causalité. Dans le cadre de cette évaluation, la randomisation a été stratifiée par genre et motivation du candidat au sein de chaque liste envoyée par les PF.

En pratique, une fois un certain nombre d'enregistrements réalisés par un PF donné, C4ED identifiait les candidats éligibles selon les critères de ITC et renvoyait au PF la liste des candidats sélectionnés aléatoirement. Pendant les premiers mois, le pourcentage des candidats sélectionnés parmi les éligibles était adapté aux capacités (déclarées) des PF à assurer les diagnostics des candidats sélectionnés. Ensuite, il est devenu évident que cette approche ne permettrait pas d'atteindre le nombre total de bénéficiaires ciblés par ITC. Par conséquent, le pourcentage d'individus sélectionnés parmi les candidats éligibles a été augmenté en accord avec l'équipe ITC. Il est important de noter que l'augmentation du nombre de candidats sélectionnés a remis en question la capacité des PF à assurer les diagnostics ainsi que les suivis individualisés. En effet, le nombre de bénéficiaires à accompagner a été, pour certains PF, très élevé. Ces risques ont été discuté avec l'équipe ITC afin de favoriser la mise en place de mesures adaptées au niveau opérationnel.

Dans le cadre de l'EIC, et bien que INTEGRA-ITC avait pour but de former 4 000 bénéficiaires entre avril 2021 et juillet 2023)⁵, C4ED étudie seulement les candidats dans l'échantillon d'étude c'est-à-dire ceux ayant été soumis à la randomisation⁶.

ITC et C4ED ont collaboré pour parvenir au double objectif suivant :

- Former 4 000 bénéficiaires (objectif du projet). Parmi ces 4 000 bénéficiaires, 1 305 ont été échantillonnés pour l'évaluation et recevoir le soutien de ITC. Le reste des bénéficiaires n'a pas été échantillonné pour l'étude.
- À partir des candidats éligibles au parcours INTEGRA, C4ED a obtenu un échantillon initial de 2 596 individus composés de 1 305 bénéficiaires (groupe de traitement) et 1 291 observations témoins (groupe de contrôle) (objectif de l'EIC). C4ED utilise cet échantillon pour mener l'EIC.

La stratification par genre permet de garantir la présence d'hommes et de femmes dans le groupe traité (bénéficiaires) et dans le groupe témoin. Toutefois, la part de femmes dans l'échantillon d'étude est égale à la part de femmes enregistrées par ITC. Cette part est faible

-

⁵ Dans l'ensemble, le projet s'est étendu entre octobre 2018 et décembre 2023, soit 60 mois de mise en œuvre, et cherchait à former 7000 jeunes.

⁶ Par conséquent, les candidats éligibles au projet entrant dans le parcours autrement que par les PF ou une candidature en ligne n'ont pas été échantillonnés pour l'étude.

(environs 30%) et, par conséquent, la capacité de l'évaluation à identifier les effets du parcours INTEGRA sur cette catégorie de bénéficiaires est aussi limitée (voir fin de la section 4.2.1).

Pour mesurer les effets du parcours INTEGRA, l'ERC estime les effets de l'exposition au projet (effet moyen de l'intention de traiter, ou ITT pour « *intention to treat* », en comparant le groupe de traitement et le groupe de contrôle issus de la randomisation). L'effet moyen de l'ITT mesure l'impact moyen de l'intervention sur les candidats éligibles et sélectionnés (aléatoirement) pour intégrer le parcours INTEGRA, sans considérer leur participation effective. Cet estimateur est pertinent car il reflète les impacts du projet dans des conditions réelles de mise en œuvre (tous les participants ne suivent pas le projet jusqu'à sa fin, le parcours INTEGRA est personnalisé et donc varie d'un individu à l'autre, etc.).

Pour mieux capturer les impacts étant donné les variations du parcours INTEGRA, surtout en termes de durée de la formation personnalisée, la stratégie analytique se base sur plusieurs vagues d'enquêtes (Figure 3) :

- L'enregistrement (pour les quatre cohortes) et l'enquête de référence pour les cohortes 1, 2 et 3 (pour des raisons budgétaires et logistiques étant donné les retards opérationnels, la cohorte 4 n'a pas été couverte par cette enquête);
- L'enquête de mi-parcours #1 (six mois après la fin théorique du parcours INTEGRA);
- L'enquête de mi-parcours #2 (12 mois après la fin théorique du parcours INTEGRA);
- L'enquête finale (18 mois après la fin théorique du parcours INTEGRA).

En outre, le fait de mesurer les variables d'intérêt plusieurs fois à des intervalles relativement courts (tous les six mois) permet d'éliminer une partie du bruit statistique et d'améliorer la précision des estimations de l'impact (McKenzie, 2012).

Sélection des candidats éligibles par randomisation Les candidats bénéficient du parcours INTEGRA Phase de 6 mois recrutement 6 à 9 mois 6 mois 6 mois Enquête quantitative de mi-parcours #1 Enquête quantitative finale Enquête de référence C1 et C2: novembre 2022 C1 et C2: novembre 2023 C1: juin 2021 C3 et C4: mars 2023 C3 et C4: mars 2024 C2: août 2021 C3: novembre 2021 C4: N/A Enquête quantitative de mi-parcours #2 C1 et C2: mai 2023 C3 et C4: octobre 2023 Enquête qualitative Juin-novembre 2022

Figure 3 : Chronogramme simplifié des activités d'évaluation

Source : Élaboration de C4ED

Avec ces données, C4ED mesure l'effet ITT en calculant les simples différences entre le groupe de traitement et le groupe témoin, en utilisant l'ensemble de l'échantillon (c'est-à-dire les cohortes 1 à 4). Étant donné que la méthode de randomisation permet de créer des groupes similaires, voir identiques, sans besoin de faire recours à d'autres ajustements, ce modèle primaire n'inclut pas les données de références, selon le modèle décrit en Annexe 5.2.1. Les régressions incluent des variables binaires représentant chaque strate de randomisation (effets

fixes). Enfin, pour toute régression incluant plusieurs observations par individu (issues des différentes vagues d'enquête), les erreurs types sont ajustées de manière appropriée (« clustering » au niveau individuel).

Bien qu'en théorie la randomisation permette de créer des groupes similaires, l'analyse d'équilibre des groupes de traitement et de contrôle (basé sur l'enquête de référence, disponible pour les cohortes 1 à 3) a identifié quelques légères différences entre les groupes de traitement et de contrôle avant l'exposition au traitement. Par conséquent, l'analyse est complémentée par un modèle secondaire qui mesure l'effet de l'ITT sur les trois premières cohortes grâce à une analyse de covariance (ANCOVA). Ce modèle, bien que mobilisant une partie seulement de l'échantillon principal (les cohortes 1 à 3 pour lesquelles les données de référence sont disponibles), permet l'inclusion des valeurs de référence des résultats d'intérêt comme variables de contrôle, prenant ainsi en compte les différences observées pour la période de référence, et réduisant la variabilité statistique de l'estimateur et améliorant la précision de l'estimation de l'impact du projet.

En plus de l'analyse des effets moyens entre 6 et 18 mois, l'étude explore les effets de court, moyen et long terme en analysant les trois enquêtes (deux de parcours et une finale) séparément⁷. En outre, l'analyse explore les effets hétérogènes selon le genre en reproduisant les régressions susmentionnées et en y ajoutant une variable d'interactions (QE 5.1.GIN2).

En suivant la méthodologie de l'évaluation, des données quantitatives ont été collectées à cinq reprises auprès des individus échantillonnés. Les deux premières enquêtes visaient à produire une base de données de référence (enregistrement et enquête de référence). Les enquêtes de miparcours (respectivement 6 et 12 mois après la fin théorique de l'accompagnement) ainsi que l'enquête finale (18 mois après l'accompagnement) permettent d'explorer les effets sur des horizons temporels différents et d'améliorer la précision des estimations d'impact (Tableau 2).

Tableau 2 : Échantillons de l'ERC

	Enregistrement		Enquête de référence		Enquête de mi- parcours #1 ⁸		Enquête de mi- parcours #2		Enquête finale	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Groupe de traitement	1305	100%	768	59%	1074	82%	987	76%	947	73%
Groupe de contrôle	1291	100%	778	60%	1080	84%	1007	78%	918	71%
Total échantillonnés	2596	100%	1546	60%	2154	83%	1994	77%	1865	72%
Eligibles mais non échantillonnés	1705									

Source : Élaboration du C4ED

Non éligibles

Total enregistrés

-

761

5062

⁷ Dans ce cas, les effets fixes liés aux enquêtes de suivi ne seront pas introduits.

⁸ L'échantillon a été divisé en quatre cohortes due aux dfficultés du projet à enregistrer le nombre prévu de candidats. Cette division en différentes cohortes a significativement augmenté les coûts des collectes de données. Par conséquent, avec l'accord du FFU, C4ED a mené les enquêtes de mi-parcours en même temps pour les cohortes 1 et 2, ainsi que pour les cohortes 3 et 4, respectivement. En outre, l'objectif fixé avec ITC d'enregistrer les candidats de la cohorte 4 avant début février 2022 n'a pas été atteint, ainsi l'enquête de référence pour cette cohorte planifiée pour février 2022 n'a pas pu être menée. Avec l'accord du FFU, C4ED n'a donc pas mené d'enquête de référence sur la cohorte 4. Il est à noter que la cohorte 4 restera dans l'échantillon, la seule différence étant que des données de références détaillées ne seront pas disponibles pour ces observations. Ceci permet de maintenir la taille de l'échantillon et de mener les enquêtes de mi-parcours tel que prévu.

Les enregistrements ont été réalisés par les six PF répartis dans le pays qui ont utilisé le questionnaire numérique sur KoboCollect développé par le C4ED. Certains enregistrements ont été réalisés en ligne à travers un lien dirigeant directement vers le questionnaire d'enregistrement⁹. Au total, ITC a enregistré 5062 candidats dont 4301 était éligibles au parcours INTEGRA¹⁰. Parmi ces candidats éligibles, C4ED a sélectionné aléatoirement ceux qui seraient échantillonnés pour l'évaluation permettant de créer un groupe de contrôle de 1 291 individus ainsi qu'un groupe de traitement de 1 305 individus. Ces derniers constituent échantillon de référence de l'ERC.

Une fois les candidats enregistrés et les différents groupes échantillonnés, C4ED a sous-traité les enquêtes quantitatives de référence, de mi-parcours et finale à SVI (un partenaire local spécialisé dans la collecte de données). Pour les différentes enquêtes, l'équipe SVI était composée de deux groupes comptant chacun entre cinq à sept enquêteurs selon la taille des cohortes et d'un superviseur pour réaliser les entretiens par téléphone. L'enquête de référence représente un petit échantillon (60% de l'échantillon initial) puisque la cohorte 4 ne pouvait pas être couverte par cette enquête de référence. Les données de référence ont seulement été collectées rétrospectivement lors de l'enquête de mi-parcours #1. Pour les enquêtes de miparcours et l'enquête finale, les mêmes superviseurs et la plupart des enquêteurs mobilisés lors de l'enquête de référence ont conduits les entretiens après une formation de mise à jour.

Dans l'ensemble, le taux d'attrition est relativement faible pour des enquêtes menées par téléphone (Helen & Su-Ming, 2020), oscillant entre 12% et 28% selon les cohortes et la vague d'enquête. L'attrition est due au fait que le répondant n'était pas la personne recherchée (approximativement 8% par vague d'enquête), l'absence de réponse (≈6%) et le refus de participer à l'enquête (autour de 2%). La durée moyenne des appels téléphoniques pour les entretiens réussis était autour de 20 minutes, une durée estimée comme satisfaisante pour limiter les biais dans les réponses dus à la lassitude du répondant (Abay et al., 2021).

Pour évaluer l'efficience, le C4ED avait initialement prévu d'utiliser les données sur les coûts, les résultats et les impacts estimés pour informer sur les coûts moyens encourus pour former une personne et le coût pour augmenter le taux d'emploi de 10 %, conformément à la méthodologie recommandée par JPAL (Dhaliwal et al., 2013). Toutefois, les rapports financiers du projet à l'intention du FFU n'étaient pas conformes aux besoins de la méthodologie d'évaluation convenue, car il n'est pas possible d'isoler les coûts spécifiques des activités faisant l'objet de l'évaluation. Par conséquent, le C4ED utilise des documents de projet dont le rapport d'évaluation final (Mannaoui, 2023) ainsi que les résultats d'autres QE pour évaluer les éléments d'efficience économique, d'efficience opérationnelle, de respect des délais et de liens avec d'autres critères du CAD (OECD, 2010). Il est important de mentionner qu'en triangulant les différentes sources de données, le C4ED ne peut pas fournir d'informations sur le compromis entre les ressources allouées aux différentes activités et la mesure dans laquelle elles ont permis de minimiser les coûts ou de maximiser les impacts.

Ces derniers souhaitant seulement suivre une formation ponctuelle.

⁹ Ce dernier a été placé dans des lieux stratégiques (notamment sur le site internet et la page Facebook du programme INTEGRA-ITC). Ces outils ont été mis à disposition à partir de la mi-avril 2021.

10 Les candidats souhaitant suivre une formation ponctuelle (et non un accompagnement) n'étaient pas éligibles.

Le volet qualitatif

Le volet qualitatif mobilise principalement les données primaires recueillies en deux temps (2022 et 2023) par le biais d'entretiens institutionnels, individuels, et des groupes de discussions. L'approche qualitative complète le volet quantitatif en explorant les trois domaines suivants :

- 1. L'étude des effets des interventions sur l'emploi et l'employabilité des jeunes bénéficiaires (1.1.GIN2). En outre, l'étude qualitative explore l'influence du projet sur les opportunités créées (ou non) ainsi que sur les aspirations de vie des bénéficiaires, notamment en ce qui concerne leur souhait de mobilité ou de potentielles intentions de migration (4.GIN2).
- 2. L'analyse de la pertinence des différents types d'appui mis à la disposition des participants selon leurs profils (jeunes porteurs de projet déjà entrepreneurs, jeunes porteurs de projets débutants, et chercheurs d'emploi) et les besoins du marché du travail (1.3.GIN2 et 1.5.GIN2). Cette analyse porte également sur la capacité du projet à cibler les groupes de population identifiés comme prioritaires (jeunes, femmes et migrants de retour) et à les maintenir dans leur parcours de formation (0.2.GIN2). Cette analyse s'est en revanche heurtée à la difficulté de s'entretenir avec des migrants de retour, les listes fournies par l'OIM comprenant des coordonnées non actualisées. Il a donc été impossible d'entrer en contact avec l'échantillon pour les entretiens prévus à Conakry.
- 3. L'étude de l'approche genre et de l'inclusion du projet (5.GIN2).

C4ED a identifié les catégories de répondants suivantes : (i) les jeunes porteurs de projet ayant déjà une entreprise, (ii) les jeunes porteurs de projet débutants, (iii), les chercheurs d'emploi, (iv) des migrants de retour remplissant les critères de sélection mais qui ont choisi de ne pas s'enregistrer, (v) des jeunes femmes, migrants de retour et jeunes ayant abandonné leur formation, (vi) les coachs/PF, (vii) les coachs en gestion financière pour les porteurs de projet, (viii) les entrepreneurs ayant recruté des bénéficiaires, (ix) l'équipe de projet ITC, et (x) un représentant de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), partenaire d'ITC.

Dans un premier temps, deux des huit régions administratives dans lesquelles le projet est mis en œuvre ont été sélectionnées sur la base des données officielles sur l'accès à l'emploi dans chaque région. C4ED a décidé de choisir les deux extrêmes : Labé où l'accès à l'emploi est le plus élevé (62,4%), et Conakry où il est le moins élevé à (49,4% - AGUIPE, 2019).¹¹

Dans chaque région, l'échantillonnage a ciblé les profils listés dans le Tableau 3 ci-dessous. Au sein de cette distribution, C4ED a cherché à stratifier l'échantillon des anciens bénéficiaires ainsi que ceux en cours de formation, de manière à garantir que ce dernier prenne en compte certaines caractéristiques clés des bénéficiaires (telles que 50% de femmes et d'hommes ; la présence de migrant(e)s de retour d'exil ; l'expérience professionnelle et scolaire des bénéficiaires ; leur statut dans l'emploi ; et l'âge), en s'assurant que différents groupes de la tranche d'âge ciblée (18-35 ans) soient suffisamment représentés. Cette stratégie de ciblage des bénéficiaires s'est initialement faite sur la base de l'enquête de référence. Cependant, le partenaire local a rencontré de nombreuses difficultés pour trouver les profils recherchés, et

_

¹¹ En revanche, au moment où C4ED a commencé à préparer l'échantillon (fin d'année 2021), ITC n'avait enregistré aucun bénéficiaire à Faranah depuis son lancement. Par conséquent, C4ED a choisi d'inclure dans l'étude la région de Labé, qui arrive en deuxième position après Faranah avec 62,4% de taux d'emploi.

l'échantillon a dû être modifié. Ainsi, en complément des données de référence, l'échantillonnage s'est fait avec la collaboration des PF qui étaient en contact direct avec les bénéficiaires et anciens bénéficiaires. Aussi, dans certains cas, les méthodes d'entretiens ont été adaptées. Par exemple, étant donné la difficulté à trouver des migrants de retour et d'autant plus à organiser un groupe de discussion avec ces derniers dans la région de Labé, C4ED l'a remplacé par trois entretiens individuels. Les guides d'entretiens ont été adaptés pour chercher à produire le type d'informations qui émanent généralement d'un groupe de discussion (notamment la mise en exergue d'opinions contrastées ou alignées).

Tableau 3: Echantillon qualitatif atteint

Méthodes	Source d'information	Nombre d'entretien	Total des Entretiens	
		Conakry	Labé	
	Bénéficiaires porteurs de projet ayant déjà une entreprise	4(4)	2(4)	6(8)
	Bénéficiaires porteurs de projet débutants	1(4)	3(4)	4(8)
Entretiens	Bénéficiaires chercheurs d'emploi	2(4)	5(4)	7(8)
individuels	Anciens bénéficiaires porteurs de projet ayant déjà une entreprise	5(4)	5(4)	10(8)
	Anciens bénéficiaires porteurs de projet débutants	5(4)	3(4)	8(8)
	Anciens bénéficiaires chercheurs d'emploi	6(4)	4(4)	10(8)
	Entrepreneurs ayant recruté des bénéficiaires	2(3)	2(3)	4(6)
Groupe de discussions	Migrants de retour remplissant les critères de sélection mais qui ont choisi de ne pas s'inscrire	0(3)	0(3)	0(6)
transformés en entretiens	Femmes (dont migrantes de retour) ayant abandonné leur formation	0(3)	0(3)	0(6)
individuels	Hommes (dont migrants de retour) ayant abandonné leur formation	0(3)	3(3)	3(6)
Sous total		25(36)	27(36)	52(72)
Groupes de	Coachs/PF	MS Teams		1(1)
discussion	Coachs en gestion financière	MS Teams		1(1)
Sous total		2(2)		2(2)
Entretiens avec	Équipe du projet ITC	MS Teams		1(1)
informateurs clés	Représentants de l'OIM partenaires d'ITC	MS Teams		1(1)
Sous Total		2(2)	2(2)	
TOTAL				56(76)

Note : Chiffres entre parenthèses représentent le nombre d'entretiens initialement prévus

Source : Élaboration du C4ED

L'enquête qualitative a également été réalisée en coopération avec le partenaire local SVI, qui était responsable du recrutement de quatre chargés de recherche qualitative (deux femmes et deux hommes), de la coordination de la formation et du suivi de la collecte de données sur le terrain, le tout en étroite collaboration avec C4ED. Les quatre chargés de recherche ont été déployés dans les régions de Conakry et Labé. C4ED a conduit les entretiens pouvant être réalisés à distance et en français.

Dans le cadre de cette évaluation, C4ED a analysé les données primaires recueillies par le biais d'entretiens institutionnels, individuels, et des groupes de discussion. Tous les entretiens et discussions ont été enregistrés, transcrits et traduits en français pour certaines où les questions d'éclaircissements ont été réalisés dans une des langues locales. C4ED a utilisé le logiciel

MAXQDA pour analyser les transcriptions. Il en résultera des données descriptives et interprétatives qui sont intégrées et triangulées avec les résultats quantitatifs et les documents de projet afin de garantir l'étendue et la profondeur des rapports d'étude. Les résultats de l'analyse qualitative sont utilisés pour affiner les enquêtes de suivi.

1.3.2. Outils de collecte de données

Outils quantitatifs

C4ED a élaboré, avec le soutien de ITC, les questionnaires d'enregistrement, de référence, de mi-parcours, et de finale. Les modifications du questionnaire d'enregistrement étaient limitées, dû à des contraintes de terrain et de cohérence avec la base de données Nimba de ITC déjà existante. Le questionnaire de référence, plus détaillé, a été développé conformément aux QE et aux indicateurs clés, afin de garantir des outils harmonisés entre les projets évalués.

Les ressources utilisées pour développer le questionnaire comprennent entre autres :

- Les enquêtes sur l'emploi et recommandations du Bureau International du Travail (BIT) (Benes & Walsh, 2018a, 2018b; ILO, 2013) et des outils adaptés pour la mesure des impacts des Éducation et Formation Techniques et Professionnelles (EFTP - Field et al., 2019)
- L'échelle de résilience simplifiée (Brief Resilience Scale BRS) développée par Smith et al. (2008)
- Les enquêtes sur les aspirations et intentions de migrer de l'Organisation Internationale Pour les Migrations (OIM) et du Global Gallup Survey (Migali & Scipioni, 2019; Sabadie et al., 2010).
- Le module sur la perception d'employabilité développé par Rothwell et al. (2008).

Les questionnaires des enquêtes de référence, de mi-parcours, et de finale sont similaires puisqu'ils cherchent à collecter les informations sur des dimensions d'intérêt pour l'évaluation. Les trois questionnaires sont composés des modules sur les caractéristiques sociodémographiques, l'emploi, la variation du revenu, l'intention de migration et l'employabilité.

Les trois questionnaires démarrent avec une section sur l'identification et les caractéristiques sociodémographiques. Ce module est toutefois simplifié dans les questionnaires de l'enquête de mi-parcours et de l'enquête finale puisque certaines informations ne varient pas dans le temps et n'ont pas besoin d'être collectées à nouveau (groupe ethnique, sexe, ...). Le module sur l'emploi se focalise sur les trois emplois stables les plus récents au cours des six derniers mois, les revenus associés ainsi que les conditions de travail. Les questionnaires de l'enquête de mi-parcours et de l'enquête finale explorent plus en détails certaines caractéristiques de ces emplois (notamment la composition des revenus issus de chaque emploi). Ces questionnaires collectent également plus de détails sur la variation des revenus issus de l'emploi au cours de l'année afin de mieux saisir de potentiels effets de saison. Les modules sur l'intention de migration et l'employabilité n'ont pas été modifiés.

En plus des modules mentionnés ci-dessus, les questionnaires de l'enquête de mi-parcours et de l'enquête finale contiennent des modules sur la résilience et sur les appuis reçus dans le cadre d'INTEGRA-ITC ou d'autres projets. Le questionnaire de l'enquête finale comprend également

un module sur des chocs naturelles, agricoles, sociaux ou économiques et les moyens de subsistance des répondants.

Le questionnaire a été élaboré en français en assurant la bonne traduction des modules non disponibles en français. Par la suite, le questionnaire a été traduit oralement dans les principales langues locales (soussou, malinké et wolof) lors de la formation des agents enquêteurs.

Outils qualitatifs

Le volet qualitatif comporte trois outils : les guides d'entretien avec des informateurs clé, les guides d'entretien avec des bénéficiaires, et les guides pour les groupes de discussion. Pour chaque catégorie de répondants, les grilles d'entretiens ont été développées et adaptées en fonction des domaines de recherche pour lesquels les répondants ont été identifiés comme source d'information, selon les indicateurs identifiés dans la matrice d'évaluation.

Entretiens individuels avec des informateurs clés

Ces entretiens ont été menés avec l'équipe de projet ITC chargée de la mise en œuvre du projet. Ils permettent de recueillir leur expertise sur la conception du projet, sa mise en œuvre et l'état de réalisation des objectifs de ce dernier, mais aussi d'analyser les différentes offres d'accompagnement dont les participants au projet bénéficient.

En plus de ces entretiens prévus, C4ED a conduit un entretien avec un membre de l'OIM afin de recueillir des informations relatives à la coopération entre ITC et l'OIM en ce qui concerne l'intégration des migrants de retour dans le parcours INTEGRA et les défis rencontrés dans la réalisation de cet objectif. Cet entretien a été structuré autour de trois thèmes : la collaboration entre l'OIM et ITC, l'enregistrement et la participation des migrants de retour, et les effets du parcours INTEGRA sur la qualité d'intégration des migrants de retour.

Entretiens avec des bénéficiaires

Les entretiens ont été conduits avec des bénéficiaires en cours de formation et avec d'anciens participants ayant terminé le parcours INTEGRA. De cette manière, les entretiens ont permis d'examiner en détail la qualité de la mise en œuvre et les effets de l'intervention, ainsi que les expériences des bénéficiaires sur le moyen terme. Ces entretiens ont porté tant sur les formations en entrepreneuriat que sur les formations pour chercheurs d'emploi.

Les guides pour les entretiens avec les bénéficiaires sont composés de trois sections principales : les effets des formations sur l'emploi et l'employabilité, les effets des formations sur les aspirations de vie, et l'approche inclusive du parcours INTEGRA, et plus précisément sa capacité à intégrer les besoins des migrants de retour et des femmes. Ces sections incluent des sous-sections relatives à l'emploi décent, à la qualité de l'accompagnement, à la sensibilité du projet au genre, et aux besoins spécifiques des migrants de retour en termes de formation.

Initialement, il était également prévu de mener des groupes de discussion auprès de participants au parcours INTEGRA qui ont choisi d'abandonner la formation. Néanmoins, le recrutement de ces personnes pour l'étude a été difficile, principalement en raison d'absence de numéros de téléphones fiables. C4ED a collaboré avec l'OIM ainsi qu'avec les PF d'ITC pour obtenir des listes de répondants, ce qui a permis d'en joindre quelques-uns.

Groupes de discussion avec les points focaux et les coachs en gestion financière

L'équipe de recherche a choisi d'organiser les groupes de discussion dont un avec les huit PF régionaux et un avec les sept coachs en gestion financière. Les discussions se sont focalisées sur leurs perceptions du parcours INTEGRA et sur la qualité du cadre d'accompagnement. Le groupe de discussion permet de faire ressortir les perceptions collectives et différenciées, et offre ainsi en général des données riches et contrastées.

Les guides pour les discussions de groupe sont composées de trois sections principales : les effets des formations sur l'emploi et l'employabilité, les effets des formations sur les aspirations de vie, et l'approche inclusive du parcours INTEGRA. Ces sections incluent des sous-sections relatives à l'emploi décent, à la qualité de l'accompagnement, à la sensibilité du projet au genre, et aux besoins spécifiques des migrants de retour.

Cas spécifiques : les migrants de retour

Il est également important de noter que la stratégie liée au recrutement de migrants sur le retour a dû être modifiée pendant les activités de terrain. En effet, ces derniers étant mobiles et particulièrement peu nombreux dans le contexte de cette étude, il était compliqué de les joindre pour organiser les groupes de discussion prévues dans notre échantillon. Pour assurer une collecte de données auprès de ce groupe, C4ED a opté pour une adaptation souple des outils initiaux afin de pallier le faible nombre de répondants ou à leur dispersion géographique. Ces grilles de groupes de discussions ont été adapté en grille d'entretien individuel. Quoique différents, les guides d'entretien suivent la même structure et sont composés de deux sections : les stratégies pour recruter les migrants de retour dans le parcours INTEGRA, et les barrières internes et externes à leur recrutement et participation au parcours INTEGRA.

1.4. LIMITES ET FAIBLESSES

Bien que l'étude s'appuie sur des méthodes d'évaluation rigoureuses, une série de faiblesses doivent être prises en compte lors de l'interprétation des résultats. Elles sont décrites dans cette section.

Absence de données de suivi : La principale faiblesse de cette évaluation repose sur l'absence de données de suivi. Il est encore incertain quels sont les soutiens que les bénéficiaires ont obtenu et par conséquent, il est impossible de caractériser la nature exacte du parcours INTEGRA. Par exemple, ni le projet ni le C4ED ne connait la part de bénéficiaires ayant reçu un appui financier. C4ED a tenté de promouvoir auprès de ITC l'adoption d'un système de suivi centralisé en formant plusieurs cadres de suivi et évaluation à l'usage de KoboCollect. A ce jour, le C4ED n'a pas obtenu de données de suivi complètes et actualisées. De plus, elles ne comprennent pas les identifiants uniques des bénéficiaires que C4ED avait créés conjointement avec ITC lors de l'enregistrement. Face à ces difficultés, le C4ED a cherché à obtenir les données de participation au parcours INTEGRA par le biais des enquêtes de suivi. Cependant, les données d'enquête sont notoirement peu fiables en ce qui concerne les réponses aux questions sur la participation à un projet donné. Ce manque de données (fiables) pose deux problèmes majeurs:

- <u>Le parcours INTEGRA représente une « boîte noire »</u> limitant la capacité au C4ED de comprendre les soutiens reçus par chaque candidat sélectionné. Ainsi, il est donc

- difficile de déterminer les raisons concrètes pour lesquelles le projet a (n'a pas) eu un impact.
- Le C4ED ne peut pas mobiliser une approche par variable instrumentale (VI) pour estimer l'effet moyen local du traitement (ou « local average treatment effect » LATE), c'est-à-dire l'effet moyen sur les candidats qui ont effectivement suivi le parcours INTEGRA. Cette approche est commune dans les ERC lorsqu'une part des individus assignés au traitement ne le reçoivent pas (« imperfect compliance ») mais elle requière une définition et mesure précise du traitement. Or le parcours INTEGRA reste un concept vague et qui n'a pas été l'objet d'un suivi permettant de rendre compte de qui a reçu quel soutien. Le C4ED a cherché à obtenir les données de participation au parcours INTEGRA par le biais des enquêtes de suivi. Cependant, les données d'enquête sont notoirement peu fiables en ce qui concerne les réponses aux questions sur la participation à un projet donné. Après une analyse des données de parcours #1, C4ED est arrivé à la conclusion que ces données ne peuvent pas non plus être utilisées pour estimer le LATE.

Validité externe: l'échantillon utilisé pour cette évaluation se focalisent sur un échantillon représentatif the bénéficiaires du parcours INTEGRA. Cependant il est particulièrement différent de la population générale: les individus sont généralement plus jeunes, mieux éduqués et la plupart habite en ville (voir Annexe 5.3). Par conséquent, les conclusions de cette étude ne peuvent pas être généralisées à la population guinéenne. Il est en effet important de garder à l'esprit que les résultats s'appliquent à cet échantillon et sont difficilement extrapolables à d'autres populations.

Les indicateurs quantitatifs de l'enquête sont autodéclarés et doivent être considérés comme tels. Les enquêteurs ont insisté sur l'importance de fournir des réponses sincères et sur l'absence d'incitations à participer à l'enquête afin de limiter les risques de réponses biaisées. Cependant, plusieurs risques existent :

- Erreurs de mesure : C'est le cas des indicateurs liés au revenu (indicateur 2.1.1) et du nombre d'heures travaillées (indicateur 1.1.5) par exemple, car ils sont difficiles à compter pour le répondant dans le cadre de l'entretien.
- Évaluation biaisée : les indicateurs fondés sur des perceptions, tels que l'employabilité perçue (indicateur 1.1.11), la brève échelle de résilience (indicateur 2.1.4), l'évaluation/le feedback perçu(e) du bénéficiaire (indicateur 1.5.1) doivent également être considérés avec prudence, car ils représentent la perception du répondant. La réponse d'un répondant peut être influencée par divers facteurs qui ne sont pas directement liés, par exemple, à une évaluation objective de la qualité de la formation, car elle peut être biaisée par des attentes personnelles, des expériences antérieures ou l'omission d'aspects spécifiques qui sont pertinents pour d'autres personnes. Une personne interrogée peut également ne pas être la mieux placée pour juger de l'adéquation de l'équipement ou des opportunités sur le marché du travail afin d'évaluer ses chances de trouver un emploi. Le C4ED a essayé, dans la mesure du possible, d'utiliser des mesures subjectives et objectives pour vérifier les (in)cohérences.
- Cohérence interne des indicateurs composites : certains indicateurs tels que l'employabilité perçue (indicateur 1.1.11) et la brève échelle de résilience (indicateur 2.1.4) sont construits à partir de plusieurs éléments qui couvrent les différentes facettes de la dimension respective. Pour vérifier s'ils couvrent la même dimension, le C4ED

calcule la corrélation entre les différents items à l'aide de l'alpha de Cronbach. Ce test fournit la cohérence interne de l'indicateur et permet de savoir si l'indicateur capture d'autres dimensions (Steinert et al., 2018). Le C4ED met en évidence dans les conclusions les cas où l'indicateur présente une faible cohérence interne.

- Désirabilité sociale : les mesures autodéclarées présentent toujours le risque que le répondant réponde aux questions d'une manière qui sera perçue favorablement par les autres.

Difficultés à mener les entretiens qualitatifs: bien que C4ED et SVI se soient efforcés de résoudre les défis liées à la collecte de données qualitatives, l'équipe de recherche sur le terrain a identifié les contraintes suivantes :

- L'inaccessibilité de certains anciens bénéficiaires sélectionnés dans les répertoires du projet, les contacts téléphoniques fournis étant soit hors service, soit utilisés par une autre personne.
- La difficulté à trouver les migrants de retour. Il est à noter que ni le représentant de l'OIM ni les représentants du projet INTEGRA-ITC ne disposaient de listes fiables.
- L'impossibilité d'organiser des groupes de discussion à Labé due à l'éloignement géographique des profils recherchés ainsi qu'aux difficultés à trouver des créneaux libres communs. Ces discussions de groupe ont été remplacées par des entretiens individuels (voir Tableau 3).
- La difficulté à respecter la distribution des différents profils échantillonnés :
 - o Anciens bénéficiaires versus bénéficiaires en cours de formation.
 - o Porteurs de projets débutants, porteurs de projet ayant déjà une entreprise et chercheurs d'emploi.
- Difficulté à identifier des entreprises ayant collaboré avec ITC ou ayant employé des bénéficiaires.
- Certains individus considérés comme (anciens) bénéficiaires n'ont jamais reçu de formation. Cette difficulté suggère d'ores et déjà que tous les individus sélectionnés n'ont pas reçu le traitement.
- L'hésitation et la timidité de certains participants au cours des entretiens : malgré les efforts de traduction des outils en langue locale et la présence de questions de relance, certains jeunes bénéficiaires sont restés relativement peu loquaces. La triangulation avec les entretiens avec d'autres bénéficiaires moins timides et avec les PF et informateurs clefs a permis de palier les défis que ces entretiens ont posés dans l'analyse.

2. CONTEXTE

2.1. CONTEXTE NATIONAL ET SECTORIEL

Bordée par la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone, la Guinée est un pays côtier d'Afrique de l'Ouest de 12,77 millions d'habitants. Selon les données de la Banque Mondiale, l'accroissement démographique est soutenu avec un taux annuel moyen de 2,2% depuis 2000, et va le demeurer à moyen terme puisque l'indice de fécondité reste élevé avec 4,7 enfants par femme en 2018.

Bien que le secteur secondaire contribue au Produit Intérieur Brut (PIB) national à hauteur de 23,7%, il n'emploie que 5,8% de la population active (Banque Mondiale, 2020; INS, 2019). Le principal secteur d'emploi reste l'agriculture (60,6%) pour une population qui reste majoritairement rurale (63,5%). Cependant le potentiel agricole est largement sous-exploité en raison notamment d'une agriculture traditionnelle et extensive – caractérisée par de faibles niveaux de mécanisation, d'utilisation d'intrants, de recours au capital – qui limite les capacités de production et la valorisation des surfaces agricoles (FAO, 2012). La combinaison de ces éléments explique la raison pour laquelle la contribution du secteur primaire au PIB (23,6%) est modeste en comparaison avec les autres secteurs d'activité. Si depuis 2000, le rythme de croissance annuelle moyen du PIB est similaire à celui des autres pays d'Afrique Sub-Saharienne (4,48% contre 4,4%), il a connu une accélération avec un épisode à deux chiffres (2016-2017) grâce à une série d'investissements stratégiques couplée à une hausse des prix des produits de base sur les marchés (Banque Mondiale, 2020). Cette période de croissance s'est suivie d'une contraction en 2019 (5,6%) puis en 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19 (2,9%). Cette baisse de la croissance pourrait perdurer à moyen terme selon le Fonds Monétaire International (FMI) qui estime que les économies africaines dépendantes des exportations de produits de base, comme la Guinée, compteront parmi les plus affectées par la crise (Selassie, 2020).

Après le retour de l'ordre constitutionnel en 2010, les autorités ont focalisé leur action sur l'amélioration des agrégats macroéconomiques à travers l'augmentation des investissements étrangers, la mise en œuvre d'un développement plus équilibré afin de réduire la pauvreté et les inégalités. Ces changements ont été accompagnés d'une nette progression de certains indicateurs clés. L'indice de développement humain (IDH) a connu une croissance de 40,8% pour atteindre 0,477 en 2018. L'espérance de vie s'est allongée de dix ans (61,2 ans), le revenu national brut (RNB) par tête a plus que doublé pour atteindre 900\$ USD courants et les taux de scolarisation ont nettement progressé (PNUD, 2020). Nonobstant ces avancées significatives, la situation demeure encore fragile : la Guinée figure toujours au bas du classement des pays par niveau d'IDH (178e sur 189) (PNUD, 2020) et la part de la population vivant sous le seuil de 1,90\$ USD par jour était de 55,2% en 2012 (INS, 2017).

La prévalence de la pauvreté, notamment en milieu rural, nourrit chez la population des velléités migratoires prenant la forme d'un exode rural à destination des grandes villes du pays ou d'une migration internationale irrégulière. Les migrations centripètes en Guinée se font essentiellement en direction de Conakry, la capitale du pays, qui concentre de façon disproportionnée les activités de commerce et de services ainsi que les principales infrastructures économiques. Les migrations internationales, souvent irrégulières, s'étendent quant à elles à des pays voisins de l'Europe. La maîtrise de ces flux dépend notamment de l'émergence de pôles régionaux susceptibles d'offrir des opportunités aux populations sur l'ensemble du territoire (ONU-Habitat & MVAT, 2020).

L'économie guinéenne est largement dominée par les activités informelles alors que le secteur privé formel reste marginal et le secteur public atone (APIP, 2020; Somparé & Somparé, 2020). En effet, face à l'accroissement exponentiel de main d'œuvre disponible et le manque d'investissements massifs, la plupart des opportunités économiques se matérialisent par la création de petites activités génératrices de revenu. En 2019, près de 1,8 millions d'unités de production informelles étaient recensées, et près de 95% des emplois étaient informels (INS, 2019).

Au final, la majorité de la population active est occupée mais les faibles niveaux de chômage (4,8%) cachent des problèmes de sous-emploi et de conditions de travail. Il ne s'agit pas seulement de trouver un emploi, mais également de générer un revenu permettant de répondre aux besoins essentiels et de travailler dans des conditions décentes. Dans cette perspective, la promotion de l'emploi est essentielle pour la poursuite du développement économique et social puisque les niveaux de productivité du secteur informel sont très faibles, le manque à gagner pour l'Etat en termes de recettes fiscales est conséquent, et la majorité des travailleurs informels travaillent dans des conditions précaires (Joshi et al., 2014; La Porta & Shleifer, 2008).

Sur le marché du travail, les différents indicateurs illustrent des inégalités de genre, d'âge, de milieu et région de résidence, ainsi que d'éducation (INS, 2019). Le sous-emploi affecte particulièrement les jeunes, éléments à la fois centraux de la force de travail et précieux pour le développement du pays. Les conséquences à long terme sont inquiétantes puisqu'elles retardent l'intégration socio-économique et le bien-être psychologique des jeunes (Fergusson et al., 2014; Filmer & Fox, 2014; McKee-Ryan et al., 2005), contribuent au renforcement de l'exclusion sociale et de la pauvreté et nourrissent les aspirations migratoires. Parmi les jeunes (15-35 ans), les catégories les plus vulnérables sont les non-qualifiés, les ruraux et les femmes. En milieu rural, les jeunes sont en effet davantage exposés au risque de décrochage scolaire et aux difficultés d'accès aux services financiers (INS, 2019). Les femmes le sont d'autant plus qu'elles sont soumises au poids des normes sociales traditionnelles qui font obstacle à leur insertion professionnelle, particulièrement dans les secteurs rémunérateurs du commerce et de l'industrie (INS, 2019). Face à un manque de perspectives professionnelles rassurantes, l'exode rural et l'immigration internationale apparaissent comme des recours privilégiés par les jeunes désireux d'améliorer des conditions de vie souvent précaires (OIM, 2020).

Le sous-emploi et la difficulté des jeunes à accéder à un emploi productif s'expliquent également par l'inadéquation entre les compétences générales des candidats et le niveau des qualités requises de la part de la demande, concrétisée tant par des cas de sous-qualification que de surqualification, et empêchant ainsi l'accès à un emploi productif (INS, 2019). Cette situation expose la nécessité d'élargir le spectre des opportunités d'emploi à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes sur le marché du travail. Les perspectives de création d'emplois de qualité et diversifiés permettant l'insertion socio-économique des jeunes dépendent notamment d'investissements dans des secteurs stratégiques de l'économie et dans la formation plus adaptée du capital humain, et de la modernisation des secteurs peu productifs (BAD, 2020).

2.2. L'UE EN GUINEE

L'UE joue un rôle clé en Guinée à travers divers projets et initiatives visant à renforcer la gouvernance, le développement économique et social, ainsi que la stabilité dans le pays. Parmi les principaux axes de cette coopération figure la promotion de l'emploi décent et la lutte contre la migration irrégulière vers l'Europe, des enjeux étroitement liés dans le contexte guinéen.

Le FFU avec le projet INTEGRA est l'une des principales initiatives qui englobe les efforts de promotion de l'emploi en Guinée. Ce fonds vise à s'attaquer aux facteurs structurels qui poussent à la migration irrégulière, notamment en favorisant le développement socio-économique et en créant des opportunités pour les jeunes. Plusieurs projets financés par ce fonds en Guinée ont pour objectif de développer les compétences des jeunes et de promouvoir l'entrepreneuriat, en

particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie légère, afin de diversifier l'économie.

En plus du soutien à la création d'emplois, l'UE œuvre activement à promouvoir les conditions de travail décentes. Cela passe par le renforcement du cadre légal guinéen en matière de droits du travail, la formation des travailleurs et des employeurs, ainsi que par l'encouragement de la formalisation des emplois. Ces efforts permettent de garantir des revenus stables et d'améliorer les conditions de vie, réduisant ainsi l'attrait de la migration irrégulière.

Enfin, l'UE met également en place des campagnes de sensibilisation à travers des canaux locaux pour informer les jeunes Guinéens sur les risques de la migration clandestine. Ces campagnes visent à promouvoir des voies légales et sûres de migration tout en renforçant la résilience des communautés locales.

3. CONSTATS

Chaque section des constats traite d'une QE et des critères de jugements (CJ) respectifs. Les constats sont étayées par des preuves provenant des indicateurs spécifiés dans la matrice d'évaluation (Annexe 5.7). Le C4ED utilise également des sources secondaires provenant d'études similaires afin de contextualiser et de fournir des informations supplémentaires. Des résultats plus détaillés par CJ et des preuves détaillées par indicateur sont disponibles en Annexe 5.4.

3.1. QEO. DANS QUELLE MESURE LES OBJECTIFS ONT-ILS ETE ATTEINTS?

Pour répondre aux CJ de cette QE, C4ED s'appuie sur les documents du projet dont la description de l'action, le rapport final d'évaluation réalisé par IBF International Consulting et les données primaires collectées par C4ED.

3.1.1. Le projet a-t-il formé le nombre prévu de jeunes ? (0.1.GIN2)

Constat 1 : Le projet visait à former 7 000 jeunes entre 2018 et 2023, un objectif qui a été atteint avec 7 756 bénéficiaires directs selon le rapport final d'évaluation.

Il convient de préciser que ce chiffre représente la totalité des bénéficiaires directs des différentes composantes du projet INTEGRA. Tous n'ont pas participé au parcours INTEGRA, ce qui d'ailleurs n'était pas l'objectif du projet. L'évaluation s'étant concentrée sur le parcours INTEGRA, les constats qui suivent se basent donc sur l'échantillon quantitatif (2 596 individus dont 1 305 bénéficiaires et 1 291 non-bénéficiaires).

Constat 2 : Les données collectées par C4ED indiquent que le projet a atteint l'objectif de 30 % de participation féminine (évoqué dans le rapport final d'évaluation) avec 30,6 % de femmes enregistrés. Cependant, concernant les migrants de retour, pour lesquels un objectif similaire de 30 % avait été fixé, le projet n'a atteint que 5,6 % de participation, restant ainsi largement en-dessous de l'objectif initial (voir Constat 5 pour une discussion de ce résultat). Il est à noter que ces statistiques sont basées sur les données d'enregistrement et non la formation ou l'accompagnement effectif.

3.1.2. Quelles difficultés le projet a-t-il rencontrées pour enregistrer et former les jeunes, les femmes et les migrants de retour ? (0.2.GIN2)

Constat 3 : Le parcours INTEGRA n'a pas rencontré de difficulté majeure pour enregistrer de jeunes hommes qui ont été très réceptifs aux campagnes de recrutement (caravane ambulante, les réseaux sociaux, la radio et recommandation par le bouche-à-oreille).

Constat 4: En revanche, les femmes représentent que 30 % des effectifs. Même si le rapport final d'évaluation indique l'objectif de 30 % de participation féminine, pendant les discussions avec C4ED tout au long des différentes étapes de l'évaluation, l'équipe de coordination INTEGRA évoquait un objectif initial de 50 % de femmes.

Selon les données qualitatives, la durée de la formation et les conséquences de cette dernière sur la présence des femmes au foyer découragent les femmes à s'inscrire ou à continuer leur formation.

Constat 5: Le parcours INTEGRA n'a quasiment pas enregistré de migrants de retour. L'analyse qualitative suggère que plusieurs obstacles majeurs ont limité leur participation : ils sont difficiles à atteindre lors des campagnes de communication et privilégient souvent des opportunités de revenus à court terme plutôt qu'une formation longue. De plus, leur éloignement géographique et l'absence de soutien financier pour le transport constituent des barrières importantes. Enfin, les prérequis pour intégrer la formation, notamment l'exigence de savoir lire et écrire, sont souvent incompatibles avec leur niveau d'éducation, beaucoup ayant interrompu leur scolarité ou n'ayant jamais été scolarisés.

3.2. QE1. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il a l'emploi, la creation d'emploi et aux competences ?

3.2.1. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur l'emploi (décent) des bénéficiaires ? (1.1.GIN2.a)

Constat 6 : Les résultats quantitatifs montrent que le parcours INTEGRA a eu un impact positif à court terme sur l'emploi, avec une augmentation six mois après le parcours de 5,1pp (+7,6 %) de la probabilité d'avoir occupé un emploi au cours des sept jours précédents. Cependant, cet effet est entièrement porté par les bénéficiaires masculins (+6,7pp ou +9,3 %), sans impact détectable pour les femmes.

Constat 7: L'analyse désagrégée des effets sur l'emploi révèle que l'impact positif du parcours INTEGRA provient essentiellement de l'auto-entrepreneuriat et non de l'emploi salarié : A six mois, la probabilité d'être auto-entrepreneur augmente de 3,8pp dans le groupe de traitement (soit +13,8%). Cet effet est principalement porté par les hommes, qui connaissent une augmentation de 4,2pp de la probabilité d'être auto-entrepreneur (+15%).

L'étude qualitative confirme que très peu de jeunes ont trouvé un emploi salarié à l'issue du parcours et indique que cette situation s'explique principalement par la faible capacitée d'absorption du marché du travail des profils formés. Face à ces difficultés, les bénéficiaires ont eu tendance à se tourner vers l'auto-entrepreneuriat, qui est devenu la voie préférée des jeunes en formation, même pour ceux initialement inscrits comme chercheurs d'emploi.

Constat 8 : Les effets positifs observés sur l'emploi (des hommes) à six mois se sont avérés de court terme : l'impact n'est plus détectable lors des enquêtes à 12 et 18 mois.

Ce résultat contraste avec les conclusions de la méta-analyse sur les politiques actives de l'emploi de Card et al. (2018) qui révèle des effets typiquement quasi-nuls à court terme et plus importants à moyen terme. Cette divergence s'explique principalement par la nature des emplois créés. Les effets positifs sur l'emploi sont portés par l'auto-entrepreneuriat plutôt que le salariat (voir Constat 7), et les taux de survie des petites entreprises sont typiquement faibles dans les pays en développement. De plus, l'analyse quantitative indique que les porteurs de projet ont rencontré des difficultés pour obtenir des financements auprès des banques, des subventions ou de l'équipement de base pour développer leurs activités.

Constat 9 : Le parcours INTEGRA n'a pas réussi à améliorer la position des femmes dans le marché du travail. Il n'a eu aucun impact sur les taux d'emploi des femmes, seulement sur le type d'emploi qu'elles occupent : une réduction de la probabilité d'être apprentie s'est traduite par une augmentation du travail occasionnel. Ces effets ont été persistants avec une réduction moyenne sur 18 mois de l'apprentissage de 5,9pp (soit -34% par rapport au groupe témoin) et une augmentation du travail occasionnel de 2,2pp (+100% par rapport au groupe témoin). Le parcours INTEGRA n'a donc pas aidé les femmes à trouver un emploi salarié mais les a plutôt orientées vers des emplois précaires.

L'analyse qualitative suggère que l'absence d'impact sur l'emploi salarié des femmes pourrait être liée à l'approche du projet qui oriente les bénéficiaires vers des formations disponibles selon leur intérêt, plutôt que vers des secteurs porteurs. Toutefois, en l'absence de données de suivi sur les formations suivies, il n'a pas été possible de vérifier si cette absence d'impact est liée à l'orientation des bénéficiaires femmes vers des secteurs saturés.

Constat 10 : Aucun effet significatif n'est détecté sur l'emploi stable (défini comme un emploi durant plus d'un mois) : la corrélation à six mois est plus faible que celle pour l'emploi et non statistiquement significative, et elle diminue avec le temps. Ces résultats suggèrent que le parcours INTEGRA n'a pas réussi à générer des opportunités d'emploi stables et durables pour ses bénéficiaires.

Les données qualitatives suggèrent que cette difficulté à générer des emplois stables est liée à plusieurs facteurs :

- L'échec de l'approche basée sur la création de "primo-entreprises" qui était censée faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires ultérieurs.
- Les difficultés rencontrées par les porteurs de projet pour obtenir des financements auprès des banques, des subventions ou de l'équipement de base pour lancer ou développer leurs activités.
- La faible capacitée d'absorption du marché du travail formel, particulièrement prononcée dans les zones rurales.

Constat 11 : Concernant la décence de l'emploi, les résultats quantitatifs montrent que le parcours INTEGRA n'a eu aucun impact, ni à court terme ni à moyen terme sur 18 mois, sur la probabilité d'avoir un emploi dans le secteur formel.

Ce résultat s'inscrit dans la continuité des constats précédents qui ont montré que le parcours n'a généré que des effets de court terme sur l'emploi (des hommes) (voir Constat 8), principalement à travers l'auto-entrepreneuriat (voir Constat 7) – qui a généralement lieu dans le secteur informel – et sans réussir à créer des opportunités d'emploi stables et durables (voir Constat 10). Ce résultat est d'autant plus préoccupant que l'analyse qualitative révèle une forte aspiration des bénéficiaires à trouver un "travail décent", défini par la majorité comme un emploi de bureau dans une entreprise estimée. Bien que le parcours INTEGRA ait permis aux bénéficiaires de développer leurs connaissances sur le droit du travail guinéen et le concept du travail décent, la réalité économique les contraints souvent à dévier de leur projet professionnel initial.

Constat 12 : L'analyse quantitative indique des effets négatifs sur les conditions de travail des bénéficiaires. D'une part, l'effet moyen sur 18 mois montre une diminution de 9,6% du score des conditions de travail (mesuré comme la proportion d'avantages professionnels dont bénéficie le répondant). D'autre part, à court terme seulement, le parcours INTEGRA a augmenté de 3,2pp (+18,4%) la probabilité de signaler une blessure ou une maladie liée au travail.

Cet impact de court terme reflète les impacts de court terme observés sur l'emploi (voir Constats 6, 8, et 9) : l'augmentation de la probabilité d'avoir un emploi pour les hommes, et le changement dans les tendances d'emploi pour les femmes, est accompagné d'une augmentation proportionnelle du risque de blessures ou de maladies liées au travail. Les résultats quantitatifs contrastent avec les données qualitatives qui suggèrent une sensibilisation accrue des bénéficiaires aux conditions de travail décentes. En effet, les bénéficiaires ayant trouvé un emploi auprès d'entreprises partenaires rapportent des conditions satisfaisantes. De même, les porteurs de projet formés par le parcours INTEGRA déclarent attacher de l'importance à la création d'emplois décents, notamment en proposant des contrats écrits. Cette divergence entre résultats quantitatifs et qualitatifs pourrait s'expliquer par le fait que le parcours INTEGRA n'a aucun impact sur la probabilité de trouver un emploi salarié dans le secteur formel, pous sant les bénéficiaires à se tourner vers l'auto-entrepreneuriat ou le travail occasionnel "en désespoir de cause".

3.2.2. L'emploi des bénéficiaires est-il lié aux compétences acquises pendant le projet ? (1.1.GIN2.b)

Constat 13: L'analyse des données qualitatives a révélé que, pour certains participants, les formations techniques offerts par INTEGRA, combinées aux modules de gestion, leur ont permis de lancer et/ou ajouter de la valeur à leurs activités existantes. En outre, chercheurs d'emploi et employeurs ont salué particulièrement l'ambition du projet de mettre en relation l'offre et la demande, notamment via la possibilité pour les participants d'effectuer un stage, subventionné par le projet, auprès des entreprises partenaires. Cependant, les bénéficiaires et employeurs partenaires ont constaté une absence d'alignement entre les compétences acquises pendant le parcours INTEGRA et les besoins du marché de l'emploi, notamment un manque de compétences techniques. L'analyse des données qualitatives met en exergue l'orientation des candidats à la recherche d'un emploi exclusivement vers des formations en techniques de recherche. Finalement, la pérennisation des emplois est restée problématique, les entreprises ayant peiné à maintenir les stagiaires en emploi rémunéré après leur formation.

3.2.3. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur l'employabilité des bénéficiaires ? (1.1.GIN2c)

Constat 14: L'analyse quantitative ne révèle aucun impact sur le score de la perception d'employabilité Rothwell et al. (2008) dans l'ensemble, et même un léger impact négatif significatif pour les femmes, à court terme (-1,6 %) et en moyenne sur 18 mois (-1,3 %).

L'analyse désagrégée des dix affirmations qui composent le score d'employabilité montre que cette détérioration pour les femmes est principalement due à une évaluation plus négative des opportunités d'emploi disponibles dans leur domaine et zone géographique. Ce résultat, combiné avec des résultats qualitatifs, suggère que la perception détériorée résulte d'une prise de conscience accrue des obstacles structurels : la saturation des secteurs traditionnellement féminins, et le désavantage concurrentiel des femmes face aux hommes en termes de leurs obligations contraignantes au sein du ménage et en termes de niveau d'études. Paradoxalement, en encourageant les femmes à rechercher activement un emploi sans pouvoir modifier ces barrières, le parcours INTEGRA semble avoir augmenté leur conscience des obstacles à l'emploi.

3.2.4. Quels sont les défis auxquels les bénéficiaires sont confrontés dans leur recherche d'emploi ? (1.3.GIN2)

Constat 15: Les bénéficiaires font face à deux défis majeurs dans leur recherche d'emploi. Le premier est d'ordre structurel : le marché de l'emploi guinéen présente une capacité d'absorption limitée pour les jeunes, avec des disparités géographiques importantes qui favorisent les zones urbaines industrialisées. Le second défi concerne la transition vers l'emploi : les bénéficiaires souffrent d'un manque de compétences techniques spécifiques qui limite leurs chances d'embauche après un stage. Cette difficulté est exacerbée par une inadéquation entre leurs profils et les offres de stage ou d'emploi proposées, ainsi qu'un décalage entre la formation reçue et les besoins réels des entreprises, ce qui impacte négativement leur performance en tant que stagiaires et leurs chances de recrutement permanent.

3.2.5. Les différents cadres d'accompagnement (Nimba, coaching, approche intégrée) répondent-ils aux besoins des bénéficiaires ? (1.5.GIN2.a)

Constat 16: Selon l'analyse qualitative, les différents cadres d'accompagnement du parcours INTEGRA répondent bien aux besoins des bénéficiaires, qui apprécient particulièrement leur aspect pratique et complet. Les bénéficiaires considèrent le format, qui combine formations, équipements (pour les porteurs de projet), stages, et séances de coaching par les PF, un atout pour le développement des projets professionnels. L'accompagnement post-formation par les PF se distingue particulièrement des autres projets similaires, bien que son efficacité varie selon les cas, dépendant de la proactivité des bénéficiaires et de la disponibilité des PF.

3.2.6. Quelle est la qualité de préparation et d'adaptation des coachs/points focaux dans leur mission d'accompagnement ? (1.5.GIN2.b)

Constat 17: Les PF ont bénéficié d'une préparation solide et structurée pour leur mission d'accompagnement. Initialement recrutés comme coachs formateurs en entrepreneuriat, ils ont reçu des formations spécifiques en entrepreneuriat et gestion financière avant d'élargir leur rôle vers celui de PF régional. Cette transition a été facilitée par un encadrement clair (cahier des

charges précis) et un soutien continu des experts INTEGRA. Les PF se sont sentis bien préparés à leurs fonctions et capables de gérer la charge de travail associée, ayant été mentalement et professionnellement équipés pour cette évolution de leur rôle.

3.3. QE2. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il au niveau de vie et a la resilience des beneficiaires ?

3.3.1. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur le niveau de revenus des bénéficiaires ? (2.1.GIN2.a)

Constat 18: L'analyse quantitative révèle que le parcours INTEGRA n'a eu aucun impact significatif sur les revenus des bénéficiaires, ni à court terme ni en moyenne sur 18 mois. Notamment aucun impact n'est détecté sur les revenus des hommes à six mois, malgré l'effet positif à court terme sur l'emploi des hommes (voir Constat 6). Cette absence d'effet est observée tant sur le revenu mensuel moyen des six derniers mois que sur le revenu mensuel annualisé, ce dernier prenant en compte les variations de revenus au cours de l'année.

Des contraintes méthodologiques pourraient expliquer pourquoi aucun impact n'est détecté même pas pour les hommes à court terme : les estimations ponctuelles sont positives à six mois mais ne sont pas statistiquement significatives. Cela peut s'expliquer par les limites méthodologiques liées à la collecte des données par téléphone, nécessitant un questionnaire simplifié et la difficulté inhérente à mesurer précisément les revenus, particulièrement variables dans le contexte économique des répondants.

3.3.2. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur la résilience des bénéficiaires ? (2.1.GIN2.b)

Constat 19: Le parcours INTEGRA n'a pas eu d'impact significatif sur la résilience économique globale des bénéficiaires, mesurée à travers plusieurs indicateurs : la variabilité des revenus, le revenu horaire par rapport au salaire minimum, la perception de la situation financière, et le score de l'échelle de résilience simplifiée.

L'absence d'effets globaux sur ces différentes mesures de résilience suggère que le parcours INTEGRA n'a pas réussi à améliorer de manière substantielle la stabilité économique et la capacité d'adaptation des bénéficiaires face aux chocs.

Constat 20 : Pour les femmes spécifiquement, le parcours INTEGRA a eu un impact positif sur la probabilité de gagner un revenu horaire supérieur au salaire minimum, avec une augmentation de 2,4 pp (+104 %). Cet effet persiste à court et moyen terme (6 et 12 mois).

Cette amélioration semble être liée à la transition observée de l'apprentissage vers le travail occasionnel. En effet, les apprentissages étant généralement peu ou pas rémunérés, le passage vers le travail occasionnel, même s'il reste précaire, permet d'accéder à des rémunérations horaires plus élevées. Toutefois, ces effets sur le revenu horaire ne sont pas suffisamment importants pour se traduire par des effets significatifs sur les revenus des femmes (voir Constat 18).

3.4. QE3. QUEL EST LE RAPPORT COUT-EFFICACITE DU PARCOURS INTEGRA

3.4.1. Le projet a-t-il mis en œuvre de pratiques efficientes ? (3.1.GIN2)

L'évaluation de l'efficience économique du parcours INTEGRA n'a pas pu être réalisée selon la méthodologie initialement prévue, les rapports financiers n'étant pas alignés avec les besoins de l'évaluation. Il n'a donc pas été possible d'établir les coûts spécifiques des activités ni d'analyser le rapport coût-efficacité du projet. Par conséquent, C4ED a mobilisé le rapport d'évaluation partagé par ITC ainsi que des données primaires qualitatives et quantitatives pour évaluer les éléments d'efficience économique, opérationnelle, de ponctualité et des liens avec d'autres critères du CAD.

Constat 21 : La conception du parcours INTEGRA démontre des efforts substantiels pour offrir un soutien pertinent aux bénéficiaires, s'appuyant sur une analyse détaillée des contraintes et opportunités du marché du travail ainsi que des secteurs clés d'intervention d'ITC. Le projet cherche également à capitaliser sur des interventions antérieures (*indicateur 3.1.1*). Cependant, l'absence de documentation des sources utilisées pour cette analyse soulève des questions sur la rigueur de la recherche effectuée.

Constat 22: L'approche individualisée du parcours INTEGRA diffère des projets d'EFTP conventionnels, mais le ratio élevé de bénéficiaires par PF suggère un compromis potentiellement problématique entre efficience quantitative et qualité de l'accompagnement (*indicateur 3.1.2*). Le projet a démontré une volonté d'optimisation des ressources en s'appuyant sur des partenariats institutionnels, les PF étant chargés de mettre en relation l'offre de formation existante avec les bénéficiaires intéressés (*indicateur 3.1.3*). Le processus de sélection digitalisé, bien qu'efficient en termes de coûts et de gestion des quotas, n'a pas permis d'évaluer adéquatement la motivation et la capacité des candidats à suivre la formation (*indicateur 3.1.3*).

Constat 23: La gestion centralisée à Genève a créé des obstacles opérationnels, notamment des retards dans les achats et les paiements aux partenaires nationaux, générant des frustrations (indicateur 3.1.5). Le turnover important dans des postes clés, y compris le coordinateur de projet et les responsables du suivi et de l'évaluation (couplé avec le changement de régime en Guinée de septembre 2021), a créé des défis significatifs en termes de formation du personnel et de coordination notamment entre les experts internationaux et nationaux travaillant sur différents résultats du projet ainsi qu'entre les partenaires institutionnels dont la Délégation auprès de l'UE (indicateur 3.1.6).

Constat 24 : Malgré les efforts d'adaptation aux contraintes du COVID-19, notamment via la digitalisation du recrutement, le projet a dû être prolongé jusqu'à fin 2023 pour atteindre ses objectifs (*indicateur 3.1.7*). La collaboration avec C4ED pour la digitalisation des processus n'a pas abouti à un système de suivi efficace, la base de données restant incomplète, soulignant l'importance d'intégrer les systèmes de suivi dès la conception des projets (*indicateur 3.1.8*).

3.5. QE4. A QUELS AUTRES RESULTATS DESIRES OU INATTENDUS LE PARCOURS INTEGRA A-T-IL CONTRIBUE ?

3.5.1. Quel sont les effets du parcours INTEGRA sur les aspirations de vie ? (4.2.GIN2)

Constat 25 : L'analyse quantitative mesure les effets sur les aspirations de vie à travers l'optimisme général autodéclaré et l'intention de migrer. Les résultats n'indiquent aucun effet global du parcours INTEGRA sur l'optimisme et l'intention de migrer.

Constat 26 : La désagrégation des effets montre, que le parcours INTEGRA a eu un léger impact négatif sur l'optimisme des femmes : les résultants indiquent la réduction du score d'optimisme de 1,6% en moyenne sur 18 mois, avec un effet particulièrement marqué à 12 mois (-2,9%).

Cette baisse de l'optimisme fait écho à l'impact négatif (léger) observé sur la perception d'employabilité des femmes (voir Constat 14) et tout comme ce dernier pourrait s'expliquer par une prise de conscience accrue des obstacles structurels à l'emploi suite à participation au projet.

Constat 27: Le parcours INTEGRA a significativement augmenté l'intention de migrer chez les femmes (+7,1pp à 6 mois, soit +24% par rapport au groupe témoin), sans pour autant se traduire par des préparatifs concrets de migration. Des effets similaires sont observés à 12 et 18 mois (+8 points de pourcentage) mais ne sont pas statistiquement significatifs en raison de la faible puissance statistique.

Cette augmentation des intentions de migration, sans passage à l'acte, pourrait s'expliquer par la combinaison de deux facteurs : d'une part, la détérioration de la perception d'employabilité (voir Constat 14) et de l'optimisme (voir Constat 26) qui pousse les femmes à envisager la migration comme alternative, et d'autre part, les contraintes familiales et/ou leur pouvoir de décision limité qui les empêchent de concrétiser ces intentions.

Constat 28 : Les entretiens qualitatifs, en revanche, ont trouvé des indices que la participation au parcours INTEGRA a créé de l'espoir auprès de certains bénéficiaires, plus particulièrement les porteurs de projet, et impacte positivement leurs aspirations de vie. La formation redonne confiance aux bénéficiaires en leur avenir et leur projet professionnel, générant de nouvelles ambitions d'indépendance financière et permettant une projection en Guinée à court terme, un effet observé même chez un migrant de retour de Libye. Toutefois, la persistance de cet espoir sur le long terme ne peut être garantie, particulièrement lorsque les anciens bénéficiaires ne trouvent pas de travail.

3.6. QE5. LE PARCOURS INTEGRA A-T-IL INCLUS ET PROMU DIFFERENTS GROUPES DE POPULATION VULNERABLES TELS QUE LES FEMMES ET LES MIGRANTS DE LA MEME MANIERE ?

3.6.1. Quels sont les conséquences différenciées du parcours INTEGRA selon le genre ? (5.1.GIN2)

Constat 29: Les effets différenciés selon le genre se sont avérés essentiels pour comprendre les impacts globaux du parcours INTEGRA, l'analyse quantitative révélant des effets très

différents pour les hommes et les femmes. Pour cette raison, la distinction des effets par genre a été intégrée au sein des constats présentés en réponse des QE1, QE2 et QE4 ci-dessus.

Constat 30 : Pour les hommes, le parcours INTEGRA montre un impact positif à court terme sur l'emploi (+9,3 % par rapport au groupe témoin), principalement dû à une augmentation de l'auto-entrepreneuriat (+13,8 %). Ces effets se sont avérés de court terme et n'ont pas engendré d'amélioration significative des revenus (malgré des estimations ponctuelles positives) ni d'impact sur la perception de l'employabilité, la résilience ou les intentions de migration.

Constat 31: Pour les femmes, l'analyse ne révèle aucun effet significatif du parcours INTEGRA sur l'emploi, mais plutôt un abandon des apprentissages au profit du travail occasionnel. Bien que ce changement s'accompagne d'une probabilité accrue d'obtenir un salaire horaire supérieur au minimum légal, il n'a pas d'impact global sur les revenus ni sur les autres indicateurs de la résilience.

En outre, le parcours a un effet négatif sur la perception de l'employabilité chez les femmes, qui semble résulter d'une prise de conscience des obstacles structurels du marché du travail. Cette situation conduit à une légère baisse de leur optimisme et une augmentation de 24 % de leur intention de migrer par rapport au groupe témoin.

3.6.2. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA est-il sensible au genre ? (5.2.GIN2)

Constat 32 : Dépourvu d'une approche genre, le parcours INTEGRA n'a pas proposé un accompagnement adapté spécifiquement aux besoins des femmes.

Bien que le parcours INTEGRA vise à soutenir ce groupe vulnérable dans un contexte national marqué par de fortes inégalités de genre, le projet a atteint une participation féminine autour de 30% seulement et ne disposait pas d'une approche genre spécifique pour surmonter les obstacles rencontrés par les femmes et qui empêchent leur accès à la formation professionnelle et à l'emploi. Ces obstacles sont nombreux : préjugés sociaux, contraintes familiales, et manque de flexibilité des formations longues conduisant à des abandons. En effet, au cours de la collecte de données, aucune stratégie pour augmenter le taux de participation des femmes, offrir un accompagnement plus adapté aux femmes rencontrant des difficultés pendant leur recherche d'emploi, ni pour lutter contre le taux d'abandon, n'a été identifiée.

Constat 33: Néanmoins, pour les femmes qui parviennent à suivre le parcours, particulièrement les porteuses de projet, l'analyse qualitative note des points positifs : elles rapportent a) un traitement équitable durant la formation, b) un renforcement de leur confiance en leur projet de création d'entreprise, et c) une amélioration de leurs compétences en gestion qui leur a permis de développer leur propre activité. Il convient toutefois de noter que les points b) et c) ne sont pas confirmés par l'analyse quantitative.

3.6.3. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA répond-il aux besoins spécifiques des bénéficiaires ? (5.3.GIN2)

Constat 34: Le parcours INTEGRA a cherché à répondre aux besoins distincts de deux catégories de bénéficiaires - chercheurs d'emploi et porteurs de projet - avec une attention particulière portée aux migrants de retour au sein de ces deux catégories, mais avec des résultats mitigés.

Pour les chercheurs d'emploi, bien que le parcours propose une formation en techniques de recherche et des stages, les bénéficiaires souhaitent un renforcement des capacités techniques, un meilleur système de mise en relation avec les entreprises, et un suivi plus intensif des PF pour faciliter leur insertion professionnelle. Les porteurs de projet apprécient la formation pour la professionnalisation, mais expriment le besoin d'un accompagnement financier et matériel plus systématique pour concrétiser leurs projets. Quant aux migrants de retour, le parcours INTEGRA montre des faiblesses significatives : leur recrutement est limité et le dispositif nécessite des adaptations en termes d'accès à l'information, de localisation géographique, de durée des formations, et de collaboration avec l'OIM.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1. CONCLUSIONS

Les conclusions suivantes sont organisées selon les critères du CAD. Elles s'appuient sur les résultats détaillés dans la section 3 et dans l'Annexe 5.4.

4.1.1. Pertinence

Conclusion 1: La conception du parcours INTEGRA montre des efforts d'adaptation aux besoins spécifiques, mais avec des résultats mitigés.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 3 et 5

La conception du parcours INTEGRA démontre des efforts substantiels pour offrir un soutien pertinent aux bénéficiaires, s'appuyant sur une analyse détaillée des contraintes et opportunités du marché du travail Guinéen ainsi que des secteurs clés d'intervention d'ITC et cherchant à capitaliser sur des interventions antérieures.

Ainsi le parcours INTEGRA a cherché à répondre aux besoins distincts de deux catégories de bénéficiaires - chercheurs d'emploi et porteurs de projet - avec une attention particulière portée aux migrants de retour au sein de ces deux catégories, mais avec des résultats mitigés. Si les porteurs de projet ont apprécié la voie de professionnalisation offerte, ils ont exprimé le besoin d'un soutien financier et matériel plus systématique. Les chercheurs d'emploi ont souligné la nécessité d'un renforcement des capacités techniques et d'un meilleur système de mise en relation avec les entreprises. Quant aux migrants de retour, le dispositif s'est révélé inadapté à leurs besoins spécifiques en termes d'accès à l'information, de localisation et de durée des formations. [Constats 22, 34]

Conclusion 2 : Le système d'accompagnement par PF était bien conçu mais limité par des contraintes opérationnelles.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 1 et 3

Le parcours INTEGRA se distingue des projets d'EFTP conventionnels par son approche d'accompagnement individualisé. Le dispositif d'accompagnement, solidement construit avec une formation approfondie des PF en entrepreneuriat et gestion financière, représentait un atout distinctif du parcours. Les bénéficiaires ont particulièrement apprécié l'aspect pratique et complet du format, combinant formations, équipements, stages et séances de coaching. Cependant, l'efficacité de l'accompagnement a varié selon les cas, influencée par la proactivité des bénéficiaires et la disponibilité des PF, elle-même contrainte par un ratio trop élevé de bénéficiaires par PF. [Constats 16, 17, 23]

Conclusion 3 : L'absence d'une approche genre spécifique a limité l'impact du projet sur l'inclusion des femmes.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 0 et 5

L'absence d'une stratégie genre dédiée et d'adaptations structurelles pour répondre aux contraintes spécifiques des femmes a significativement affecté leur participation au parcours INTEGRA. Les préjugés sociaux, les contraintes familiales et le manque de flexibilité des formations longues ont particulièrement affecté leur participation et conduit à des abandons. Néanmoins, les femmes qui ont pu suivre le parcours jusqu'au bout, particulièrement les porteuses de projet, rapportent une expérience positive et un traitement équitable. [Constats 4, 32, 33]

Conclusion 4 : Les contraintes structurelles du marché de l'emploi guinéen et un décalage entre la formation et les besoins du marché limitent l'insertion professionnelle des bénéficiaires.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 1

Les défis d'insertion professionnelle des bénéficiaires résultent d'un décalage partiel entre les compétences développées durant la formation et les besoins réels du marché du travail. Cette situation est aggravée par les limitations structurelles du marché de l'emploi guinéen, particulièrement dans les zones non-industrialisées, et l'insuffisance des compétences techniques spécifiques développées pendant la formation. La mise en relation entre l'offre et la demande via les stages subventionnés a été, en revange, particulièrement appréciée par les chercheurs d'emploi et les employeurs. Cependant, la pérennisation des emplois est restée problématique, les entreprises peinant à maintenir les stagiaires en emploi rémunéré après leur formation. [Constats 13, 15]

4.1.2. Efficacité

Conclusion 5: Le projet a globalement atteint ses objectifs quantitatifs, mais avec des lacunes importantes concernant certains groupes cibles.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 0

L'atteinte de l'objectif global avec 7 756 bénéficiaires, démontre la capacité du projet à attirer les jeunes, particulièrement les hommes qui ont été très réceptifs aux campagnes de recrutement de bénéficiaires. Malgré l'atteinte du quota minimum de 30% de participation féminine, le projet n'a pas réussi à atteindre l'ambition initialement évoquée de 50% de participation des femmes. Plus préoccupant encore, l'échec significatif dans l'intégration des migrants de retour (5,6% contre 30% visés) révèle des faiblesses importantes dans la conception du projet. Ces difficultés s'expliquent par des obstacles structurels comme l'éloignement géographique, l'absence de soutien financier pour le transport, et l'inadéquation des prérequis éducatifs avec le profil des migrants de retour. [Constats 1, 2, 3, 4, 5]

4.1.3. Efficience

Conclusion 6 : Un équilibre délicat entre efficience économique et qualité l'accompagnement

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 3

La conception du parcours INTEGRA, bien que témoignant d'un effort important pour adapter son soutien aux réalités du marché du travail et tirer parti d'interventions antérieures, soulève des préoccupations quant à l'efficience économique. Malgré une approche individualisée novatrice et une volonté d'optimiser les ressources à travers des partenariats institutionnels, le projet a jonglé de manière délicate entre le volume de bénéficiaires et la qualité de l'accompagnement fourni. Le processus de sélection digitalisé a permis des économies de coût et une gestion efficace des quotas, mais il a manqué d'efficacité dans l'évaluation de la motivation et de la capacité des candidats à suivre le parcours, impactant ainsi la qualité globale de l'accompagnement offert. L'absence de documentation méthodologique solide remet également en question la rigueur des analyses utilisées pour construire ces stratégies. Ces éléments reflètent un défi persistant entre la quête d'une efficience économique et le maintien d'une prestation de qualité [Constats 21, 22].

Conclusion 7 : La gestion centralisée et les défis organisationnels ont impacté l'efficience opérationnelle du projet.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 3

Les problèmes de gestion administrative, notamment liés à la centralisation à Genève, ont généré des retards dans les achats et les paiements aux partenaires nationaux. Cette situation a été aggravée par une instabilité importante du personnel et les changements politiques en Guinée de septembre 2021, créant des défis significatifs en termes de formation du personnel

et de coordination entre experts internationaux et nationaux. Par ailleurs, malgré les efforts d'adaptation aux contraintes du COVID-19 via la digitalisation du recrutement, le projet a dû être prolongé jusqu'à fin 2023. [Constat 23]

Conclusion 8 : Les défaillances du système de suivi et évaluation ont impacté l'efficience opérationnelle du projet et compromettent la mesure de son l'impact.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 3

L'absence d'un système de suivi et évaluation efficace constitue une faiblesse majeure du projet qui affecte la capacité à évaluer les résultats du parcours INTEGRA. Bien que des efforts de digitalisation aient été entrepris, aussi en collaboration avec le C4ED, l'absence de données complètes et actualisées et l'impossibilité de tracer les types de soutien reçus par les bénéficiaires, limitent significativement la capacité à caractériser le parcours INTEGRA et à mesurer son efficacité. Cette situation révèle l'importance d'intégrer les systèmes de suivi dès la conception des projets. [Constat 24]

4.1.4. Impact

Conclusion 9 : L'impact positif du parcours INTEGRA sur l'emploi est limité aux hommes et de courte durée.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 1

Les effets positifs observés (+7,6% d'augmentation de la probabilité d'emploi) sont entièrement portés par les bénéficiaires masculins (+9,3%) et ne persistent pas au-delà de 6 mois. Cette amélioration provient principalement de l'auto-entrepreneuriat, avec une augmentation de 13,8% de la probabilité d'être auto-entrepreneur, plutôt que de l'emploi salarié. L'étude qualitative confirme que très peu de jeunes ont trouvé un emploi salarié à l'issue du parcours, principalement en raison de la faible capacité d'absorption du marché du travail. Ce résultat contraste avec la littérature existante sur les politiques actives de l'emploi qui montre typiquement des effets plus positifs à moyen terme, une divergence qui s'explique par la nature précaire des emplois créés et les difficultés rencontrées par les porteurs de projet pour obtenir des financements. [Constats 6, 7, 8]

Conclusion 10 : Le parcours INTEGRA n'a pas réussi à améliorer la position des femmes sur le marché du travail.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 1, 2 et 5

Non seulement le parcours n'a eu aucun impact sur les taux d'emploi des femmes, mais il a contribué à une précarisation de leur situation en les orientant de l'apprentissage vers le travail occasionnel. Cette transition s'est traduite par une réduction persistante de l'apprentissage de 34% et une augmentation du travail occasionnel de 100% par rapport au groupe témoin en

moyenne sur 18 mois. Bien que cette évolution soit associée à une augmentation de 104% de la probabilité de gagner un revenu horaire supérieur au salaire minimum, elle n'a pas engendré d'amélioration des revenus totaux. L'analyse qualitative suggère que cette absence d'impact pourrait être liée à l'approche du parcours INTEGRA qui oriente les bénéficiaires selon leur intérêt plutôt que vers des secteurs porteurs. [Constats 9, 20, 31]

Conclusion 11 : Le parcours INTEGRA n'a pas réussi à générer des emplois stables ni à améliorer la décence du travail.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 1

Aucun effet significatif n'a été détecté sur l'emploi stable ou formel, et les conditions de travail se sont même détériorées avec une baisse de 9,6% du score des conditions de travail sur 18 mois. À court terme, le parcours INTEGRA a également augmenté de 18,4% la probabilité de signaler une blessure ou une maladie liée au travail. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs identifiés dans l'analyse qualitative : l'échec de l'approche basée sur la création de "primo-entreprises", les difficultés d'accès au financement, et la faible capacité d'absorption du marché du travail formel, particulièrement prononcée dans les zones rurales. Ces résultats sont d'autant plus préoccupants que l'analyse qualitative révèle une forte aspiration des bénéficiaires à trouver un "travail décent", défini comme un emploi de bureau dans une entreprise estimée. [Constats 10, 11, 12]

Conclusion 12 : Le parcours INTEGRA n'a pas eu d'impact significatif sur les revenus et la résilience économique.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 2

Malgré l'effet positif à court terme sur l'emploi des hommes, aucun impact significatif n'a été observé sur les revenus des bénéficiaires, que ce soit sur le revenu mensuel moyen des six derniers mois ou sur le revenu mensuel annualisé. Cette absence d'effet persiste à court et moyen terme. Le parcours INTEGRA n'a pas non plus amélioré la résilience économique des bénéficiaires, mesurée à travers plusieurs indicateurs : la variabilité des revenus, le revenu horaire par rapport au salaire minimum, la perception de la situation financière, et le score de l'échelle de résilience simplifiée. Bien que des contraintes méthodologiques liées à la collecte des données par téléphone et la difficulté inhérente à mesurer précisément les revenus puissent partiellement expliquer l'absence d'effets significatifs sur les revenus, l'ensemble des résultats suggère que le parcours INTEGRA n'a pas réussi à améliorer de manière substantielle la stabilité économique des bénéficiaires. [Constats 18, 19]

Conclusion 13: Le parcours INTEGRA a eu des effets psychologiques négatifs inattendus sur les femmes.

Cette conclusion est basée sur les réponses à la QE 1, 4, et 5

Le parcours INTEGRA a conduit à une légère détérioration de la perception d'employabilité chez les femmes (-1,3% en moyenne sur 18 mois), une légère baisse de leur optimisme (-1,6% en moyenne sur 18 mois), et une augmentation de 24% de leur intention de migrer par rapport au groupe témoin. L'analyse désagrégée révèle que cette détérioration est principalement due à une évaluation plus négative des opportunités d'emploi disponibles dans leur domaine et zone géographique. Ces effets semblent résulter d'une prise de conscience accrue des obstacles structurels, notamment la saturation des secteurs traditionnellement féminins et le désavantage concurrentiel des femmes en termes d'obligations ménagères et de niveau d'études. Paradoxalement, en encourageant les femmes à rechercher activement un emploi sans pouvoir modifier ces barrières, le parcours INTEGRA semble avoir augmenté leur conscience des obstacles à l'emploi. Face à ce constat, les femmes ont davantage envisagé la migration comme alternative, sans pour autant aller jusqu'à faire des préparatifs concrets de départ. [Constats 14, 25, 26, 30]

4.2. RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes sont conçues à partir des résultats et conclusions spécifiques de cette évaluation, en mettant l'accent sur l'amélioration de la pertinence, l'efficacité, de l'impact et de l'inclusivité des projets de promotion de l'emploi, ainsi que de leurs évaluations dans des contextes similaires. Certaines recommandations s'appliquent de manière plus générale aux projets de développement qui interviennent au niveau des bénéficiaires, tandis que d'autres seront spécifiquement pertinentes pour les politiques actives du marché du travail avec un accompagnement individualisé similaire au parcours INTEGRA. L'identification des parties-prenantes est notamment basé sur les responsables des activités menées (voir Tableau 1). Il convient de noter que le C4ED n'a pas connaissance des mandats, des plans et des agendas de toutes les parties prenantes, ce qui limite sa capacité à fournir des recommandations plus exploitables si les QE ne couvrent pas les défis propres aux parties prenantes.

Recommandation 1 : Adopter une stratégie genre globale afin de mieux soutenir et inclure les femmes dans le projet.

Niveau de priorité : Élevé

Lié aux constats 4, 31, 32

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et GIZ	Pour améliorer la participation et les résultats des femmes, le projet devrait développer une stratégie genre dédiée qui s'attaque aux obstacles et aux besoins spécifiques des femmes. Cela pourrait inclure la mise en place d'horaires de formation plus flexibles, l'offre de services de garde

Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation	d'enfants, et la réalisation d'actions de sensibilisation et de mentorat ciblés pour les femmes.
Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	Renforcer les dimensions liées au genre du système de suivi et évaluation du projet (et non seulement des indicateurs désagrégés), afin de permettre d'identifier les écarts potentiels dans la participation et les résultats entre hommes et femmes et d'ajuster la stratégie en temps réel en fonction des données collectées,
Commission Européenne	Au cours de la phase de proposition et de la phase de démarrage, s'assurer que l'équipe du projet a : - Identifié les obstacles spécifiques aux femmes - Prévu de mettre en œuvre des stratégies concrètes pour surmonter les obstacles.
Associations de femmes	Identifier les besoins spécifiques des femmes et les communiquer de manière proactive aux prestataires de formation.

Recommandation 2 : Créer un marché du travail plus inclusif pour les femmes.

Niveau de priorité : Élevé

Lié aux constats 28 à 32

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
Gouvernements locaux Ministère de la jeunesse et de l'emploi jeunes	Pour un développement plus inclusif en termes de genre, les institutions publiques doivent promouvoir activement des politiques visant les objectifs suivants :
	Chercher déconstruire les stéréotypes et les préjugés de genre qui limitent l'accès des femmes à certains secteurs et opportunités.
	Autonomiser les femmes en facilitant leur accès au capital (lien avec les groupes d'épargne, les institutions financières formelles et l'utilisation de l'argent mobile).
	Encourager les PME à embaucher des femmes, par exemple, en accordant des réductions fiscales ou des paiements partiels des salaires, en particulier dans les métiers dominés par les hommes.

•	Équilibrer les obligations domestiques entre les
	hommes et les femmes.

Recommandation 3 : Fournir un soutien complet et adapté aux migrants de retour.

Niveau de priorité : Élevé

Lié au constat 5

Parties prenantes	Recommandations spécifiques	
ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et GIZ Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	Adapter les modalités de sensibilisation, la localisation et la durée de la formation afin de mieux prendre en compte les défis spécifiques auxquels font face les migrants de retour, comme le manque d'accès à l'information, l'isolement géographique et un niveau d'éducation plus faible.	
	Collaborer étroitement avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour tirer parti de leur expertise et de leurs réseaux pour un engagement plus efficace auprès de ce groupe cible.	
OIM et autres agences travaillant avec les migrants de retour	Identifier les besoins spécifiques des migrants de retour et les communiquer de manière proactive aux prestataires de formation.	
Commission Européenne	 Au cours de la phase de proposition et de la phase de démarrage, s'assurez que l'équipe du projet a : Identifié les obstacles spécifiques aux besoins des migrants de retour Prévu de mettre en œuvre des stratégies concrètes pour surmonter les obstacles. 	

Recommandation 4 : Renforcer les liens entre la formation et les besoins du marché du travail.

Niveau de priorité : Élevé

Lié aux constats 13 et 15

ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et GIZ Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	Mener une analyse plus approfondie des compétences demandées par les employeurs et aligner en conséquence le contenu de la formation.
	Mettre en place des boucles de rétroaction régulières avec les entreprises participantes afin de s'assurer que la formation reste pertinente et réactive à l'évolution des besoins.
Commission Européenne	Au cours de la phase de proposition et de la phase de démarrage, s'assurer que les activités proposées par le projet se base sur des études concrètes et sérieuses.

Recommandation 5 : Étendre et renforcer le rôle des PF afin de fournir un soutien plus efficace et cohérent aux bénéficiaires.

Niveau de priorité : Élevé

Lié aux constats 16, 17, 22

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
ITC et autres agences de développement proposant des	Augmenter le nombre de PF pour permettre un accompagnement plus personnalisé et intensif.
formations dont ENABEL et GIZ	Fournir une formation et un encadrement continus aux PF
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	pour s'assurer qu'ils soient équipés pour répondre aux divers besoins des bénéficiaires, notamment dans les domaines du développement des compétences techniques, du placement en emploi et du soutien aux entreprises.

Recommandation 6 : Renforcer le soutien financier et matériel aux bénéficiaires porteurs de projets pour assurer la pérennité de leurs entreprises.

Niveau de priorité : Élevé

Lié au constat 33

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
	Explorer d'avantage de partenariats avec des institutions financières et d'autres parties prenantes pour faciliter

formations dont ENABEL et GIZ	l'accès au crédit et à d'autres formes de soutien aux entreprises.
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	Proposer des soutiens financiers et/ou matériel (dons, subventions) pour aider les bénéficiaires porteurs de projets à lancer et développer avec succès leurs entreprises.
Institutions financières BAD FIDA	Faciliter un accès plus complet et systématique au financement, à l'équipement et aux autres ressources nécessaires pour aider les bénéficiaires porteurs de projets à lancer et développer avec succès leurs entreprises. Les institutions financières peuvent agir en proposant des crédits et des plans d'épargne adaptés.

Recommandation 7: Renforcer (les liens avec) le secteur privé.

Niveau de priorité : Élevé

Lié au constat 13

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et GIZ Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	Le secteur privé a une capacité d'absorption limitée, comme le suggèrent cette étude et la littérature. En parallèle à l'accompagnement des jeunes, il est important de soutenir les entreprises pour qu'elles puissent investir et offrir des conditions d'emploi décentes aux chercheurs d'emploi. Des stratégies pour y parvenir incluent : - Faciliter l'accès aux services financiers aux entreprises - Soutenir le recrutement, en particulier des profils vulnérables. Pour les programmes de formation professionnelle qui poursuivent déjà ces stratégies (comme cela a été le cas pour le projet INTEGRA global implémenté par ITC) : S'assurer que la composante soutien aux entreprises soit bien articulé avec la composante soutien aux chercheurs d'emploi (faciliter l'insertion des diplômés des formations au sein des PME soutenues).

Recommandation 8 : Renforcer le système de suivi et d'évaluation.

Niveau de priorité : Élevé

Lié au constat 23

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
	Développer un cadre de suivi et d'évaluation complet dès la phase de conception du projet, incluant :
ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et GIZ Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	 Des indicateurs clairs tout au long de la chaine des résultats conceptualisée (couvrant donc activités, produits, résultats et impacts) Des processus de collecte des informations sur les indicateurs au niveau bénéficiaire (notamment des divers soutiens reçus) Un système de reporting des données. Intégrer des outils numériques pour faciliter le suivi et l'analyse des données. Allouer des ressources et des capacités suffisantes aux activités de suivi et d'évaluation pour assurer la disponibilité d'informations complètes et à jour sur la mise en œuvre et les résultats du projet. Nommer le/la responsable du Suivi et Évaluation dès le démarrage du projet, afin de permettre la mise en œuvre des activités du projet.

Recommandation 9 : Améliorer l'efficience opérationnelle du projet, notamment en intégrant le système de suivi et d'évaluation à la gestion opérationnelle.

Niveau de priorité : Élevé

Lié aux constats 22, 23

Parties prenantes	Recommandations spécifiques
ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et	Intégrer le système de suivi et d'évaluation du projet à la gestion opérationnelle pour permettre des ajustements en temps réel et une prise de décision basée sur des preuves.
GIZ	Au stade de la conception du projet, élaborer une théorie
Ministère de l'Enseignement	du changement détaillée, notamment les chaînes de
Technique, de la Formation	résultats qui précisent comment le projet vise à atteindre

Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	les impacts prévus pour ses différents types de bénéficiaires, des ressources jusqu'aux extrants et effets.					
or du Travan	S'assurer que le cadre de suivi et d'évaluation soit étroitement lié à la théorie du changement et aux processus opérationnels du projet, permettant la collecte, l'analyse et l'utilisation en temps opportun des données pour éclairer les adaptations du projet et la prise de décision stratégique.					
	Développer des boucles de rétroaction et des outils de visualisation des données pour faciliter l'intégration des enseignements du suivi et de l'évaluation dans la mise en œuvre du projet.					
ITC et autres agences de développement proposant des formations dont ENABEL et GIZ.	Mettre en place des stratégies solides de gestion du changement pour atténuer l'impact du turnover du personnel sur la coordination et la mise en œuvre du projet.					

4.3. LEÇONS APPRISES

Les leçons énumérées ci-dessous sont tirées des résultats quantitatifs et qualitatifs ainsi que de l'évaluation elle-même. Elles sont organisées selon des domaines thématiques généraux qui devraient être pris en compte dans les futures prises de décision programmatiques de projets visant à promouvoir l'emploi décent en Guinée.

4.3.1. Enregistrements

- 1. Améliorer la collaboration avec l'OIM ou autres institutions directement en relation avec les migrants de retours pour les identifier et adapter les campagnes de communication. Si les collaborations existent officiellement, dans la pratique, la coordination s'avère complexe (difficultés à partager les données, incapacité des projets à suivre les migrants de retour...).
- 2. Mener des campagnes de communication préalables aux formations permettrait de déconstruire les stigmas sur les migrants de retour et réduire la pression sociale (devoir de générer un revenu pour la famille, culpabilité face à l'échec de la migration...). Dans le même sens, ces campagnes pourraient déconstruire les rôles genrés et inciter les femmes à s'engage dans des secteurs dominés par les hommes.
- 3. Adapter les formations aux besoins des profils vulnérables permettrait de les attirer davantage.
 - Pour les migrants de retour, cela pourrait se matérialiser par l'offre de formations courtes permettant de générer des revenus rapidement, des formations à temps partiel permettant aux bénéficiaires de pouvoir suivre la formation et générer un revenu simultanément, l'offre de financements pour surpasser l'accès plus limité au capital ou encore couvrir les frais direct et indirects des bénéficiaires (transport, logement, alimentation...).

- O Pour les femmes, cela pourrait se matérialiser également par l'offre de financements pour surpasser l'accès plus limité au capital, couvrir les frais direct et indirects des bénéficiaires ainsi que de proposer des services permettant d'allier formation et responsabilités familiales (garde d'enfants).
- 4. Adapter les critères d'éligibilité pour les groupes vulnérables faciliterait mécaniquement leur à des formations jusqu'ici non accessibles. Toutefois, ceci doit aussi se faire en adaptant les formations à leur compétences initiales afin qu'elles soient efficaces.

4.3.2. Sensibilité au genre :

5. Au-delà d'objectifs chiffrés en termes de nombre de femmes à enregistrer/former des chiffres, les projets doivent comprendre et adapter des femmes dans le marché du travail adapter leur soutien à ces dernières afin d'espérer une véritable autonomisation et un changement durable.

4.3.3. Conception et mise en œuvre des projets d'accompagnement à l'insertion professionnelle

- 6. Les PF doivent avoir les ressources (notamment du temps) pour les permettre d'assurer un accompagnement personnalisé.
- 7. Le soutien offert doit répondre aux besoins et aspirations des profils ciblés mais doit également répondre aux besoins concrets du marché du travail.

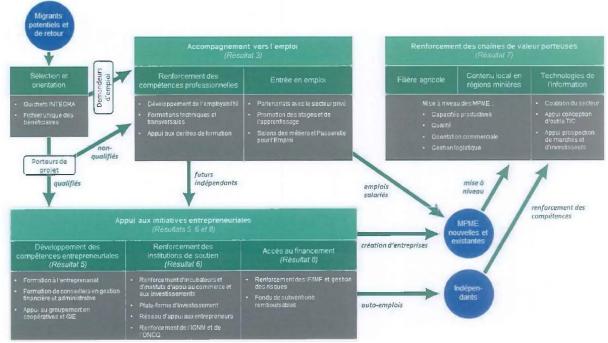
4.3.4. Evaluation du parcours INTEGRA

- 8. La collaboration entre C4ED et ITC concernant l'intégration des protocoles de l'étude randomisée dans les protocoles opérationnels a fonctionné (conception et mise en œuvre d'un outil sur mesure pour l'enregistrement des candidats, formation des agents focaux sur le terrain d'ITC, partage des listes de candidats randomisés). La coordination et l'engagement de C4ED et ITC ont offert un permis de mettre en œuvre une ERC, la méthode la plus fiable pour mesurer les impacts d'un projet.
- 9. Toutefois, cette expérience démontre l'importance du développement et l'accès à une base de données actualisée et centralisé. En effet, les données de suivi internes d'INTEGRA auraient pu être une source d'information précieuse pour l'évaluation d'impact afin de mieux comprendre le soutien effectivement reçu par chaque bénéficiaire. Malgré les tentatives de coordination de la collecte de ces données, les données de suivi fournies par ITC n'ont finalement pas pu être fusionnées avec les données de l'évaluation d'impact, et n'ont pas pu être utilisées pour « ouvrir la boîte noire » de la mise en œuvre du projet.

5. ANNEXES

5.1. LOGIQUE D'INTERVENTION

Figure 4 : Illustration de l'approche séquentielle du parcours INTEGRA



Source: ITC

Une représentation graphique de la TdC du résultat 4 du projet INTEGRA-GIZ est présentée ci-dessous (Figure 5). Son développement et affinement est crucial pour mieux saisir les étapes du projet et adapter la stratégie de l'EIC. Nous y listons également les hypothèses sous-jacentes. Ces éléments sont essentiels afin d'identifier les liens entre les différents maillons de la chaine causale et les potentiels risques qui pourraient limiter l'observation d'impacts sur les élèves recevant le traitement.

Tableau 4 : Cadre logique du projet INTEGRA-ITC

Logique d'intervention		Obje ctifs	07Novembre 2023		Preuves probantes
Objectif global					
Contribuer à la prévention et la limitation de la migration irrégulière, ainsi que de permettre la réintégration des migrants de retour et			Env. 3,000	4.004	Rapports d'impact réalisés par les experts Fiches remplis par les PRIMO Estimation des bénéficiaires indirects y compris saisonniers et temporaires impliqués dans les activités de transformation auprès des 40 primo- bénéficiaires, effet des restitutions de formations au niveau communautaire
l'insertion socio	Nb de bénéficiaires directs		Env. 7,000	7.756	difficile à quantifier.
professionnelle durable des jeunes guinéens afin de promouvoir le développement économique inclusif de la Guinée	Nb de bénéficiaires global (directs + indirects)		Env. 15,000	10.31	
Objectifs spécifiques					
OS2 : Une meilleure qualification professionnelle et	Nb de jeunes ayant amélioré leur employabilité suite a formations dispensé par l'ITC dans le cad d'INTEGRA	es	1.000	7.756	Listes de présence Rapports des experts techniques
une meilleure orientation professionnelle des jeunes améliorent leur employabilité	Nb de centres de formation dont les capacités ont été renforcées		8	13	Rapports des experts Réunion avec les centres ENAM, ENAE Bordo, ENAE Tolo, ISAMK, Centre Kipé, Centre Tayouah, ANIEN, ENPT, UNC Conakry, IST, ISAV, Université de Labé, PJDD (programme jeune du développement durable), ENAE Koba
OS3 : Des opportunités d'emplois durables sont créées à travers le développement de	Nb d'entrepreneurs installés et/ou formellement enregi par les structures compétentes dans le chaînes de valeurs soutenues	es	Env. 800	653	Rapport de l'APIP 300 formalisation de l'APIP inclus
l'entreprenariat et le renforcement de certaines chaînes de valeurs porteuses créatrices d'opportunités économiques	Nb de nouveaux sala engagés par des TPF PMEs dans les chaîr de valeurs soutenues	E- nes	Env. 1,200	2.034	Rapport experts
	Nb d'institutions do capacités à offrir des services adaptés aux jeunes entrepreneurs guinéens ont été renforcées	S K	10	12	Rapport experts Réunion avec les institutions Jatropha, Osez innover, SADEN, IGNM, ONCQ, SNPVDS, SENASOL, Incubateur de Boffa, Grand concours Jeunes Entrepreneurs, ANIEN, AGUIPE, ISAV.

OS 4 : Une offre de services financiers adaptée et répondant aux besoins des bénéficiaires est diffusée et renforcée dans les régions d'intervention	Nb d'institutions dont les capacités à offrir des produits adaptés aux TPE-PMEs et jeunes entrepreneurs ont été renforcées Nb de services financiers innovants développés et mis en place pour les jeunes	Au moins 3 Au moins 2	1	Cet indicateur ne peut pas être confirmé car il y'a une confusion, ITC a fait uniquement la formation de 31 mais n'a pas développé des produits adaptés aux TPE-PME 31 IF (banques, IMF et assurances participant à la formation sur la formation sur la finance durable. A ce titre, les IF bénéficient de méthodologies et d'outils d'identification et de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) Convention avec le partenaire Mise en place du Guinea Angel Investors Network (GAIN) dont le mandat est de faciliter le financement des startups et jeunes entrepreneurs par des investisseurs
	Nb de TPE-PME et jeunes entrepreneurs ayant renforcé leurs capacités au travers d'une subvention non remboursable	Au moins 300	240	Providentiels nationaux Rapport de la subvention sutra Liste des bénéficiaires Relevé des comptes
RESULTAT 3				
Produit 3.1: Les actions de qualifications professionnelles sont mises en œuvre	Nb de formations sectorielles (hors TIC) développées et délivrées	15	17	Rapport de formation Listes de présence Thématiques de formation développées: 1) Techniques de séchage fruits et légumes, 2) Transformation de fruits et légumes en jus, confiture, pate, poudre (mangue, orange, pastèque, ananas, gingembre, soumbara, arachide, huile de palme), 3) Fabrication de concentré de tomate, 4) Hygiène alimentaire, 5) Normes de qualité, 5) Emballage et conditionnement des produits agricoles, 6) Permaculture, 7) Techniques de fumage de poisson, 8) Transformation céréalière (étuvage du riz, farine de maïs, fonio précuit et sèche, attiéké), 9) Production de miel artisanal, 10) Apiculture/ fabrication des ruches, 11) Fabrication de briquettes combustibles a partir de résidus agricoles, 12) Pâtisserie-restauration, 13) Couture, 14) Logistique urbaine, 15) élevage (poulet de chair, poules pondeuses), 16) Aquaponie domestique, 17) production de films documentaires.
	Un outil d'évaluation est opérationnel			Fiche technique de l'outil Screen et image de l'outil Un outil de bilan de compétence a été développé et est utilisé par les PF qui accompagnent des chercheurs d'emploi
	Une plateforme de formation en ligne est disponible	1	1	(Skills Lab, avec l'AGUIPE) Lien interne Guide d'accès et explication du contenu
	Des cours en ligne sont disponibles	20	27	Rapport 13 cours en ligne dispo: E-Commerce for Your B2B Business, L'intelligence

		T		
				économique, L'externalisation des TICs et
				des services informatisés, Creating Quality
				E-commerce Content, Cyber Readiness
				Starter Kit, La gestion des clients dans les
				institutions d'appui, Travailler avec un
				conseiller commercial à l'étranger, Raising
				Funds for Your Business, Santé-Sécurité
				Prévention COVID-19, Aider les PME dans
				la création d'activité commerciale
				internationale, La création d'un service
				d'information commerciale, Comprendre le
				rôle des institutions d'appui au commerce,
				La Blockchain pour le Commerce.
				+ 14 sessions de formations virtuelles –
				certifiées par ITC – qui ont été délivrées en
				ligne, en live.
	Nb de formateurs mis à			Rapports
	niveau			Entretiens
				Techniques pédagogiques modernes (ENAE
				Kankan): 14, Techniques d'enseignement
				de pédagogie moderne (ENAM) : 19,
				Agroécologie : 7, Aquaponie : 4, Apiculture
				: 4, formateurs formés en couture dans le
				cadre de la collaboration avec l'école
		40	52	professionnelle de Kipé : 4.
	Nb de formations			Rapports
	certifiées			Énergies renouvelables (d'une durée de 300
				heures), permaculture (d'une durée de 166
				heures). Intégrées au curriculum national
		5	2	
	27 1	3	2	(ENAE, ENPT).
	Nb de centres intégrés au			Rapports
	réseau			Formation et accompagnement ISO (Q1
				2021): ENAM, ENPT, ENAE-Tolo, UNC
				Conakry, IST, ISAV, ISAMK, Université de
				Labé, l'AGUIPE, l'ONFPP, l'ANAQ:
				échange d'expérience, un suivi sur deux
				mois, et l'accès à un espace d'échange sur
		10	11	Nimba. ENAE Koba.
Produit 3.2 :	NII. I. mantanaviata	10	11	
	Nb de partenariats			Rapports
L'employabilité des	conclus			CACIA (entreprise industrielle jus), Lance
jeunes Guinéens est				Scorp, Bitiki, Walli, Incubateur Boffa,
renforcée				Orange (Tech Hub), Schneider Electric -
		8	8	ENAM, SkillLab - Aguipe
	Nb de centres INTEGRA			Rapports
	fonctionnels	2	3	Tech Hub, Incubateur Boffa, ENAE Koba
	Nb de stages ou			Rapports
	d'apprentissages			fiches
	renforçant			
	l'employabilité des	90	202	
	jeunes conclus	80	392	-
	Nb de salons de l'emploi			Rapports
	organisés ou coorganisés			Le SADEN, 3 job datings (numérique,
		Au moins 2	6	pâtisserie-restauration), 2 link-ups miniers
Produit 3.3: Un	Un outil commun de			BDD communiquée
système	suivi est effectif			
d'enregistrement et				
de suivi des				
bénéficiaires réalisé				
et opérationnel		1	1	
et operationner		-	•	

RESULTAT 5					
Produit 5.1: Des formations sur le développement de plans d'affaires et sur la gestion entrepreneuriale sont développées et dispensées par des conseillers en gestion financière formés et certifiés par l'ITC	ont		Au moins 5	24	Rapports Manuels/présentations MPME/jeunes entrepreneurs et leurs caractéristiques: obstacle au financement, Identification de MPME, Identification des besoins d'appui des MPME, Accompagnement à la création de MPME, Comment monter un plan d'affaires bancable, Les éléments du diagnostic non financier d'une MPME, La conception et la mise en œuvre d'un plan d'amélioration, les sources de financement pour les jeunes entrepreneurs et MPME, L'élaboration d'un business plan, L'analyse des états financiers, La tenue des livres comptables, L'estimation des besoins en financement, La budgétisation et prévisionnel, techniques job dating
					Rapports Présentations/Manuels Formations organisées: Bootcamp Conakry, Bootcamp Kindia, Formation en marge du SADEN, formation à l'incubateur de Boffa, Atelier de formation des porteurs de projets de la semaine du numérique, 2 ateliers de formations de formateurs, 2 ateliers de formations en marge du Grand concours Jeune entrepreneur, 17 formations en
	Nb de formations organisées		Au moins 3	26	éducation financière et entrepreneuriat
	Nb de gestior certifié accomp	conseillers en financière (CGF)	Au moins 40	40	Rapports Contrats 40 personnes ont été certifiées, 18 recrutées
	jeunes ayant a	TPE-PME et entrepreneurs mélioré leur administrative et	Au moins 1,000	1.800	Rapports BDD TPE-MPME, accompagnement personnalisé par les CEF
Produit 5.2: Les groupements de TPE-PME et jeunes entrepreneurs en sociétés coopératives et GIE formalisés sont appuyés dans la mise en place de caisses d'épargne et de crédit internes visant à améliorer	Nb d'organisations de jeunes entrepreneurs et TPE-PME ou paysannes ayant créé une caisse d'épargne		7 M HOHS 1,000	1.000	Étude CARE menée en mars 2021, mais activité non aboutie
leur accès au financement			Au moins 4	0	
RESULTAT 6			THE HIGHES T		
Produit 6.2: Une palette de services plus adaptée aux jeunes et jeunes entrepreneurs offerte par les Nb de nouveaux produits et services développés par			15	20	Rapports AGUIPE: volet entrepreneuriat (formations + équipements pour salle de formation, organisation du SADEN). Le Skills Lab.

12 13	1			ENAME DO 1 CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE P
structures d'appui à	les institutions			ENAE Bordo: équipement informatique.
l'entreprenariat	appuyées en			Ministère du Commerce : 12 ordinateurs,
	direction des			Centre d'Information lié au commerce.
	jeunes			ANIEN: équipement laboratoire numérique
				(meubles, ordinateurs). Centre post-primaire
				Kipé de couture. ENAM: salle
				d'informatique équipements (imprimantes
				3D), conteneur énergies renouvelables.
				Institut Supérieur des Arts: appareils photo,
				caméras, modules de formation. ENPT:
				bornes wifi, réparation des ordinateurs. Tech
				Hub. Université de Kindia (bornes wifi).
				ENAE Tolo (bornes wifi). Incubateur agro
				Labé: Sala Project. PJDD: ONG incubation
				(agro). Incubateur Boffa: rénovation maison
				des jeunes, équipements, panneaux solaires,
				ordinateurs, forage. ONCQ: manuel de
				procédure, développement site web.
				AGUIPEX: formations accès au
				financement, intelligence commerciale.
				APIP: 5 cadres formés pour l'accès au
				financement (pour aider à l'élaboration de
				plans d'affaires pour les jeunes et la
				formalisation d'entreprises et de
				coopératives). CERACO: service Ministère
				Administration Territoire : manuel pour
				formalisation des coopératives et GIE.
				IGNM: formations, manuels, formations de
				formateurs.
				86% obtenus sur la base des questionnaire
	Pourcentage de			bénéficiaires INTEGRA remplis par les
	_			
	jeunes			bénéficiaires à la fin de chaque formation
	bénéficiaires de			(marketing digital, logistique urbaine, toutes
	l'action reportant			les formation GRAINE, patisserie
	avoir augmenté			restauration, infographie, semaine du
	leurs capacités			numerique sur le volet acces au financement,
	entrepreneuriales			ESDEN, Web design, entreprenariat, la
	grâce aux			qualite & hygiene, boot camp acces au
	services offerts	Au moins 80%	86%	financement)
				Rapports
				Par les structures d'appui a l'entrepreneuriat
				que nous (ITC) avons coachees/renforcees:
				Aguipex, APIP, FODIP, GAIN, Incubateurs
				, ONCQ, direction nationale commerce
				exterieur, direction nationale
				conditionnement//// APIP: 700, FODIP:
				SOUTRA - 65 entreprises et 40 Primos
	Nb d'entreprises			appuyées, les incubes : 21 porteurs de
	-	2.000	2 100	
	appuyées	2.000	2.100	projets incubés
				Rapports/Bons de commande/contrats de
				sous-traitance
				Reformulation de l'indicateur - focus secteur
				minier contenu local 2023. Voir contrats
	Nb de jeunes			miniers obtenus. The Mining House TMH
	bénéficiant des			via UMS
	opportunités de			Transport Guinéen d'Hydrocarbures TGH
	placement (stage			PLUS
	ou apprentissage)			The Mining House TMH via UMS
	dans les sociétés			Transport Guinéen d'HydrocarburesTGH
	minières	900	173	PLUS
				- ~

	Т	T		
				Ministère des mines et de Géologie
				Compagnie du TRANSGUINEEN CTG
				Winning Consortium SIMANDOU SAU
				WCS
				WInning Consortium SIMANDOU Rail-
				Way
				Winning Alliance Port WAP (Bon de
				commande et contrat)
				Compagnie des Bauxites de Guinée (8 Bons
				de commandes)
				Guinea Alumina Coorporation GAC (5 Bons
				de Commande)
				Compagnie des Bauxites de Guinée (2
				contrats de construction)
	Nb d'institutions			Rapports
	ayant bénéficié			Aguipex, Direction nationale du commerce
	d'un			extérieur, Office National de Contrôle et
	renforcement de			Qualité - ONCQ, ministère des Mines,
	capacités en			Agence nationale pour la Promotion des
	techniques de			Investissements Privés - APIP, Agence
	profilage de			guinéenne pour la promotion de l'emploi -
	marchés			AGUIPE, Douanes nationales.
	d'exportation			
	pour les jeunes			
	exportateurs	5	8	
	Nb d'entreprises	3	0	Dannorta
				Rapports
	ayant bénéficié			
	de formations			
	aux techniques			
	d'analyse de			
	marchés pour			
	diversifier leurs			
	clients	50	589	
		30	307	Donnouto
	Nb de jeunes			Rapports
	ayant identifié			27 participants en moyenne par atelier.
	des marchés			Groupements effectués: 8 en moyenne par
	porteurs pour			atelier > marchés identifiés.
	leur entreprise ou			
	projet au travers			
	de formations			
	aux techniques			
	d'analyse de	200	200	
D 11/62 D	marchés	200	200	
Produit 6.3: Des	Nb de projets de			Rapports
opportunités	jeunes			En plus des investisseurs locaux et étrangers,
d'investissements réels	entrepreneurs			4 nouveaux projets ont été en due diligence
identifiées pour appuyer les	soumis aux			à travers GAIN à la diaspora sur 9 projets
entrepreneurs lors de la	investisseurs			analysés
phase d'amorçage des	locaux et à la			
projets	diaspora	Au moins 5	9	
projets		Au moms 3	7	Danisata
	% de projets de			Rapports
	jeunes			3 projets ont été financés par un Business
	entrepreneurs			ANGEL (Ets Mariame CISSE, Les
	mis en relation			fumeuses de TEMINETAYE et BONFI)
	avec des			
	investisseurs			
	locaux et la			
	diaspora ayant			
	obtenu des			
	appuis	Au moins 20%	33%	
	appuis	110 11101115 2070	3370	

Produit 6.4: Un réseau	,				Rapports
	d'appui aux jeunes				Link up: 129
	entrepreneurs guinéens est Taux de mise en				Job dating culinaire: 109
créé	.5 050	relation effectué			Secteur minier: 18
		par le réseau des			Placement en stage : 392
		jeunes			SADEN :1668
		entrepreneurs			
		guinéens	Au moins 50%	57%	Total membre Réseau : 4 100
		8			Rapports
					1 AGUIPE
					2 APIP
					3 BSTP
					4 CAN
					5 CGEGUI
		Nb de			6 E-café
		partenariats			7 GAIN
		nationaux,			8 IFC
		régionaux et			9 ISFAD
		internationaux			10 Jatropha Hub
		passés de			11 Mel Guinée
		l'organisme de			12 MESRSI
		promotion des			13 METFPE
		intérêts des			14 Saboutech
		jeunes			15 Toogueda
		entrepreneurs	Au moins 10	16	16 Trustee
Produit 6.5: Les capac	cités				Rapports
des jeunes entrepreneu	ırs				9 sessions de sensibilisation à Boffa,
guinéens en matière d	e	Nb de jeunes			Mamou, Siguiri, Labé, N'Nzérékoré,
qualité sont renforcées	S	sensibilisés	400	398	Kankan, Faranah, Kindia et Conakry
					Rapports
					6 régions administratives (sensibilisation sur
		Nb d'initiatives			la qualité/hygiène) + 1 Conakry
		de sensibilisation			(sensibilisation sur la qualité/hygiène) + 40
		lancées	15	47	coopératives sensibilisées sur les SST.
					livret sur l'hygiène et la sécurité sanitaire des
					produits alimentaires, 1 livret sur la qualité
					des formations PowerPoint, 15 posters + 10
		Nb d'outils de			vidéos capsules de sensibilisation pour la
		sensibilisation			qualité
		développés	10	27	rapports
		Nb d'institutions			IGNM, ONCQ, SNPVDS, SENASOL
		de gestion de la			formés à l'élaboration de normes
		qualité renforcés	3	4	
DECIH TAT 7					
RESULTAT 7					
Produit 7.1 : Les	C		1	1	
•		ux porteurs réalisé			
niveau relatifs à		TPE-PME ayant			
chacune des TPE-		pacités productives			
PME bénéficiaires	renfore		Au moins 40	40	
de l'Action sont		progression du			rapport d'impact 7.1 / 7.2 s'agissant des 40
la matérialisation des opportunités comm d'emploi identifiées des proportunités comm d'emploi identifiées des proportunités comm des proportunités comm des proportunités comm des proportunités des proportunités comm des proportunités de proportunités des proportunités de proportunités des proportunités de proportunités des proportunités de proportuni		e et de la valeur			coopératives primo-bénéficiaires (juin 2023)
				60-1	
		ercialisés /exportés	Volume + 30%	60%	
		laboratoires	4		Activité stoppée suite au coup d'état. Non
(Filières agricoles et	assisté		1	0	réinitiée.
agroalimentaires)		TPE-PME opérant			
		es filières agricoles	40	1.15	
	et agro	palimentaires	40	117	

formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été enforcées Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalitementaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de matérialisation des productions de la matérialisation des optorutinités d'emploi identifiées Produit 7.2 : Les plans de mise à hisposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente de matérialisation des option de la matérialisation des option de la contenu local formées ou assistées aux conditions des mise à l'appende de promotion commerciale ou à la vente personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30'région) et Conakry (30). Campagne de sensibilisation ayant touché			T.		
au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nh d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nh de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été renforcées Nh d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nh d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nh d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nh d'organisations des producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nh d'organisations des productia au marché et en point de vente compétitivité en crépondant aux normes de mise à disposition des productia au marché et en point de vente de la matérialisation des opportunités d'el Précion sont de la matérialisation des opportunités d'enploi sidentifiées (Promotion du contenu local) Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits un marché et en point de vente de la matérialisation des opportunités d'el Précion sont de contenu local formées ou assistées aux conditions des productions des demains de l'action sont de contenu local formées ou assistées aux conditions des productions des conditions des productions des contenu local données ou assistées aux conditions des productions des contenus local dont la compétitivité extrevers de campagnes de promotion commerciale ou à la vente ou d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de la boratoires Au moins 60 Au moi					
promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été renforcées au fernédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2.: Les plans de mise à disposition des niveau relatifs à chacue des TPE-PME opérant de la matérialisation des option de la matérialisation des protoutions de la matérialisation des protoution du contenu local) Produit 7.2.: Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2.: Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2.: Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2.: Les plans de mise à disposition des notice au travers de campagnes de promotion commerciale ou à la vente vente au promotion commerciale ou à la vente vente au promotion commerciale ou à la vente vente de la matérialisation des produits des créneaux porteurs est réalis d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Un diagnostic des créneaux porteurs est réalis d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyeme, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalis d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyeme, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée.					
où à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nb de TPE-PME dont les opprentations logistiques ont été renforcées Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées et agracités ont été renforcées et agracitive ont été renforcées et agracitive au marché et en point de vente Produit 7.2: Les plans de mise à disposition des producteurs et d'intermédiaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Nb de TPE-PME opérant dans les formées ou cantenu local formées ou contenu local formées ou contenu local or la contenu local formées ou contenu local or la contenu local or la contenu local formée sou la vente ou la contenu local or la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acerue aux normes de qualité Nb de la boratoires Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou capacités aux conditions des acheteurs, au pacaging, à la promotion commerciale ou à la vente ou la vente ou à la vente ou la contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acerue aux normes de qualité Nb de la boratoires Nb de travers d'une vente de la matérialisation avant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).					
Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques out de fenforcées en de d'intermédiaires dont les capacités out el é renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à niveau relatifs à chacune des TPB- PME opérant de la matérialisation des productions et a matérialisation des productions et a matérialisation des profution du contenu local of the des campagnes de promotion Produit 7.2 : Les PME poérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à niveau relatifs à chacune des TPB- PME poérant des des produits au marché et en point de vente de la matérialisation des optortunités Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion commerciale ou à la vente value de la matérialisation des profution du contenu local ont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acrue aux normes de qualité Nb de la deloratiories la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acrue aux normes de qualité Nb de la deloratiories la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acrue aux normes de qualité Nb de la deloratiories la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoires la conformité acrue aux normes de qualité Nb de la boratoire la conformité acrue aux normes de qualité Nb de					
Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagne de promotion Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été renforcées on tété renforcées ou d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente dans le domaine du contenu local formées ou a la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Nb de TPE-PME poérant dans le domaine du contenu local formées ou a la vente Nb de TPE-PME poérant dans le domaine du contenu local ont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 A date plus 65 500 jeunes ont été formés en logistique urbaine dont 140 ont reçu un céquipement (sac isotherne) a feyrageurbaine dont 140 ont reçu un céquipement (sac isotherne) and cipur permettant d'exercer le métier de la livraison. 117 117 128 A date plus 65 500 jeunes ont été formés en logistique urbaine dont 140 ont reçu un céquipement (sac isotherne) and cipur permettant d'exercer le métier de la livraison. 117 117 118 Produit 7.2 : Les plans de mise à miveau relatifs à chas le domaine du contenu local formées ou a la vente de produits au marché et en point de vente de la matérialisation des produits au marché et en point de vente de la matérialisation de produits au marché et en point de vente de la matérialisation du contenu local formées ou a la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. 1 1 1 Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30'région) et Conakry (30).					WEDEF (Éthiopie), Dubaï (16 compagnies
travers de campagne de promotion 200					
promotion 200 + expodubai2020). Durban. Capsules videó. Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été renforcées 40 140 dispissique urbaine dont 140 ont requ un équipement (sac isotherme) leur permettant of d'exercer le métier de la livraison. Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage 40 117 Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agrodalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de misse à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit of vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à chacune des TPE-PME opérant dans le domaine du une local formées ou assistées aux conditions des achetures (au le matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local font la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au turvers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de dualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires (au travers d'une conformit		Nb d'acheteurs ciblés au			
Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été frormés en logistique urbaine dont 140 ont reçu un équipement (sac isotherme) leur permettant d'exercer le métier de la livraison. Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcés en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente dans le domaine du ontenu local formées ou assistées aux conditions des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du out à la vente Nb d'acheteurs eiblés au tracer de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formés ou à la vente Nb d'acheteurs eiblés au tracer de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs eiblés au tracer de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs eiblés au tracer de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs eiblés au tracer de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs eiblés au tracer de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteur seiblés au tracer d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de		1 0		250k	*
Nb de TPE-PME dont les opérations logistiques ont été renforcées 40		promotion	200	+	
les opérations logistiques ont été renforcées No d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage No de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente No de TPE-PME opérant dans les domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente No d'experiment (sac isotherme) leur permettant d'exercer le métier de la livraison. 40 117 No de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à niveau relatifs à chacune des TPB-PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la madérialisation des opportunités de l'action sont deployés en vue de la madérialisation des opportunités (Promotion du contenu local) 10 diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Pho de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité No de la boratoires des compagnement de d'exercer le métier de la livraison. 40 117 20 20 20 20 30 30 40 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50					
ont été renforcées Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et a groalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à chacure des TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou anterialisation des le l'Actions sont déployés en vue de la matérialisation des poportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou promotion commerciale ou à la vente Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires 40 117 117 117 118 119 119 110 117 117 117 117 117					
Nb d'organisations de producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage 40 117 Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à miveau relatifs à chacune des TPE-PME obérant dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au pet l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local font de contenu local font la contenu local font la contenu local font la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Nb de laboratoires Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de			40	140	
producteurs et d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à miveau relatifs à chacuene des TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au pet la fraitaistation des la matérialisation des proportunités d'emploi identifiées (Promotion du comienu local) Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local Ou hi diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Activité non réalisée - l'accompagnement de			40	140	d exercer le metter de la niviaison.
d'intermédiaires dont les capacités ont été renforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les produits au marché et en point de vente 40 117 By de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des cacheturs, au packaging, à la promotion commerciale or la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité acerue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de		1			
reinforcées en terme de conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant reinforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plant de mise à niveau relatifs à chacune des TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des comportunités (Promotion du contenu local) Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local ont la compétitivité est refincée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de					
conditionnement et de stockage Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou assitées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou a la vente Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité extres de campagnes de promotion Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30). Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).		capacités ont été			
stockage					
Nb de TPE-PME opérant dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à chacune des TPE-PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des orportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheturs ciblés au travers de campagnes de promotion Out diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Nb de laboratoires Noble alaboratoires Noble ala					
dans les filières agricoles et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à chacune des TPE-PME opérant de matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de			40	117	
et agroalimentaires ayant renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à chacune des TPE-PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Mo d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Have disposition des produits au presente d'insposition des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Un d'anne de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).					
renforcé leur compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à disposition des produits au relatifs à chacune local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Promotion du contenu local promotion Oifficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de					
compétitivité en répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les Plans de mise à dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheturs, au de l'Activité non réalisée - l'accompagnement de miveau relatifs à chacune des TPE-PME pérant des l'Activité non réalisée - l'accompagnement de miveau relatifs à chacune des TPE-PME bénéficiaires de l'Activité non réalisée - l'accompagnement de miveau relatifs à chacune des TPE-PME bénéficiaires de l'Activité non réalisée - l'accompagnement de miveau relatifs à chacune des TPE-PME poérant dans le domaine du contenu local ontenu local ontenu local ontenu local ontenu local ontenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée.					
répondant aux normes de mise à disposition des produits au marché et en point de vente 40 117 Produit 7.2 : Les plans de mise à iniveau relatifs à chacune des TPE-PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité eccrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Nb de avente 40 117 20 20 20 30 Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30). Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).					
mise à disposition des produits au marché et en point de vente Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à chacune des TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Mise à disposition des produits au marché et en point de vente dans le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Mise à disposition des produits aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Mise à disposition des contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Mise à disposition des contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de		=			
Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à contenu local formées ou dassi le domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers d'une contenu local dont la compétitivité est renforcée aux normes de qualité Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée aux normes de qualité Nb de aboratoires Au moins 60 117 20 20 20 20 20 20 20 20 20 2					
Produit 7.2 : Les plans de mise à niveau relatifs à chause de domaine du contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente ou contenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 1 1		*			
plans de mise à niveau relatifs à chacune des TPE-PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Modifie TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 1					
niveau relatifs à chacune des TPE- PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Tun diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Contenu local formées ou assistées aux conditions des acheteurs, au packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 Activité non réalisée - l'accompagnement de		-	20	20	
chacune des TPE- PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Au moins 60 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de	1 -				
PME bénéficiaires de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Tontenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 Activité non réalisée - l'accompagnement de					
de l'Action sont déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Tontenu local) Packaging, à la promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion Travers de campagnes de promotion Tontenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).					
déployés en vue de la matérialisation des opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion The promotion commerciale ou à la vente Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion The promotion du contenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).					
opportunités d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion (Promotion du contenu local) Nb d'acheteurs ciblés au travers de campagnes de promotion (Promotion du contenu local) Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 Difficile a quantifier, mais vaste: diffusion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30). Activité non réalisée - l'accompagnement de					
d'emploi identifiées (Promotion du contenu local) travers de campagnes de promotion travers de campagnes de promotion d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires d'un documentaire de 22 minutes pour promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).	la matérialisation des	ou à la vente			
(Promotion du contenu local) promotion promotion promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires promouvoir la SONAPI et ses produits auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).					
contenu local) Contenu local auprès des ménages guinéens classe moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1	_	1 0			
moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires moyenne, et de toute autre personne/structure/entreprise intéressée. Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).	`	promotion			
Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Activité non réalisée - l'accompagnement de	contenu iocai)				
Un diagnostic des créneaux porteurs est réalisé 1 1 Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Au moins 60 Nb de laboratoires 1 1 Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).			60	+++	•
créneaux porteurs est réalisé 1 1 1		Un diagnostic des			possessino, structuro, entropriso interessoc.
réalisé Nb de TPE-PME opérant dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires 1 Campagne de sensibilisation ayant touché 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30).)			
dans le domaine du contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires 210 participants dans les 6 régions administratives (30/région) et Conakry (30). 210 Activité non réalisée - l'accompagnement de		réalisé	1	1	
contenu local dont la compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Au moins 60 210 Nb de laboratoires Au moins 60 Activité non réalisée - l'accompagnement de					
compétitivité est renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Au moins 60 210 Nb de laboratoires Activité non réalisée - l'accompagnement de					
renforcée au travers d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires Au moins 60 Activité non réalisée - l'accompagnement de					administratives (30/région) et Conakry (30).
d'une conformité accrue aux normes de qualité Au moins 60 210 Nb de laboratoires Activité non réalisée - l'accompagnement de					
aux normes de qualité Au moins 60 210 Nb de laboratoires Activité non réalisée - l'accompagnement de		remorcee an Iravers			
Nb de laboratoires Activité non réalisée - l'accompagnement de					
		d'une conformité accrue	Au moins 60	210	
assistés l'ONCQ dans la mise en place de		d'une conformité accrue aux normes de qualité	Au moins 60	210	Activité non réalisée - l'accompagnement de
0 laboratoires ambulants.		d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires	Au moins 60	210	
Au moins 1		d'une conformité accrue aux normes de qualité Nb de laboratoires			l'ONCQ dans la mise en place de

Produit 7.3: Une filière TIC mieux		7.3: Une filière	20		22	7 formations délivrées en infographie-web design, 1 formation en développement
structurée et renforcée (TIC)	renforcé					d'applications USSD, 1 formation développement applications mobiles Android, 4 formations sur les métiers du
						marketing digital, 5 formations sur le pack Office, 4 formations sur les Techniques de
						réparation de smartphones
	les TIC	eunes formés sur	200		667	
	Nb de je		200		91	
	d'opérat économ					
		tions d'appui,				
	d'institu	ts académiques				
	prenant					
Produits 7.4 : Des		sur les TIC eunes formés sur	150		150	"Ateliers prévus pour août-novembre 2022:
compétences développées et	la prosp		130		130	5 villes, 30 par atelier.
renforcées chez les		ouveaux marchés	5		25	10% des bénéficiaires > 15 marchés (les
jeunes pour identifier des	porteurs	identifiés				porteurs identifiés). Bénéficiaires groupés -
marchés, attirer des	Nh de n	artenariats	3		2	entre 5 et 8 par atelier. Bitik (ecommerce), Orange (TechHub)
investisseurs, nouer	d'affaire		3		_	Brik (ccommerce), Grange (recinrae)
des partenariats d'affaires et promouvoir leurs services	dans le d formées conditio à la pror		30		35	Journées entreprises organisées pour 20 entreprises de la Coalition du Numérique, 5 bénéficiaires au SITIC, dans chaque formation en marketing digital entre 5 et 10 TPE-PME opérant dans les TIC > une
	commer vente	ciale ou à la				dizaine de TPE-PME.
RÉSULTAT 8						
Produit 8.1 : Les capa		Nb de formations	s organisées	A	3	Trois formations sur la finance durable ont
IF et IMF renforcées développement et la 1		pour les IF		u		été organisées en collaboration avec la BCRG
l'échelle de nouveaux				m oi		BERG
produits financiers no				ns		
adaptés aux besoins d	les			2		
bénéficiaires cibles,	OME -4	Nb d'IF équipées		A	31	31 IFIs ont été outillés en logiciels sur l'ESG
notamment les TPE-PME et jeunes entrepreneurs		de gestion et rédurisques	uction de	u m		
jeunes entrepreneurs		nsques		oi		
				ns		
				3	22-1	
		% TPE-PME et j		30	33%	Environ 393 ont soumis des candidatures et
créé pour les TPE-PN		entrepreneurs de ayant obtenu du		%		environ 325 étaient éligibles. 106 ont obtenu la subvention dont 66 au terme d'un
jeunes entrepreneurs		aj ant obtona da				concours.
et encadrés						

Source : ITC

Développement et mise à Développement et offre de disposition de la plateforme Nimba Sélection des Sensibilisation des ieunes formations en face-à-face Etablissement de migrants et potentiels migrants de retour par l'OIM (SADEN, points focaux régionaux et caravane de pertinentes partenariats avec le + formation de formateurs Création de cours en ligne secteur privé promotion) Développement du cadre stratégique et opérationnel du fonds de Les individus sélectionnés sont Formation de coachs les besoins ont été enregistrés sur Nimba subvention identifiés (bilan de et suivent les cours orientés vers la formation compétences) en ligne initiale appropriée Suivi de formations techniques Orientation dans le parcours INTEGRA Suivi de stage Accompagnement des porteurs de projet: Création d'activités génératrices de revenu, planning financier, modèle financier... Accompagnement dans la recherche d'emploi Porteurs de projet recoivent Renforcement des pratiques Renforcement des equipement de base/subvention entrepreneuriales, financières et de marketing compétences techniques et de développement humain du projet ou un crédit Entrée dans le marché du Ouverture/développement d'une travail (emplois) performances de l'activité génératrice de revenus Amélioration du revenu et Amélioration du niveau de vie Légende Hypothèses La campagne de sensibilisation est efficace Les formations suivies sont de qualité Activités pour augmenter la visibilité du programme Intérêt et demande pour des formations techniques Résultats L'offre de formation est inclusive et Impacts accessible à tous Objectif Les individus éligibles candidatent au Les diplômés du parcours cherchent activement un emploi ou à créer une activité programme Les diplômés ont des compétences recherchées Les coaches recoivent une formation pertinente pour assurer leurs missions par les employeurs Les coaches orientent les bénéficiaires Les diplômés parviennent à signaler leurs vers la formation la plus adaptée compétences Les formations ont lieu et les bénéficiaires Assez d'emplois décents dans le secteur assistent aux formations Absence de discrimination envers les profils intégrants le parcours INTEGRA-ITC

Figure 5: Théorie du Changement du parcours INTEGRA

Source: Élaboration du C4ED

5.2. METHODOLOGIE D'EVALUATION

5.2.1. Estimation de l'ITT

C4ED mesure l'effet ITT en calculant simplement les différences observées entre le groupe de traitement et le groupe témoin, en utilisant l'ensemble de l'échantillon et sans inclure les données de références, selon le modèle suivant :

$$y_{it} = \beta T_i + \theta_t + e_{it}$$

où y_{it} représente la valeur de la variable d'intérêt (revenus ou nombre de jours travaillés par exemple) de l'individu i mesuré lors de l'enquête de suivi t (t=1,2,3), T_i est l'indicateur de l'affectation au groupe de traitement (égal à 1 si l'individu i a été assigné au groupe de traitement et 0 sinon), θ_t représentent des effets fixes contrôlant pour les différentes vagues d'enquête de suivi (deux de parcours, une finale). Le paramètre d'intérêt est β , qui mesure l'effet moyen de l'ITT. En pratique, β est estimé via une régression linéaire spécifiée selon l'équation présentée ci-dessus. Les régressions incluront des effets fixes pour les strates de randomisation. Enfin, pour toute régression incluant plusieurs observations par individu (issues des différentes vagues d'enquête), les erreurs types seront ajustées de manière appropriée (« clustering » au niveau individuel).

Ensuite, bien qu'en théorie la randomisation permette de créer des groupes similaires, l'enquête de référence a identifié certaines différences significatives avant l'exposition au traitement parmi les cohortes 1, 2 et 3, qui risquent de biaiser les résultats des estimations du modèle principal. Par conséquent, C4ED utilise un modèle secondaire qui mesurel'effet ITT sur les trois premières cohortes grâce à une analyse de covariance (ANCOVA) de la forme suivante :

$$y_{it} = \beta T_i + \delta y_i^{ER} + \theta_t + e_{it}$$

Où y_i^{ER} est la valeur de la variable d'intérêt en question mesurée lors de l'enquête de référence. Cette approche, bien que mobilisant une partie seulement de l'échantillon principal, permettra l'inclusion de variables de contrôle prenant en compte les différences observées pour la période de référence, réduisant ainsi la variabilité statistique de l'estimateur et améliorant la précision de l'estimation de β .

5.2.2. Difficultés rencontrées

Le tableau ci-dessous présente les défis rencontrés (et potentiels risques) et les stratégies d'atténuation mise en place (ou prévues) jusqu'à ce jour.

Tableau 5 : Défis et stratégies d'atténuation

Domaine	Défis / Risques	Année d'identification	Stratégies d'atténuation	Résultat de la stratégie d'atténuation
	Ralentissements significatifs des enregistrements	2021	Division de l'échantillon en 4 cohortes. Suivi et communication avec ITC sur l'évolution des enregistrements. Communication avec ITC pour adapter la stratégie de communication et d'enregistrement.	Atténué
Mise en œuvre du projet	Difficultés à enregistrer les migrants de retour	2021	Impossibilité de mesurer les effets spécifiques sur les migrants de retour. Exploration des difficultés à enregistrer les migrants de retour avec la composante qualitative	Atténué
	Besoin d'augmenter le nombre d'enregistrements pour parvenir aux objectifs de ITC	2021	Adaptation de la part de candidats sélectionnés. Il est à noter que C4ED ne pouvait pas imposer le nombre d'enregistrements.	Non résolu
Développement des outils	Identification de valeurs aberrantes	2021	Ajout de contrôles de la qualité et communication fréquente avec l'équipe de terrain	Atténué
Collecte de données	Délais importants entre enregistrement et collecte de données de référence pour la cohorte 3	2021	C4ED pose l'hypothèse que la sélection n'a pas altéré la situation d'emploi des bénéficiaires différemment du groupe de contrôle entre les deux collectes de données. Si cette hypothèse peut sembler forte, dans la phase d'analyse, des tests de sensibilité seront effectués en reproduisant les régressions avec et sans les individus de la cohorte 3 ayant connu un long délai entre l'enregistrement et l'enquête.	Atténué
	Attrition dans les enquêtes de suivi	2022	Collecte de données exhaustives sur les coordonnées des répondants. Prise en compte de l'attrition dans les calculs de puissance.	Atténué
	Difficultés à s'entretenir avec certains profils identifiés pour	2022	Report des entretiens à octobre/novembre 2023. Nouvelle formation des chercheurs locaux pour assurer le suivi des	Atténué

	l'enquête qualitative et faiblesse des entretiens qualitatifs mené par SVI		protocoles de collecte de données à suivre selon les standards de C4ED, ajustements des outils, encadrement rapproché de la collecte de données.	
Mesure des effets	Identification des individus ayant effectivement reçu un accompagnement	2023	Exploration des données de suivi de ITC Adaptation du questionnaire de mi-parcours	Non résolu

Source : Élaboration du C4ED

5.2.3. Limites

Toutes les limites de l'étude sont détaillées dans la section 1.4.

5.3. DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON

Dans cette section, C4ED fournit une description de l'échantillon, notamment des caractéristiques socio-démographiques moyennes et des valeurs de référence des indicateurs d'impact d'intérêt, et conduit des tests d'équilibre entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle.

5.3.1. Caractéristiques sociodémographiques

Le Tableau 6, colonne (2) présente les caractéristiques sociodémographiques moyennes de l'échantillon. L'âge moyen est de 25,3 ans et les femmes représentent 28,7% de l'échantillon. Les migrants de retour en représentent moins de 6%, ce qui rend impossible l'identification des impacts du projet parmi ce sous-groupe (voir Section 1.4). La part d'individus vivant en zone urbaine (80,6%) est supérieure à celle observée parmi les jeunes dans la dernière enquête nationale disponible (43,2%) (INS, 2020). Cette différence s'explique probablement par la part importante d'individus provenant de Conakry dans l'échantillon, et la quasi-absence d'observations issues des régions de Mamou et Boké.

La différence la plus flagrante entre l'échantillon et la population générale des jeunes guinéens se trouve dans le niveau d'éducation. En effet, alors que la part des jeunes sans aucun niveau d'éducation formelle oscille autour de 60% au niveau national (INS, 2019, 2020), cette proportion est seulement de 1,9% dans l'échantillon d'étude. Respectivement 4,5%, 9,3% et 19,2% ont une éducation du niveau primaire, collège, et lycée, tandis que la majorité, 65%, a une éducation supérieure. Ce profile s'explique par des campagnes de recrutement concentrées autour des universités et par l'offre de formations relativement avancées, ce qui mène vers une auto-sélection des candidats (seuls les plus éduqués candidatent). En ce qui concerne la distribution ethnique, un tiers de l'échantillon s'identifie comme peul (32,6%), le reste s'identifiant comme malinké (21,9%), guerzé (14,4%), soussou (11,9%) ou appartenant à une autre ethnie (17,9%). Enfin, la part de musulmans dans l'échantillon d'étude (73,4%) est largement supérieure aux autres confessions religieuses, bien que la différence soit moins marquée qu'au niveau national (84% - INS, 2019).

Pour finir, les colonnes (3) et (4) du Tableau 6 divisent les moyennes en valeurs de référence pour les groupes de traitement et de contrôle, et la colonne (5) montre le résultat des tests d'équilibre. Il en résulte que les caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon sont bien équilibrées entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle : Seuls deux des indicateurs testés montrent une différence statistiquement significative entre les deux groupes, dont un seul au seuil de significativité de 5%. Un tel nombre est prévisible étant donné que 17 indicateurs sont testés. De plus, ces différences significatives concernent des catégories peu importantes dans l'échantillon (l'éducation primaire qui représente 4,5% du total et les autres groupes religieux qui en représentent 12,4%).

Tableau 6 : Caractéristiques sociodémographiques

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Observations	Échantillon complet	Traitement	Contrôle	(3)-(4)
Caractéristiques					
Femmes	2 158	0,287	0,291	0,284	0,007
		[0,010]	[0,014]	[0,014]	
Age	2 158	25,256	25,454	25,059	0,395
		[0,090]	[0,131]	[0,124]	
Migrant de retour	2 158	0,054	0,059	0,049	0,010
		[0,005]	[0,007]	[0,007]	
Urbain	2 158	0,806	0,808	0,805	0,003
		[0,009]	[0,012]	[0,012]	
Education					
Niveau inferieur	2 154	0,019	0,018	0,020	-0,003
		[0,003]	[0,004]	[0,004]	
Primaire	2 154	0,045	0,056	0,033	0,023**
		[0,004]	[0,007]	[0,005]	
Collège	2 154	0,093	0,100	0,086	0,014
-		[0,006]	[0,009]	[0,009]	
Lycée	2 154	0,192	0,176	0,208	-0,032
		[0,008]	[0,012]	[0,012]	
Supérieur	2 154	0,651	0,650	0,652	-0,002
•		[0,010]	[0,015]	[0,014]	
Ethnie					
Peul	2 158	0,326	0,341	0,311	0,030
		[0,010]	[0,014]	[0,014]	
Malinké	2 158	0,219	0,207	0,230	-0,023
		[0,009]	[0,012]	[0,013]	,
Soussou	2 158	0,119	0,111	0,128	-0,017
		[0,007]	[0,010]	[0,010]	,
Guerzé	2 158	0,144	0,152	0,136	0,017
		[0,008]	[0,011]	[0,010]	
Autre ethnie	2 158	0,179	0,178	0,180	-0,003
		[0,008]	[0,012]	[0,012]	
Religion					
Musulman	2 158	0,734	0,731	0,736	-0,004
		[0,010]	[0,014]	[0,013]	,
Catholique	2 158	0,143	0,132	0,153	-0,021
	-	[0,008]	[0,010]	[0,011]	,
Autre	2 158	0,124	0,137	0,111	0,026*
	0	[0,007]	[0,010]	[0,010]	-,

Note : Les colonnes (1) et (2) présentent respectivement le nombre d'observations et les moyennes pour l'ensemble de l'échantillon. Les colonnes (3) et (4) présentent les moyennes pour le groupe de traitements et le groupe de contrôle respectivement. Les écarts-types sont présentés entre parenthèses. La colonne (5) présente la différence entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les t-tests (pour déterminer la significativité statistique de cette différence) sont réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates. Niveau de significativité : * $p \le 0,1$; *** $p \le 0,05$; **** $p \le 0,01$. Source : Élaboration de C4ED

5.3.2. Valeurs de référence des indicateurs d'impact d'intérêt

Le Tableau 7, colonne (2) montre les moyennes des valeurs de référence des indicateurs d'impact d'intérêt. Ces valeurs de référence sont obtenues à partir de l'enquête de référence, qui n'est disponible que pour les cohortes 1 à 3.

L'un des objectifs principaux des évaluations d'impacts dans la cadre du portefeuille de projets du FFU est de mesurer les effets sur l'emploi, notamment l'emploi décent. Dans cette perspective, C4ED se concentre ci-dessous sur les dimensions clés de l'emploi. Il est à noter que si le BIT considère qu'un individu est en situation d'emploi si celui-ci a travaillé au moins une heure dans les sept jours précédant la collecte de données ¹², cette mesure est peu restrictive et ne permettrait pas de capturer les effets sur les emplois de long terme. Les données recueillies se concentrent donc sur les caractéristiques des emplois dits « stables », définis comme les emplois d'une durée d'au moins un mois au cours des six derniers mois.

D'abord, les résultats du Tableau 7 montrent que 44,8% des individus de l'échantillon d'étude avaient, au moment de l'enquête de référence, un emploi selon la définition du BIT, un niveau très similaire au niveau national (INS, 2020). Plus de 52% des jeunes enquêtés avaient (ou avaient eu) un emploi stable au cours des 6 derniers mois¹³. Plus d'un individu sur trois avec un emploi stable était auto-entrepreneur, ce qui se traduit en 19% de l'échantillon ayant étant des auto-entrepreneurs 'stables'. Une part égale occupait un emploi salarié stable et des parts marginales occupaient les autres types d'emploi souvent considérés comme plus vulnérables (apprentissage, emploi occasionnel et emploi familial).

Tableau 7 : Valeurs de référence des indicateurs d'impact

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Observations	Échantillon complet	Traitement	Contrôle	(3)-(4)
Occupe un emploi	1548	0,448	0,427	0,469	-0,042*
Occupe un emploi stable	1548	[0,013] 0,525	[0,018] 0,554	[0,018] 0,497	0,057
Auto-entrepreneur	1548	[0,013] 0,189	[0,018] 0,200	[0,018] 0,177	0,023
Emploi salarié	1548	[0,010] 0,192	[0,014] 0,205	[0,014] 0,178	0,027
Apprenti	1548	[0,010] 0,090	[0,015] 0,095	[0,014] 0,085	0,010
Emploi occasionnel	1548	[0,007] 0,037	[0,011] 0,044	[0,010] 0,031	0,013
Emploi familial ou autre	1548	[0,005] 0,056	[0,007] 0,047	[0,006] 0,064	-0,017**
Emploi stable, secteur formel	1548	[0,006] 0,357	[0,008] 0,368	[0,009] 0,347	0,021
Score conditions de travail	565	[0,012] 0,235	[0,017] 0,222	[0,017] 0,249	-0,027

¹² Cette définition est également en ligne avec celle adoptée par la dernière enquête sur l'emploi en Guinée (INS, 2020b).

_

¹³ Si cette définition est plus restrictive car elle comprend les empois de plus d'un mois, l'horizon temporel s'étend sur six mois. La période de référence étant plus longue, le taux d'emploi stable peut être supérieur au taux d'emploi selon le BIT.

		[0,008]	[0,011]	[0,011]	
Maladie ou blessure au travail	1548	0,117	0,131	0,103	0,029
		[0,008]	[0,012]	[0,011]	
Perception employabilité	1548	4,061	4,064	4,058	0,007
		[0,014]	[0,020]	[0,019]	
Revenus mensuels moyens	1548	5,916	6,315	5,522	0,793*
(IHS)		[0,175]	[0,251]	[0,243]	
Revenue horaire sup. au sal.	1548	0,049	0,060	0,039	0,021
min.		[0,005]	[0,009]	[0,007]	
Situation financière difficile	1548	0,354	0,377	0,331	0,046*
		[0,012]	[0,017]	[0,017]	
Optimiste	1548	3,475	3,442	3,507	-0,065*
		[0,016]	[0,024]	[0,022]	
A considéré migration	1548	0,336	0,354	0,318	0,035
		[0,012]	[0,017]	[0,017]	
A fait preparatifs migration	1548	0,048	0,051	0,046	0,005
		[0,005]	[0,008]	[0,008]	
Envisage actuellement migration	1548	0,317	0,330	0,304	0,026
		[0,012]	[0,017]	[0,016]	

Note : Les colonnes (1) et (2) présentent respectivement le nombre d'observations et les moyennes pour l'ensemble de l'échantillon. Les colonnes (3) et (4) présentent les moyennes pour le groupe de traitements et le groupe de contrôle respectivement. Les écarts-types sont présentés entre parenthèses. La colonne (5) présente la différence entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les t-tests (pour déterminer la significativité statistique de cette différence) sont réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates. Niveau de significativité : * $p \le 0.1$; ** $p \le 0.05$; *** $p \le 0.01$. Source : Élaboration de C4ED

En ce qui concerne la décence de l'emploi, C4ED prend en considération si l'emploi est dans le secteur formel et si l'individu a subi des maladies ou blessures au travail, ainsi qu'un score décrivant les conditions de travail. La part des individus avec un emploi stable formel au moment de l'enquête de base (autrement dit, les individus à la tête d'un emploi formel ou avec un contrat d'emploi écrit) était de 36,7%, supérieure à la moyenne nationale (environs 5% - INS, 2020). Ceci s'explique principalement par le fait que certains travailleurs subordonnés travaillaient dans une activité formelle mais n'avaient pas de contrat écrit. Les conditions de travail sont mesurées à travers un score calculé comme la proportion de 14 éléments d'avantages professionnels (tels que les subventions de transport, les heures supplémentaires payées, ou encore les congés maladie) qui s'appliquent au répondant (à partir des enquêtes de mi-parcours, le nombre d'éléments est passé à 16). De manière générale, les conditions de travail demeurent mauvaises, avec un score moyen de 23,5% dans l'enquête de référence.

Pour estimer l'impact sur employabilité, un autre des dimensions clés de l'étude d'impact, l'analyse quantitative a recours au module sur la perception d'employabilité développé par Rothwell et al. (2008). Ainsi, la perception d'employabilité est mesurée à travers une liste de dix affirmations qui sont ensuite utilisées pour calculer un score de perception d'employabilité. ¹⁴ Les répondants avaient une perception assez positive de leur employabilité,

¹⁴ Les dix affirmations, telles que « Les employeurs ciblent spécifiquement les personnes possédant mon parcours/mes formations pour recruter dans mon domaine », ou encore « Je suis généralement confiant(e) quant à ma réussite aux entretiens d'embauche et aux épreuves de sélection » sont chacune évalués par le répondant sur une échelle de Likert allant de 1 (« Non, pas du tout ») à 5 (« Oui, tout à fait »). La moyenne sur l'ensemble des dix affirmations donne le score de perception d'employabilité du répondant.

avec un score moyen de 4, ce qui correspond à la réponse moyenne « Plutôt oui » à chacune des 10 affirmations.

En plus, en ligne avec les objectifs de l'évaluation d'impact, C4ED cherche à mesurer les effets du parcours INTEGRA sur le revenu. Les enquêtes ont permis de collecter des informations sur les revenus issus de l'emploi à travers un questionnaire simplifié étant donné la méthodologie d'évaluation et les contraintes liées aux entretiens téléphoniques (en particulier les contraintes de temps). Il est à noter que cette simplification implique un contrôle limité sur la précision des données. Collecter des informations sur le revenu est en effet un exercice ambitieux, notamment lors d'une enquête téléphonique, dû aux risques de méfiance du répondant et au manque de comptabilité de ces derniers. Les résultats sont donc à considérer comme des approximations. Pour les fins de l'évaluation, le revenu est mesuré de deux manières, de l'un côté par le revenu mensuel moyen des six derniers mois et de l'autre côté par le revenu mensuel annualisé. Ce dernier est disponible seulement à partir des enquêtes de mi-parcours. L'analyse utilise la transformation sinusoïdale hyperbolique inverse des revus, pour tenir compte de la nonnormalité de ce résultat et limiter l'influence des valeurs aberrantes (revenus très élevés) sur l'estimation. En moyenne, un individu obtenait de ses emplois stables 451 220 GNF (approximativement 53,28€15) par mois. Parmi ceux qui disposaient effectivement d'un emploi stable, la moyenne s'élevait à 861 220 GNF, soit approximativement 103€, deux fois le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui s'élève à 440 000 GNF soit 50,4€ approximativement par mois, un niveau supérieur à ceux observés dans l'enquête nationale sur le secteur informel (502 659 GNF - INS, 2020).

Les impacts sur la résilience sont mesurés à travers quatre proxies, notamment la variabilité des revenus, mesurée à travers le score de l'échelle de résilience simplifiée ; le coefficient de variation (basé sur les éléments utilisés pour construire le revenu d'emploi mensuel annualisé décrit ci-dessus); une variable binaire indiquant si le revenu horaire est supérieur au salaire horaire minimum ; une variable binaire indiquant si le répondant décrit sa situation financière comme difficile ou très difficile. Seuls les deux derniers sont disponibles dans l'enquête de référence, les deux premiers ayant été ajoutés à partir des enquêtes de mi-parcours. 5% des répondants avaient un revenu horaire supérieur au salaire minimum et 35% décrivaient leur situation financière comme difficile ou très difficile. Optimisme et intention de migrer sont mesurés à travers plusieurs indicateurs. La première question interroge les répondants sur leur niveau d'optimisme par rapport à leur avenir dans leur communauté et pays. Les réponses révèlent un niveau élevé d'optimisme au moment de l'enquête de base, avec une moyenne de 3,5 sur une échelle allant de 1 à 4 (94% des répondants étaient « d'accord » ou « très d'accord » avec la déclaration d'être optimiste). Ensuite, en ce qui concerne les intentions de migrer, un tiers (33,6%) des répondants déclarait avoir pensé sérieusement à migrer à l'étranger au cours des 12 mois précédents, et 14% d'entre eux (ou 4,8% de l'échantillon global) disaient avoir fait des préparatifs concrets pour cette migration. De même, environ un tiers (31,7%) des répondants indiquait actuellement envisager une migration à l'étranger.

Pour finir, les colonnes (3) et (4) du Tableau 7 divisent les moyennes en valeurs de référence pour les groupes de traitement et de contrôle, et la colonne (5) montre le résultat des tests d'équilibre. On constate qu'une seule différence entre groupes de traitement et de contrôle est significative au seuil de 5% - l'emploi stable familial, une catégorie qui concerne une petite

¹⁵ 1 Euro=8 484,12 GNF à la date du 3 Novembre 2022.

minorité de l'échantillon. Par contre, quatre autres différences sont significatives au seuil de 10%, une part légèrement supérieure à ce qu'on pourrait s'y attendre. On note qu'il s'agit pour la plupart de légères différences en faveur du groupe de contrôle : la probabilité d'occuper un emploi est légèrement plus élevée dans le groupe de contrôle, et les individus dans ce groupe étaient légèrement plus optimistes avec une situation financière subjective légèrement plus favorable. Les revenus mensuels étaient, par contre, plus élevés dans le groupe de traitement. Ces légers déséquilibres au niveau des données de référence des cohortes 1 à 3 confirment la nécessité d'utiliser le modèle secondaire (méthode ANCOVA) pour confirmer les estimations de l'impact du parcours INTEGRA.

5.4. REPONSES DETAILLEES PAR CRITERE DE JUGEMENT

5.4.1. QE0. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ?

Le projet a-t-il formé le nombre prévu de jeunes ? (0.1.GIN2)

Il était initialement prévu de mobiliser les données de suivi collectées par ITC pour mesurer l'atteinte des objectifs en termes de nombre de bénéficiaires formés. Cependant, comme évoqué dans la section 1.4, ces données ne peuvent pas être mobilisé dans le cadre de cette évaluation. Par conséquent, la réponse à cette QE repose sur les documents du projet dont la description de l'action, le rapport final d'évaluation réalisé par IBF International Consulting et les données primaires collectées par C4ED.

Le projet avait pour objectif de former 7 000 jeunes entre octobre 2018 et décembre 2023 (*indicateur 0.1.1*). Selon le rapport final d'évaluation cet objectif serait atteint avec 7 756 bénéficiaires directs.

Ensuite, aux cours des années de collaboration avec C4ED, les échanges avec ITC ont démontré une volonté d'assurer une représentation des femmes et des migrants de retour parmi les bénéficiaires directs. Cependant, il n'y a pas d'indicateur dans le cadre logique permettant de confirmer l'objectif institutionnel du projet. Concernant les femmes, seulement le rapport final d'évaluation mentionne explicitement que « *ITC a tenu dans chaque activité*, à ce que les femmes soient représentées à 30 % » alors l'équipe de coordination évoquait un objectif de 50 % de femmes. Les autres documents insistent sur la volonté d'inclure des femmes mais sans évoquer de chiffres concrets. Selon les données collectées par C4ED, ITC a enregistré 30.6 % de femmes suggérant que le projet a atteint l'objectif de 30 % (*indicateur 0.1.1*). Il est à noter que la représentativité de l'échantillon mobilisé par C4ED ne peut pas être assurée et que les données font référence au nombre d'enregistrements et non la formation ou l'accompagnement des bénéficiaires.

Concernant les migrants de retour, la description de l'action mentionne que « Les migrants de retour devraient constituer au minimum 30 % des bénéficiaires directs de l'action ». Ici aussi, les autres documents du projet restent vagues sur cet aspect. Selon les données collectées par C4ED, ITC a enregistré 5,6 % de migrants de retour suggérant que le projet n'aurait pas atteint l'objectif (indicateur 0.1.2).

Quelles difficultés le projet a-t-il rencontrées pour enregistrer et former les jeunes, les femmes et les migrants de retour ? (0.2.GIN2)

En ce qui concerne les jeunes hommes ciblés par le projet, les PF ont reçu plus de candidatures que de places disponibles. Ces derniers sont très réceptifs à la campagne qui a eu lieu sur l'offre de formation à travers une caravane ambulante, les réseaux sociaux ou encore la radio et recommandent le cursus à leurs amis (indicateur 0.2.1). Cependant, le parcours INTEGRA a rencontré des difficultés pour enregistrer et former des femmes et migrants de retour.

La durée de la formation, et le fait d'être absentes du foyer, sont des raisons qui dissuadent les femmes à s'inscrire, voire qui les poussent à abandonner leur formation. L'analyse des entretiens qualitatifs révèle aussi des défis relatifs à l'inscription et au maintien de migrants de retour dans la formation. Concernant le recrutement de ce groupe cible, les migrants de retour seraient, selon ITC, particulièrement difficiles à sensibiliser durant les campagnes de communication. Les données collectées suggèrent en effet que ce type de profils, particulièrement mobile, aurait davantage tendance à être guidé par des logiques de court terme pour générer des revenus (indicateur 0.2.2). Par conséquent, ils ne sont pas en mesure de suivre des formations aussi longues que celles proposées par ITC. Ensuite, beaucoup de migrants habitent dans des zones reculées et ne peuvent se permettre de prendre en charge le coût du transport jusqu'à leur centre de formation et, selon les données récoltées par C4ED, le projet n'a pas offert de soutien financier pour les déplacements. Enfin, il semblerait qu'en pratique le parcours INTEGRA applique des critères d'admission relatifs au niveau de formation (comme savoir lire et écrire, par exemple), parfois incompatibles avec les profils des migrants de retour (indicateur 0.2.3). Beaucoup ont en effet interrompu leur scolarisation, voire ne sont jamais allés à l'école. Par conséquent, la durée de la formation et le niveau prérequis pour y être intégré sont des barrières à l'inscription des candidats.

Dans le contexte guinéen, le migrant [de retour], c'est quelqu'un qui est pressé, il veut avoir quelque chose rapidement. Si l'accès à l'aide traîne, il ne peut pas rester. Certains sont des pères de familles, d'autres sont des jeunes qui ont de multiples besoins. Donc il faut de la rapidité dans l'assistance des migrants, il faut agir comme dans un contexte d'urgence.

(Représentant de l'OIM, homme, Conakry)

5.4.2. QE1. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il à l'emploi, la création d'emploi et aux compétences ?

Les réponses détaillées présentées dans cette section s'appuient sur les enquêtes quantitatives (deux de de mi-parcours et une finale) ainsi que sur la collecte de données qualitatives. Tous les résultats de l'analyse d'impact quantitative sont présentés sous forme de graphiques ; les tableaux correspondants sont présentés en Annexe 5.5 (spécification principale, simples différences). Annexe 5.6 présente le tableau des résultats de la spécification de contrôle de robustesse (ANCOVA).

Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur l'emploi (décent) des bénéficiaires ? (1.1.GIN2.a)

Effets du parcours INTEGRA sur l'emploi (1.1.1, 1.1.2)

Le parcours INTEGRA a eu un impact de court terme sur l'emploi : six mois après le parcours (au moment de la première enquête de mi-parcours) l'analyse quantitative montre une augmentation de la probabilité d'avoir occupé un emploi au cours des sept jours précédant l'enquête de 5,1pp, par rapport à un taux d'emploi du groupe témoin de 67%. Ceci représente une augmentation du taux d'emploi de 7,6%. Cet effet est entièrement dû aux bénéficiaires masculins, pour qui l'impact est une augmentation de 6,7pp de la probabilité d'avoir occupé un emploi au cours des sept jours précédents, par rapport à un taux d'emploi du groupe témoin pour les hommes de 71%. Ceci représente une augmentation du taux d'emploi des hommes de 9,3%. Aucun impact sur le taux d'emploi n'a été détecté auprès des bénéficiaires féminines après six mois.

Ces effets sur l'emploi des hommes ont, cependant, été de courte durée étant donné qu'ils ne sont plus détectés lors des deux enquêtes suivantes (deuxième enquête de mi-parcours 12 mois et enquête finale 18 mois après la fin théorique de l'accompagnement). Ainsi, l'impact moyen sur 18 mois est de seulement 2,9pp pour les hommes et l'effet global n'est plus détectable (Figure 6). Cette trajectoire d'impacts positifs à court terme qui s'estompent à moyen terme contraste avec les conclusions de la méta-analyse de Card et al. (2018) sur les politiques actives de l'emploi, qui révèle des impacts typiquement quasi-nuls à court terme mais qui deviennent plus positifs deux à trois ans après la fin du projet. Nous discuterons plus en détail des explications de cette divergence ci-dessous, après avoir examiné les types d'emplois créés.

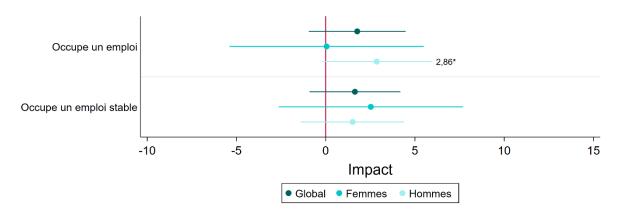


Figure 6 : Impacts clés sur l'emploi (impacts moyens sur 18 mois en pp)

Note: Variables binaires (impacts en points de pourcentage).

Source : Élaboration de C4ED

En ce qui concerne le deuxième indicateur de l'emploi, l'analyse révèle que six mois après la fin de l'accompagnement, l'impact sur l'emploi *stable* (avoir un emploi pendant plus d'un mois) est plus petit et n'est pas statistiquement significatif. Les coefficients estimés pour l'emploi stable diminuent avec le temps, et sont statistiquement non significatifs, globalement ainsi qu'individuellement pour chaque enquête.

En désagrégeant les effets de court terme sur l'emploi, il apparaît que les effets sur le taux d'emploi ne sont pas dus à une chance accrue des bénéficiaires de trouver un emploi salarié, mais plutôt au fait qu'ils deviennent auto-entrepreneurs : la probabilité d'être auto-entrepreneur

est augmenté de 3,8pp dans le groupe de traitement par rapport à une moyenne du groupe témoin de 27,5 %; cela équivaut à une augmentation de 13,8 % de la probabilité d'être auto-entrepreneur. Tout comme la tendance observée dans l'effet du projet sur l'emploi, l'impact de court terme sur l'auto-entrepreneuriat est dû aux hommes, qui connaissent une augmentation de 4,2pp de la probabilité d'être auto-entrepreneur, par rapport à une moyenne du groupe témoin homme de 28 % (soit une augmentation de 15 %).

Conformément aux résultats sur l'emploi, les effets sur l'auto-entrepreneuriat (des hommes) s'atténuent avec le temps. Ainsi, aucun impact moyen sur 18 mois n'est détecté, ni globalement ni pour les hommes (Figure 7).

Ces résultats sur la nature des emplois créés contribuent à expliquer la divergence constatée cidessus entre les impacts sur l'emploi du parcours INTEGRA – positifs à court terme mais s'estompant à moyen terme – et les conclusions de la méta-analyse de Card et al. (2018) selon lesquelles les politiques actives de l'emploi ont tendance à avoir des impacts quasi-nuls à court terme mais plus positifs après deux à trois ans. Les effets positifs du parcours INTEGRA sont portés par une augmentation de l'auto-entrepreneuriat plutôt que du salariat. Or, dans les pays en développement, les taux de survie des petites entreprises sont relativement faibles (Bruhn & Zia, 2013; Calderon et al., 2013; Mano et al., 2012), ce qui pourrait expliquer pourquoi les impacts positifs initiaux ne se maintiennent pas dans la durée.

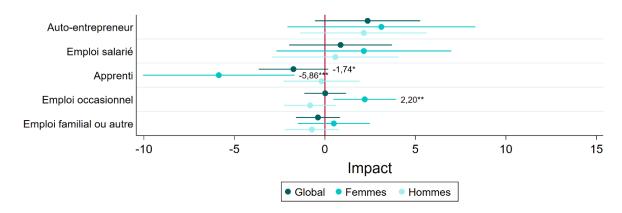


Figure 7 : Impacts clés sur le type d'emploi (impacts moyens sur 18 mois en pp)

Note: Variables binaires (impacts en points de pourcentage).

Source : Élaboration de C4ED

De plus, on note un effet de court terme *négatif* sur la probabilité d'être apprenti (réduction de 2,8pp, soit une réduction de 24 % par rapport au groupe témoin). Contrairement aux effets sur l'emploi en général, cet impact négatif est entièrement imputable aux femmes (réduction de 7,7pp de la probabilité d'être apprenti, soit une réduction de 47 % par rapport au groupe témoin). Cette réduction de l'apprentissage ne se traduit cependant pas par une réduction de l'emploi global des femmes car il est en partie contrebalancé para une augmentation du travail occasionnel : dans le court terme, le parcours INTEGRA a augmenté la probabilité des femmes d'occuper un emploi occasionnel de 2,8pp (une augmentation de 108 % par rapport au groupe témoin, pour qui la part du travail occasionnel n'est que de 2,6 %).

Les effets de court terme sur le type d'emploi des femmes persistent après 12 et 18 mois, de sorte que l'on constate un effet moyen sur 18 mois d'une réduction des femmes en apprentissage de 5,9pp (-34 %) et une augmentation du travail occasionnel de 2,2pp (+100 %).

Pour résumer les résultats quantitatifs, premièrement, le parcours INTEGRA a augmenté la probabilité de court terme que les hommes aient un emploi, grâce à l'augmentation de l'auto-entrepreneuriat. Ces effets ont été de courte durée et aucun impact de moyen terme sur l'emploi (et l'auto-entrepreneuriat) des hommes a été détecté. Ensuite, le parcours INTEGRA n'a pas affecté la probabilité globale d'emploi des femmes, mais a plutôt éloigné certaines femmes de l'apprentissage pour les tourner vers un travail occasionnel. Ces effets sur le type d'emploi des femmes persistent au moyen terme démontrant donc que l'approche n'a pas aidé les femmes à améliorer leur position dans le marché du travail pour trouver de l'emploi salarié plus stable.

L'analyse qualitative confirme qu'à l'issue du parcours INTEGRA, très peu de jeunes ont trouvé un travail salarié. Parmi les participants de l'échantillon qualitatif, seulement deux ont décroché un emploi salarié, qui plus est dans leur domaine de compétences (indicateur 1.1.6). Ce résultat est expliqué par la faible capacité d'absorption du marché du travail des profils formés en recherche d'emploi (indicateur 1.1.7). Rappelons que dans le cadre du parcours INTEGRA, les PF orientent les bénéficiaires vers des formations disponibles et selon l'intérêt de ces derniers (ce qui contraste avec des projets de formation plus conventionnels avec des formations spécifiques dans des secteurs porteurs). Etant donné l'absence de données de suivi sur les formations suivies, C4ED n'a pas pu explorer si l'absence d'impact est liée à l'orientation des bénéficiaires vers certains secteurs saturés, en particulier pour les femmes 16. Toutefois, les données qualitatives révèlent la persistance des défis liés aux inégalités territoriales : elles mettent en évidence un accès à l'emploi salarié plus facile dans les zones urbaines grâce à une concentration d'entreprises plus forte que dans le milieu rural. Ainsi, dans les zones reculées, la plupart des bénéficiaires a tendance à réorienter leur projet professionnel vers l'(auto)-entrepreneuriat, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, et surtout de la transformation des produits agricoles.

Vous savez dans la zone de la capitale [Conakry], il y a beaucoup d'industries. Si vous venez un peu à l'intérieur du pays, dans les régions rurales, les entreprises ne peuvent pas absorber tous les chercheurs d'emploi. (PF, homme)

J'ai accompagné dix ou douze chercheurs d'emploi qui étaient enregistrés comme chercheurs d'emploi, et qui sont devenus de véritables entrepreneurs en agriculture. (PF, femme)

Il y a des personnes, elles vont faire un an, six mois [au chômage]. Après ces six mois, elles vont vous dire, moi je suis resté longtemps sans trouver de l'emploi, donc je préfère me créer une activité génératrice de revenus qui va me permettre de m'auto-employer. (PF, femme)

De plus, il semblerait que l'approche basée sur la création d'entreprises par les bénéficiaires enrôlés par le projet, censée faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires ultérieurs, n'ait pas eu le succès attendu. Les différents acteurs rencontrés lors de l'enquête qualitative n'ont pas pu donner d'informations sur la mise en œuvre de cette mesure, ni n'ont pu fournir une liste

¹⁶ Notez que c'est un résultat que C4ED retrouve dans d'autres études notamment en Ouganda (deuxième composante du projet RISE) et en Gambie (Projet Tekki Fii mis en œuvre par GIZ) : les femmes ont tendance à être formées dans des métiers plutôt traditionnels et dans lesquelles la concurrence est plus forte. Les hommes, eux, ont tendance à se former dans les secteurs dits plus "modernes" leur permettant d'intégrer le marché de l'emploi plus facilement.

exhaustive de ces primo-entreprises. Au niveau des bénéficiaires, aucun n'était en poste dans une primo-entreprise au moment de la collecte de données de 2022.

Quant aux jeunes identifiés comme « porteurs de projet », des difficultés ont été identifiées pour obtenir un financement auprès des banques, une subvention ou de l'équipement de base afin de lancer et/ou développer leurs activités. Cette barrière au lancement ou développement de leur activité ne les empêche pourtant pas de persister dans leur projet d'entrepreneuriat. Force est de constater que l'(auto) entrepreneuriat est la voie préférée des jeunes en formation (même de ceux initialement inscrits comme chercheurs d'emploi) et devient par conséquent la mesure de formation phare du parcours INTEGRA.

Effet du parcours INTEGRA sur la décence de l'emploi (1.1.3, 1.1.4, 1.1.5)

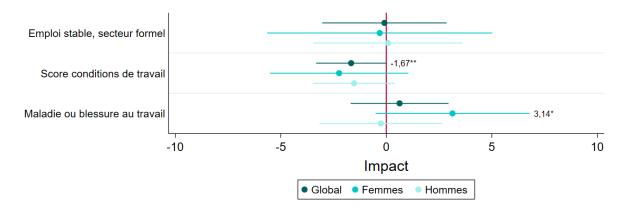
Le travail décent et la croissance économique sont une priorité du Programme de développement durable pour 2030 des Nations Unies. L'objectif 8 du Programme 2030 prévoit en effet l'accès à un travail décent pour tous les hommes et les femmes, ainsi que la protection des droits (sociaux). La décence de l'emploi fait référence à « l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour tous, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes » (Organisation Internationale du travail (OIT), 2023).

Concernant la décence et qualité de l'emploi, l'analyse d'impact quantitative n'a trouvé aucun effet du projet (ni de court terme ni de moyen terme sur 18 mois) sur la probabilité d'avoir un emploi dans le secteur formel. Ce résultat s'inscrit dans la continuité des résultats ci-dessus sur l'emploi (*indicateurs* 1.1.1 et 1.1.2) qui ont montré que le parcours n'a généré que des effets de court terme, principalement à travers l'auto-entrepreneuriat – qui a généralement lieu dans le secteur informel – et sans réussir à créer des opportunités d'emploi stables et durables.

Il aurait même eu des effets *négatifs* sur les conditions de travail. Premièrement, l'effet moyen sur 18 mois sur le score des conditions de travail est de -9 %. Cet effet moyen est dû à une diminution du score constatée lors de l'enquête finale et il n'y a pas d'effet différentiel selon le genre. Pour interpréter ce résultat, notons que le score est calculé comme la proportion de 16 éléments d'avantages professionnels (tels que les subventions de transport, les heures supplémentaires payées, ou encore les congés maladie) qui s'appliquent au répondant.

Deuxièmement, et uniquement à court terme, les données indiquent une augmentation de la probabilité de signaler une blessure ou une maladie liée au travail : à six mois (première enquête de mi-parcours) les bénéficiaires du parcours INTEGRA sont 3,2pp plus susceptibles de déclarer une blessure ou une maladie (Figure 8), soit une augmentation de 18,4 % par rapport à la probabilité de blessure/maladie du groupe témoin (17,4 %). Il n'y a pas d'effet différentiel selon le genre pour ce résultat et il n'est plus présent ni à 12 mois, ni à 18 mois ni en moyenne sur 18 mois. Cet impact de court terme reflète les impacts de court terme observés sur l'emploi (voir ci-dessus) : l'augmentation de la probabilité d'avoir un emploi pour les hommes, et le changement dans les tendances d'emploi pour les femmes, est accompagné d'une augmentation proportionnelle du risque de blessures ou de maladies liées au travail.

Figure 8 : Impacts clés sur la qualité d'emploi (impacts moyens sur 18 mois en pp)



Note: Variables binaires (impacts en points de pourcentage).

Source : Élaboration de C4ED

L'analyse des données qualitatives met en avant une volonté de la part des bénéficiaires de trouver un travail décent, souvent défini par la majorité d'entre eux comme un emploi dans un bureau, et surtout dans une entreprise estimée par leur entourage et leurs familles. Grâce à l'accompagnement reçu dans le développement de leur projet professionnel, les bénéficiaires développent des connaissances au sujet du droit du travail guinéen et surtout du droit au travail décent. Au cours des entretiens qualitatifs conduits, nombre d'entre eux ont fait état d'une prise de conscience des avantages liés à la présence d'un contrat de travail écrit, à la réglementation du temps de travail, et à la mise en place de dispositifs sécuritaires et sanitaires en fonction du poste occupé. Dans leur recherche d'emploi, beaucoup mettent par conséquent l'accent sur l'obtention d'un travail aux conditions décentes.

Si tu travailles avec quelqu'un sans avoir signé de contrat, tu peux partir du jour au lendemain alors que s'il y'a un contrat entre vous, il faut suivre la procédure. (Bénéficiaire en cours de formation, porteur de projet débutant, homme, Labé)

Je cherchais à apprendre comment valoriser mes compétences, comment travailler avec ce que j'ai déjà appris pour avoir un travail décent.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, homme, Labé)

En pratique, l'emploi occupé par les bénéficiaires à la suite de leur formation est souvent le résultat d'une réalité économique qui les force à dévier de leur projet professionnel établi en début de formation (*indicateur 1.1.7*). De tous les bénéficiaires chercheurs d'emploi de l'échantillon qualitatif, seulement deux ont un contrat à durée déterminée (CDD), quatre sont en stage, et les autres sont à la recherche d'un emploi ou en reconversion vers l'auto-entrepreneuriat. Les conditions de travail telles que décrites par les bénéficiaires salariés ou stagiaires comprennent la présence d'un contrat de travail, le respect des heures de travail réglementaires, un salaire subjectivement satisfaisant, et la garantie de sécurité sur le lieu de travail. Ces expériences suggèrent que la participation au parcours INTEGRA peut effectivement encourager l'accès à l'emploi décent, mais seulement lorsque ses bénéficiaires trouvent un emploi auprès des entreprises partenaires (*indicateur 1.1.8*). En revanche, étant donné le faible nombre de participants ayant trouvé un emploi salarié, des efforts sont à fournir pour dynamiser la collaboration avec le secteur privé et public. Ceci permettrait *in fine* au

parcours de proposer des opportunités décentes à tous les chercheurs d'emploi, qui ont, pour la plupart d'entre eux, tendance à se tourner vers l'entrepreneuriat en désespoir de cause.

Jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé de boulot. Je suis obligé de faire taxi moto pour joindre les deux bouts.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi reconverti en porteur de projet, homme, Conakry)

Quant aux porteurs de projet formés dans le parcours INTEGRA, ils expliquent avoir suivi des modules leur permettant de formaliser leur entreprise et de dynamiser et pérenniser leur activité, notamment en innovation du packaging à l'aide de l'infographie pour mieux présenter leurs produits, en marketing pour valoriser leur marchandise, ou encore en gestion financière à l'aide du logiciel Excel (*indicateur 1.1.8*). Pour ceux employant eux-mêmes de la main d'œuvre, il est important de noter qu'ils attachent de l'importance à la création d'emplois décents, plus particulièrement en proposant des contrats écrits.

Je travaille avec des contractuels, c'est par contrat. Quand j'ai un travail à faire, ils viennent, ils travaillent. Et après le travail, ils sont payés.

(Ancien bénéficiaire, porteur de projet débutant, femme, Conakry)

L'emploi des bénéficiaires est-il lié aux compétences acquises pendant le projet ? (1.1.GIN2.b)

Le parcours INTEGRA avait pour objectif d'apporter aux jeunes inscrits, chercheurs d'emploi ou porteurs de projets, les compétences nécessaires pour réaliser leur projet professionnel. Des formations différentes étaient proposées sur la base d'une étude des dossiers de candidature (bilan de compétences ou diagnostic), en fonction des aspirations des bénéficiaires en termes d'emploi. D'abord, le parcours INTEGRA proposait aux porteurs de projets (débutants et confirmés) une formation en gestion financière et en formalisation de leur entreprise notamment sur le montage de dossiers de crédit et l'élaboration de *business plans*, prérequis pour les demandes de financement. Par ailleurs, les porteurs de projet étaient formés dans les domaines de leur choix (par exemple, en agriculture, transformation agroalimentaire, infographie, pâtisserie...) pour acquérir les compétences techniques nécessaires à la réussite de leur activité. L'analyse des données qualitatives révèle que, pour certains, ces formations techniques, combinées aux modules de gestion, leur ont permis de lancer et/ou ajouter de la valeur à leurs activités existantes, et *in fine* de générer des revenus (*indicateur 1.1.9*):

Je suis content parce que à travers l'infographie et malgré l'absence d'accompagnement financier, actuellement, je travaille pour les gens et pour moimême. J'aime, parce que cela me rapporte de l'argent.

(Migrant en cours de formation, homme, Kindia)

Quant aux chercheurs d'emploi, le parcours INTEGRA leur a enseigné les compétences nécessaires pour mieux se faire valoir sur le marché du travail, telles que la préparation d'un Curriculum Vitae (CV), d'une lettre de motivation et les techniques d'entretien d'embauche :

Au cours de la formation, j'ai appris comment cibler les structures, les organisations locales, comment les rencontrer pour leur vendre mes compétences pour les convaincre. Ces compétences sont comment rédiger un CV, une lettre de motivation c'est un peu cela en résumé, les compétences que j'ai capitalisées.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, homme, Labé)

Chercheurs d'emploi et employeurs ont salué particulièrement l'ambition du projet de mettre en relation l'offre et la demande, notamment via la possibilité pour les participants d'effectuer un stage auprès des entreprises partenaires et éventuellement d'y décrocher un emploi. Il est important de rappeler l'importance du stage dans la TdC du parcours, qui joue un rôle de levier vers l'emploi. INTEGRA se charge de la rémunération des bénéficiaires pendant leur apprentissage, de manière à venir en aide aux entreprises ne pouvant se permettre cette dépense. Ainsi, le stage constitue la mesure phare de la formation, encourageant à la fois la professionnalisation et l'alignement des compétences des jeunes formés avec l'emploi exercé après la formation.

En pratique, bénéficiaires et employeurs partenaires identifient une absence d'alignement entre les compétences acquises pendant le parcours INTEGRA et les besoins du marché de l'emploi (indicateur 1.1.10). A cet effet, ITC collabore avec des coopératives et des ONGs dans la région de Labé, afin de faciliter la transition des bénéficiaires vers un emploi salarié en adéquation avec leurs profils. Les chefs d'entreprises partenaires accueillant des stagiaires ont relevé une inadéquation des profils et un manque de compétence techniques des bénéficiaires pendant les stages. L'analyse des données qualitatives collectées met en effet en exergue l'orientation des candidats à la recherche d'un emploi exclusivement vers des formations en techniques de recherche.

Ce décalage entre les profils des bénéficiaires et les attentes des employeurs peut certes desservir les bénéficiaires dans leur recherche d'emploi, mais aussi parfois se rééquilibrer pendant le stage (*indicateur 1.1.10*). Certains employeurs souhaitent en effet garder leurs stagiaires une fois formés. La plupart des entreprises signale en revanche des difficultés pour pérenniser la relation salariale, les structures accueillantes n'étant pas capables de maintenir l'indemnité de stage ou encore de garantir un salaire sur le long terme. Beaucoup de bénéficiaires se retrouvent ainsi au chômage, restent dans leur entreprise en travaillant comme bénévoles ou se tournent vers l'auto-entrepreneuriat :

Si l'entreprise a un besoin mais que ses ressources sont limitées, elle ne peut pas recruter. Donc ces jeunes se retrouvent encore sur le marché de l'emploi. (PF, femme)

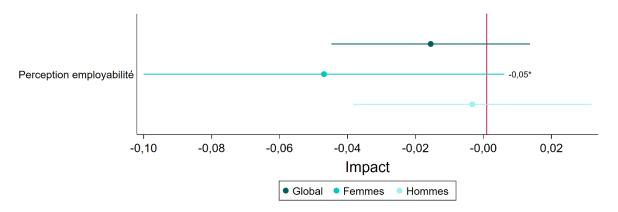
Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur l'employabilité des bénéficiaires ? (1.1.GIN2c)

Dans cette évaluation, le terme d'employabilité fait référence « aux compétences et aux qualifications transférables qui renforcent la capacité d'un individu à tirer parti des possibilités d'éducation et de formation qui se présentent pour trouver un travail décent et le garder » (OIT, 2006).

Pour estimer l'impact sur employabilité, l'analyse quantitative a recours au module sur la perception d'employabilité développé par Rothwell et al. (2008). Ainsi, la perception d'employabilité est mesurée à travers une liste de dix affirmations qui sont en suite utilisées

pour calculer un score de perception d'employabilité. ¹⁷ L'analyse ne révèle aucun impact sur le score d'employabilité dans son ensemble et même un léger impact négatif significatif pour les femmes à court terme (en moyenne sur 18 mois) –0,06 points (–0,05 points) sur l'échelle, ou –1,6 % (–1,3 %) par rapport aux femmes du groupe de contrôle (Figure 9 – *indicateur* 1.1.11).

Figure 9 : Impacts clés sur l'employabilité (impacts moyens sur 18 mois en pp)



Note : Score de la perception de l'employabilité.

Source: Élaboration de C4ED

L'analyse désagrégée des dix affirmations qui composent ce score montre que l'effet négatif sur la perception de l'employabilité pour les femmes est surtout dû à une évaluation plus négative de la possibilité de « facilement trouver des opportunités dans le domaine choisi » et de la disponibilité de postes vacants dans la zone géographique souhaitée (Figure 10).

Ces résultats suggèrent que le parcours INTEGRA a réussi à encourager les femmes à rechercher des opportunités d'emploi, tentatives potentiellement contrecarrées par la demande plus limitée de femmes sur le marché du travail. Faisant échos aux résultats sur l'emploi, les femmes tendent à occuper des emplois dans des secteurs plus saturés. Aussi, dans les cas où les femmes concurrencent les hommes, celles-ci peuvent se percevoir désavantagées étant donné leurs obligations contraignantes au sein du ménage. Enfin, celles-ci prennent conscience de leur plus faible niveau d'étude par rapport à celui de leurs concurrents masculins et de leur manque de compétitivité, comme le souligne l'analyse des données qualitatives ci-dessous. Le parcours INTEGRA n'a donc aucun effet sur l'emploi des femmes et des effets négatifs sur la perception d'employabilité, dus à une évaluation plus négative des opportunités dans le marché du travail.

_

¹⁷ Les dix affirmations, telles que « Les employeurs ciblent spécifiquement les personnes possédant mon parcours/mes formations pour recruter dans mon domaine », ou encore « Je suis généralement confiant(e) quant à ma réussite aux entretiens d'embauche et aux épreuves de sélection » (voir Figure 10) pour la liste complète) sont chacune évaluées par le répondant sur une échelle de Likert allant de 1 (« Non, pas du tout ») à 5 (« Oui, tout à fait »). La moyenne sur l'ensemble des dix affirmations donne le score de perception d'employabilité du répondant.

Figure 10 : Impacts sur les dimensions de la perception d'employabilité pour les femmes



Source : Élaboration de C4ED

En ce qui concerne l'analyse qualitative, l'avis de la plupart des intervenants, formateurs, bénéficiaires, et entrepreneurs ayant recruté des bénéficiaires, indique que le parcours a des effets positifs sur l'employabilité des jeunes bénéficiaires. En général, les bénéficiaires rencontrés durant cette étude se sentent en effet beaucoup plus confiants dans leur recherche d'emploi depuis qu'ils ont suivi le parcours INTEGRA (*indicateur 1.1.12*). Non seulement ils expliquent désormais maîtriser les techniques relatives au processus de candidature, mais ils décrivent aussi leurs profils comme étant plus attractifs pour les employeurs, en particulier grâce à la certification de la formation et à la convention de stage. En outre, par le biais du partenariat entre INTEGRA et des entreprises, certains bénéficiaires, habitués à déposer des dossiers de candidature sans suite avant leur formation, décrivent se voir proposer un stage ou un emploi (résultat toutefois à relativiser étant donné le faible taux d'emploi salarié dans l'échantillon qualitatif - *indicateurs 1.1.13 et 1.1.14*). Enfin, des défis liés à la persistance des inégalités d'accès à l'éducation et au manque de compétitivité des bénéficiaires féminines ont été identifiés, entravant l'accès à l'emploi de femmes dans des secteurs majoritairement occupés par des hommes mais également à des postes à responsabilités.

Je me réjouis actuellement de mon profil parce que lorsque j'ai postulé pour l'entretien, je me suis exprimé comme on me l'a appris.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, homme, Conakry)

[Avant], j'étais enseignant, je gagnais mon salaire, mais je voulais arrêter. [...]. Maintenant, on peut me dire « en dehors de vos diplômes [de professeur], quelle autre formation avez-vous suivie ?». Je peux dire « oui j'ai telle compétence, j'ai telle attestation de formation, attestation de stage ». Vraiment, ce sont des éléments qui m'aident [pour ma recherche d'emploi] en ce moment.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, homme, Conakry)

Les femmes sont confrontées au manque d'éducation, d'information et à l'esprit d'infériorité.

(Ancien bénéficiaire, entrepreneure, femme, Conakry)

Quels sont les défis auxquels les bénéficiaires sont confrontés dans leur recherche d'emploi ? (1.3.GIN2)

En dépit d'une augmentation de leur employabilité, les bénéficiaires à la recherche d'un emploi se heurtent à deux types de difficultés. La première est d'ordre structurel et est intrinsèquement liée à la faible capacité d'absorption de tous les jeunes Guinéens sur le marché de l'emploi. De plus, la qualité des expériences varie en fonction de la territorialité, avec plus de chances de décrocher un entretien dans les zones urbaines à forte présence industrielle (*indicateur 1.3.1*).

La difficulté [de trouver du travail] n'est pas à mon niveau, mais c'est plus une question d'accessibilité à l'emploi au niveau des entreprises.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, Conakry)

La deuxième difficulté se situe dans la qualité de la transition vers l'emploi, une fois un stage trouvé. Les retours d'expérience des jeunes bénéficiaires et des employeurs mettent en exergue la nécessité de renforcer ou de développer le profil technique des jeunes chercheurs d'emploi, de manière à augmenter leurs chances d'embauche à l'issue d'un stage ou d'un entretien. Aussi, plus de cohérence entre les profils des bénéficiaires et les offres de stages disponibles permettrait aux jeunes de gagner en crédibilité en tant que stagiaires et d'augmenter leurs chances d'être gardés dans l'entreprise. Certains jeunes sont en effet aiguillés vers des coopératives dans des secteurs loin de leurs domaines de compétences. Ce manque d'adéquation entre les profils des bénéficiaires et les opportunités d'emploi qui leur sont proposées entrave leurs chances d'être gardés dans les entreprises. En effet, ce décalage semble affecter la performance des jeunes stagiaires, à la grande déception de certains employeurs (indicateur 1.3.2).

Avant de travailler avec INTEGRA, je m'attendais à quelque chose. En fait, à trouver un personnel pas forcément très qualifié mais qui au moins répond au minimum. (Entrepreneur ayant recruté un bénéficiaire, homme, Labé)

J'avais un besoin de quatre personnes. J'ai épluché toute la liste INTEGRA, je me suis retrouvé avec deux personnes. Donc, j'étais obligé de prendre en externe deux autres personnes. Ils sont tous au même niveau.

(Entrepreneur ayant recruté un bénéficiaire, homme, Labé)

Ce qu'ils demandent c'est le b.a.-ba c'est-à-dire que tu sais faire les rapports, tu sais organiser un travail, ainsi de suite...Ils [les stagiaires] me disent qu'ils n'ont pas fait tout ça. Là je ne sais pas quel genre de formation on leur donne, mais il faudrait des formations adaptées aux secteurs où ils [INTEGRA] veulent les [jeunes chercheurs d'emploi] placer. Mais si on te forme sur des techniques de faire du savon et après on t'envoie sur un poste d'agent commercial, ça ne peut pas aller. Donc je crois qu'ils doivent revoir ça.

(Entrepreneur ayant recruté un bénéficiaire, homme, Labé)

Les différents cadres d'accompagnement (Nimba, coaching, approche intégrée) répondent-ils aux besoins des bénéficiaires ? (1.5.GIN2.a)

Les divers soutiens offerts pour accompagner les jeunes du parcours INTEGRA dans leur quête d'emploi ou la création d'une entreprise sont globalement appréciés par ces derniers. Beaucoup ont exprimé le besoin initial de gagner en expérience pratique (chercheurs d'emploi) et de développer des connaissances relatives à la création et financement d'entreprises (porteurs de projet), se reconnaissant un profil relativement junior sur le marché du travail. De la mobilisation d'équipements pour les porteurs de projet (par exemple, kits de livraison, suivi financier sur Excel), de l'offre de stage pour les chercheurs d'emploi jusqu'aux séances de coaching conduites par les PF, le format est perçu positivement par les bénéficiaires qui estiment que le parcours INTEGRA constitue un atout pour le développement de leur projet professionnel (*indicateur 1.5.1*).

Je n'avais pas beaucoup d'expérience. C'est pendant la formation que j'ai côtoyé des gens qui avaient beaucoup plus d'expérience que moi car ils ont créé leur propre entreprise. Ils m'ont expliqué beaucoup de choses avant de finir la formation, j'ai beaucoup appris avec eux.

(Bénéficiaire en formation, porteur de projet débutant, femme, Conakry)

Pendant la formation, on nous a orientés sur une chose que je ne savais pas faire, par exemple, comment avoir une idée et la concrétiser.

(Ancien bénéficiaire, porteur de projet, homme, Labé)

La formation que j'ai suivie m'a équipé, surtout la première formation en infographie. Ils nous ont donné tout le matériel qu'il nous faut pour pouvoir créer notre propre business. Ils nous ont équipés [...] surtout en matière de document.

(Ancien bénéficiaire porteur de projet, homme, Conakry)

L'accompagnement matériel a permis à bon nombre de porteurs de projets de lancer leur affaire ou d'améliorer leurs équipements. En comparaison avec des projets similaires mis en place par d'autres organisations internationales dans le pays, le suivi des coaches/PF après la formation est considéré comme particulièrement crucial pour la réussite des jeunes participants. Ceux qui en ont bénéficié rapportent avoir non seulement pu surmonter les difficultés psychologiques liées à la recherche d'emploi, mais également avoir été orientés vers des opportunités professionnelles grâce à la présence des PF. Des PF ont en effet aiguillé des anciens bénéficiaires vers des plateformes de recherche d'emploi et les ont mis en relation avec des entreprises partenaires du projet (*indicateur 1.5.2*). Il est important de noter ici que le suivi postformation semble dépendre du PF, certains bénéficiaires n'en ayant pas bénéficié. En effet, le suivi post formation n'était pas systématique. Il dépendait notamment de la proactivité du

bénéficiaire, ses besoins et de la capacité du PF à le suivre étant donné la taille parfois très importante des portefeuilles de bénéficiaires à leur charge.

Et puis la patience, d'autres qualités qui me causaient des difficultés. Mais comme à chaque fois je revenais au point focal lui demander des conseils. J'ai pu les surmonter. (Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, homme, Conakry)

Quelle est la qualité de préparation et d'adaptation des coachs/points focaux dans leur mission d'accompagnement ? (1.5.GIN2.b)

Les PF actuels ont été initialement recrutés en tant que coachs formateurs en entrepreneuriat après avoir suivi des formations en entrepreneuriat et gestion financière. Par la suite, ils ont bénéficié d'une orientation élargie vers les rôles de point focaux dans leurs régions respectives. Lors des discussions de groupe, les PF ont décrit avoir été soutenus par les experts en formation d'INTEGRA, et ont salué l'utilité et la pertinence des conseils et orientations qu'ils ont reçus. Leur rôle et les tâches qui leur incombaient étaient précisés dans un cahier des charges, ce qui selon les PF, a facilité leur préparation à leurs nouvelles fonctions (*indicateurs 1.5.3 et 1.5.4*). De manière générale, aucun PF ne s'est senti déstabilisé face à la charge de travail inhérente à ses fonctions.

Ils nous ont envoyé un formulaire à remplir avec des questionnaires. Donc, j'ai rempli tout ça, on m'a appelé. Quelques jours après, on a suivi des formations avec le Consultant Lead qui est à Genève. On a suivi plusieurs formations en entrepreneuriat, en éducation financière et pas mal de formations. (PF, homme)

On était conscient qu'on devait être érigé en point focal. Parce que le document de stratégie qu'ITC nous avait mis à disposition parlait exactement de cette réforme-là, qui allait permettre aux consultants formateurs d'être des points focaux. Mentalement, on était préparé à toute la charge liée à cette fonction de point focal en plus des activités d'accompagnement des bénéficiaires. (PF, homme)

5.4.3. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA contribue-il au niveau de vie et à la résilience des bénéficiaires ?

Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur le niveau de revenus des bénéficiaires ? (2.1.GIN2.a)

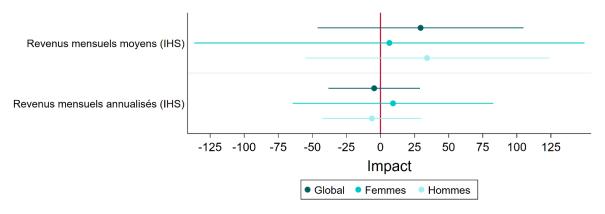
L'analyse quantitative révèle que le parcours INTEGRA n'a eu aucun impact significatif sur les revenus des bénéficiaires, ni à court terme ni en moyenne sur 18 mois. Notamment aucun impact n'est détecté sur les revenus des hommes à six mois, malgré l'effet positif à court terme sur l'emploi. Cette absence d'effet est observée tant sur le revenu mensuel moyen des six derniers mois que sur le revenu mensuel annualisé.

Le revenu mensuel annualisé est calculé comme une moyenne après avoir obtenu le « revenu mensuel normal », le « pire revenu mensuel » et le « meilleur revenu mensuel » ainsi que le nombre de mois dans une année pendant lesquels chacun des trois scénarios a été vécu. Les deux mesures du revenu sont des transformations sinusoïdales hyperboliques inverses, pour tenir compte de la non-normalité de ce résultat et limiter l'influence des valeurs aberrantes

(revenus très élevés) sur l'estimation. Les contraintes liées aux entretiens téléphoniques (en particulier les contraintes de temps), et la nécessité d'adopter un questionnaire simplifié qui en résulte, impliquent une précision des données limitée. Ces contraintes sont particulièrement fortes pour la mesure des revenus, qui sont en outre par nature variables et mesurés de manière bruyante compte tenu de la situation économique des répondants. Par exemple l'estimation ponctuelle des effets à six mois pour les hommes n'est pas statistiquement significative malgré des estimations ponctuelles positives.

Aucun effet moyen sur les revenus sur 18 mois est détecté (malgré le gain de puissance statistique dû à l'analyse conjointe des trois vagues d'enquêtes - Figure 11), ce qui n'est pas surprenant vu que les effets sur l'emploi (des hommes) eux-mêmes ne persistent pas au-delà du court terme (*indicateurs* 2.1.1 et 2.1.2).

Figure 11 : Impacts clés sur le niveau de revenus (impacts moyens sur 18 mois en pp)



Revenus transformés (transformations sinusoïdales hyperboliques inverses).

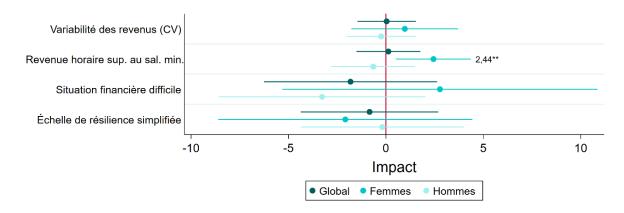
Source : Élaboration de C4ED

Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur la résilience des bénéficiaires ? (2.1.GIN2.b)

Les résultats de l'analyse des données quantitatives ne montrent pas d'impacts globaux significatifs sur la résilience, quelle que soit la mesure de résilience utilisée, à savoir : la variabilité des revenus mesurée à travers le coefficient de variation (basé sur les éléments utilisés pour construire le revenu d'emploi mensuel annualisé décrit ci-dessus – *indicateur* 2.1.3) ; une variable binaire indiquant si le revenu horaire est supérieur au salaire horaire minimum (*indicateur* 2.1.4) ; une variable binaire indiquant si le répondant décrit sa situation financière comme difficile ou très difficile (*indicateur* 2.1.5) ; et, enfin, le score de l'échelle de résilience simplifiée (*indicateur* 2.1.6 - voir la matrice d'évaluation dans l'Annexe 5.7.)

On retrouve cependant un effet positif pour les femmes sur l'une des mesures de résilience, notamment le revenu horaire supérieur au salaire horaire minimum. Grâce au parcours INTEGRA les femmes ont vu leur probabilité de gagner un revenu horaire supérieur au salaire horaire minimum augmenter de +2,4pp (Figure 12); le parcours aurait donc contribué à doubler le taux passant de 2,3 % à 4,7 %. L'impact persiste dans le court et moyen terme (6 et 12 mois). Il est à noter que la structure temporelle de cet impact reflète celle de l'impact sur le type d'emploi des femmes observée (le passage de l'apprentissage au travail occasionnel, voir cidessus). Ce passage pourrait expliquer l'effet sur la probabilité de gagner un revenu horaire supérieur au minimum, car les apprentissages sont généralement non- ou faiblement rémunérés.

Figure 12 : Impacts clés sur la résilience (impacts moyens sur 18 mois en pp)



Coefficient de variabilité des revenus; deux variables binaires (impacts en points de pourcentage); score de l'échelle de resilience simplifiée.

Source : Élaboration de C4ED

5.4.4. QE3. Quel est le rapport coût-efficacité du parcours INTEGRA

Le projet a-t-il mis en œuvre de pratiques efficientes ? (3.1.GIN2)

Pour évaluer l'efficience du parcours INTEGRA, C4ED avait initialement prévu d'utiliser des données financières, des résultats et les impacts estimés pour informer sur les coûts moyens engagés pour former un individu et le coût pour augmenter le taux d'emploi de 10 %, conformément aux directives de JPAL (Dhaliwal et al., 2013). Cependant, les rapports financiers du parcours INTEGRA soumis au FFU n'étaient pas alignés avec les besoins de la méthodologie d'évaluation convenue (il n'était pas possible d'isoler les coûts spécifiques des activités évaluées). Par conséquent, C4ED a mobilisé le rapport d'évaluation partagé par ITC ainsi que des données primaires qualitatives et quantitatives pour évaluer les éléments d'efficience économique, opérationnelle, de ponctualité et des liens avec d'autres critères du CAD (OCDE, 2010). Il est important de mentionner que les déclarations suivantes ne peuvent pas fournir d'informations sur le compromis entre les ressources allouées aux différentes activités et la mesure dans laquelle elles ont permis de minimiser les coûts ou de maximiser les impacts.

Efficacité Économique

C4ED a d'abord évalué la conversion des intrants en résultats. Cela inclut également la mesure dans laquelle des choix appropriés ont été faits et des compromis ont été abordés lors de la phase de conception et pendant la mise en œuvre.

Les projets d'EFTP ont souvent recours à des études de marché pour identifier les besoins du marché du travail et les secteurs économiques porteurs (les secteurs dans lesquels les bénéficiaires auraient plus de chances de trouver un emploi). En ce sens, la description de l'action du projet présente une liste étendue des contraintes et opportunités dans le marché du travail dans son ensemble mais également dans les secteurs clés dans lesquels intervient ITC. Le document présente également comment les activités cherchent à capitaliser sur des interventions antérieures (*indicateur 3.1.1*). Depuis cette perspective, le design des activités

proposées témoigne d'efforts pour offrir des soutiens pertinents pour les bénéficiaires. Toutefois, les sources mobilisées pour lister les opportunités et contraintes ne sont pas fournies soulevant la question de la rigueur des recherches réalisées pour parvenir aux constats.

A la différence des projets d'EFTP conventionnel proposant un projet standard pour chaque secteur de formation, le parcours INTEGRA propose une approche individualisée. Pour les PF, un suivi rapproché peut s'avérer coûteux en termes de temps. Sachant qu'il y a eu dix PF pour (au total, sur toute la durée de l'évaluation d'impact) 1 305 bénéficiaires du parcoursPF avaient probablement trop de bénéficiaires à accompagner de manière rapprochée. Le ratio élevé de bénéficiaires/PF pourrait indiquer une approche efficiente d'un point de vue quantitatif mais soulève des questions sur sa qualité (*indicateur 3.1.2*).

Les sources mettent en avant des exemples où le parcours INTEGRA s'appuie sur d'autres initiatives afin d'optimiser les ressources investies (*indicateur 3.1.3*). En effet, les points focaux étaient responsables de mettre en relation l'offre de formations prévues par ITC ou d'autres partenaires institutionnels et les bénéficiaires intéressés. En ce sens, la conception du projet démontre une réelle volonté de mobiliser les ressources allouées au développement de compétences de manière efficiente par le biais de partenariats.

Ensuite, le parcours INTEGRA s'est basé sur processus de sélection pour identifier les objectifs professionnels des candidats et leur situation du marché du travail afin de garantir que l'accompagnement dispensé soit pertinent (*indicateur 3.1.4*). En pratique, le projet a utilisé un processus de sélection simplifié via un formulaire de candidature simple et digitalisé. Ce formulaire collectait principalement des informations de contact, des données sociodémographiques clés, le statut d'emploi, l'objectif professionnel, l'optimisme et l'intention de migrer. D'une part, ce processus a permis d'enregistrer à faible coût un grand nombre de candidats et d'identifier les candidats inéligibles sur la base de critères simples tels que l'âge, ainsi que de gérer la proportion de femmes et d'hommes pour atteindre les objectifs du composant. Le processus digitalisé présentait également l'avantage de vérifier la qualité des données collectés par les points focaux dont les données de contact. Cependant, cette approche n'a pas permis d'évaluer la motivation, la capacité et la disponibilité des candidats à suivre la formation, ce qui aurait pu améliorer significativement le nombre de bénéficiaires effectifs.

Efficacité Opérationnelle et Ponctualité

La gestion centralisée du parcours INTEGRA semble avoir posé des défis au niveau de l'efficacité opérationnelle. Le contrôle budgétaire et des achats basé à Genève a notamment a entraîné des retards dans les achats et les paiements aux partenaires nationaux, y compris les ministères gouvernementaux. Le rapport d'évaluation mentionne des retards dans la livraison des équipements, arrivant parfois un an après la fin de la formation concernée. Les retards de paiement, résultant des procédures de paiement international et des processus bancaires guinéens, ont causé de la frustration chez les partenaires nationaux (*indicateur 3.1.5*).

Selon le rapport d'évaluation final et les activités d'évaluation entrepris, le turnover important dans des postes clés, y compris le coordinateur de projet et les responsables du suivi et de l'évaluation, a probablement impacté l'efficacité opérationnelle du projet. Couplé avec le changement de régime en Guinée à la suite du coup d'état de septembre 2021, il a impliqué des défis en termes de besoin de formation de personnel, de coordination notamment entre les

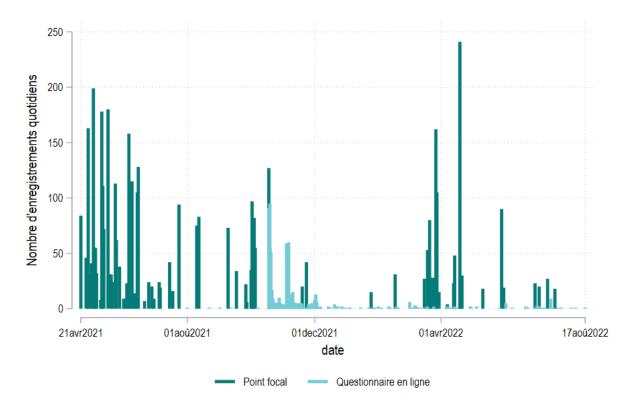
experts internationaux et nationaux travaillant sur différents résultats du projet ainsi qu'entre les partenaires institutionnels dont la Délégation auprès de l'UE (*indicateur 3.1.6*).

Comme déjà évoqué, il était prévu d'enregistrer 4 000 bénéficiaires supplémentaires entre avril et juillet 2021 (soit quatre mois) et de finaliser le projet INTEGRA-ITC à la fin du mois de juillet 2022. Cependant, des délais ont retardé la mise en place de la dernière campagne de recrutement de bénéficiaires INTEGRA, et les activités du projet ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2023. Les contraintes liées au COVID-19 ont significativement affectées les possibilités de mener des actions pour accélérer le processus recrutement. Avec le soutien de C4ED, le projet a développé l'accès à un formulaire d'enregistrement en ligne, démontrant une certaine réactivité de l'équipe projet pour atteindre les objectifs (Figure 13).

Le projet aurait également distribué des masques N95 et FFP2 pour permettre la réalisation de certaines activités dans les délais prévus et de manière responsable. Malgré les efforts, le projet a été prolongé afin de pouvoir atteindre les objectifs fixés (*indicateur 3.1.7*).

La collaboration entre C4ED et ITC pour digitaliser les instruments d'enregistrement et créer un système de suivi centralisé témoigne d'une réelle volonté de modernisation (*indicateur 3.1.8*). D'un côté les instruments fournis aux points focaux semblent avoir rendu le processus d'enregistrement plus efficient. D'un autre, le projet n'a pas réussi à appliquer les connaissances partagées par C4ED dans le cadre de ce projet. En effet, l'objectif était de transmettre les clés pour développer un système de suivi structuré, régulièrement actualisé et permettant de suivre l'accompagnement reçu par chaque bénéficiaire. Malheureusement, les derniers échanges avec ITC ont démontré que la base de données de suivi restait incomplète et que des marges de progression dans le domaine du suivi des activités étaient encore importants. Cela étant dit, il est notoire de remarquer que les activités de ITC dans le cadre du projet INTEGRA étaient nombreuses, et que sans la conception d'un système de suivi en amont de la mise en œuvre des activités, il est souvent difficile de trouver les ressources pour en adopter un pendant la réalisation de ses dernières.

Figure 13: Évolution des enregistrements entre avril 2021 et août 2022



Source: Élaboration de C4ED

5.4.5. QE4. A quels autres résultats désirés ou inattendus le parcours INTEGRA a-t-il contribué ?

Quel sont les effets du parcours INTEGRA sur les aspirations de vie ? (4.2.GIN2)

L'analyse quantitative mesure les effets sur les aspirations de vie à travers l'optimisme général autodéclaré et l'intention de migrer. Les résultats n'indiquent aucun effet global sur l'optimisme et l'intention de migrer. Cependant, chez les femmes l'analyse révèle de légers effets *négatifs* sur l'optimisme et une tendance *accrue* à envisager la migration.

En moyenne sur 18 mois, le parcours INTEGRA a réduit le score de l'optimisme des femmes de 0.055 points (-1,6 %); cet effet est le plus important à 12 mois (-0.1 points, ou -2.9 %) et non statistiquement significatif pour les autres vagues d'enquêtes (*indicateur 4.2.1*).

L'analyse constate en outre qu'à six mois le parcours INTEGRA a augmenté de 7,1pp la probabilité chez les femmes d'avoir envisagé de migrer au cours des 12 derniers mois (*indicateur 4.2.2*), soit une augmentation de 24 % par rapport aux femmes du groupe témoin (dont 29,6 % ont envisagé de migrer). L'estimation ponctuelle de l'effet est de taille comparable à 12 et 18 mois (8,1 et 8,0pp respectivement) mais n'est pas statistiquement significatif. Cela s'explique par une faible puissance statistique en raison de la plus faible représentation des

femmes dans l'échantillon, aggravé par l'attrition au fil du temps ¹⁸. Malgré l'effet sur l'intention de migrer parmi les femmes, il n'y a aucun effet sur les préparatifs concrets (Figure 14 - *indicateur 4.2.3*); en outre, les estimations ponctuelles des effets sur l'envisagement actuel (au moment de l'enquête) sont positives pour les femmes mais non statistiquement significatifs (*indicateur 4.2.4*).

Le résultat d'un impact négatif sur l'optimisme des femmes correspond au résultat ci-dessus d'un impact négatif sur leur perception d'employabilité et pourrait – comme ce dernier – être expliqué par une prise de conscience des obstacles à l'emploi. Ensuite les bénéficiaires femmes, n'ayant pas bénéficié d'impacts positifs sur l'emploi, mais montrant une réduction de la perception de leur employabilité et de l'optimisme général, ont des intentions de migrer plus prononcées. Ces intentions n'ont pas été, par contre, suivies de préparatifs concrets, possiblement à cause d'obligations familiales et/ou d'un pouvoir de décision limité.

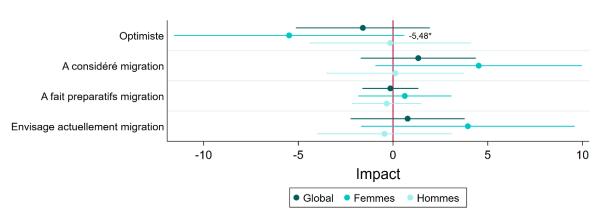


Figure 14 : Impacts clés sur l'optimisme et les intentions de migration (impacts moyens sur 18 mois en pp)

Variables binaires (impacts en points de pourcentage).

Source : Élaboration de C4ED

Même si l'analyse quantitative n'a trouvé aucun effet sur l'optimisme des hommes et un effet négatif sur celui des femmes, l'analyse des entretiens qualitatifs révèle que la participation au parcours INTEGRA peut néanmoins créer de l'espoir auprès de certains bénéficiaires, plus particulièrement les porteurs de projet, et impacter positivement leurs aspirations de vie ¹⁹ (*indicateur 4.2.5*). Le simple fait de suivre la formation redonne à certains bénéficiaires confiance en l'avenir et en leur projet professionnel. Beaucoup espèrent que le parcours INTEGRA générera de nouvelles opportunités professionnelles et leur permettra de trouver soit un emploi salarié, soit de monter ou développer leur entreprise. Une forte motivation pour concrétiser de nouveaux projets de vie est à noter, ce qui permet aux bénéficiaires de se projeter en Guinée sur le court terme (*indicateurs 4.2.6 et 4.2.7*). Ce résultat a également été observé auprès d'un migrant de retour, revenu de Lybie. L'analyse des résultats qualitatifs ne peut en

¹⁸ L'attrition entre les vagues de l'enquête n'est pas différentielle entre les hommes et les femmes, mais elle a un effet plus important sur la puissance statistique de l'analyse des impacts pour les femmes en raison de leur plus faible représentation dans l'échantillon de référence.

¹⁹ Les résultats sont évidemment à relativiser, étant donné la taille de l'échantillon qualitatif, plus réduite.

revanche pas garantir la persistance de cet espoir sur le long terme, *a fortiori* lorsque les anciens bénéficiaires ne trouvent pas de travail.

C'est le parcours INTEGRA qui m'a permis d'avoir des ambitions pour mon indépendance financière. Pour être autonome, c'est à travers INTEGRA que j'ai eu cette ambition que je veux mettre en pratique.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, homme, Conakry)

Les jeunes se déplacent parce qu'il n'y a pas d'emplois, ils ne sont pas équipés. Ils ne gagnent pas leurs vies. S'ils voient qu'une structure comme ITC est là, qu'elle est en train d'aider les jeunes, de les appuyer, de leurs donner des fonds, je pense qu'ils vont rester et [pouvoir] gagner leurs vies.

(Entrepreneur ayant recruté un bénéficiaire, homme, Labé)

Je voulais retourner en Lybie, même après avoir fait de la prison là-bas et vécu les tortures et tout. « Il faut repartir encore pour le combat », c'était ça dans ma tête. Mais les petites attestations que j'ai eues maintenant [avec INTEGRA], c'est avec ça que je dois me débrouiller maintenant.

(Ancien bénéficiaire, chercheur d'emploi, migrant de retour, Conakry)

En outre, les points focaux sensibilisent les bénéficiaires du parcours INTEGRA sur les risques liés à l'émigration clandestine et leur demandent de faire de même auprès de leurs pairs tentés par la concrétisation de leur projet migratoire.

Pour la migration, ITC nous encourage de rester dans le pays, de travailler pour gagner [de l'argent]. Te déplacer pour migrer, là, ça ne va rien t'apporter. Rester dans ton pays, tout ce que tu veux, tu peux l'avoir. La lutte contre la migration clandestine, on nous conseille sur ça aussi.

(Ancien bénéficiaire, porteur de projet, femme, Labé)

Afin d'approfondir l'analyse qualitative relative aux effets du parcours INTEGRA sur les aspirations de vie des migrants de retour, C4ED a engagé des discussions avec des représentants d'ITC et de l'OIM. Les conclusions de ces entretiens indiquent que la collaboration nécessaire entre les deux institutions pour faciliter l'insertion des jeunes migrants de retour dans la société guinéenne ne s'est pas déroulé comme prévu. Les entretiens révèlent une fréquence irrégulière des interactions entre ITC et l'OIM. De son côté, ITC signale des difficultés à intégrer les migrants de retour, tandis que l'OIM observe un manque de retour d'information de la part d'ITC sur l'évolution du parcours des migrants de retour orientés vers le projet. Ce manque de suivi systématique sur le moyen et long terme des migrants de retour a limité les possibilités d'analyse de cet aspect, et explique le problème que C4ED a rencontré pour s'entretenir avec le nombre de migrants de retour initialement prévu dans l'échantillon qualitatif.

5.4.6. QE5. Le parcours INTEGRA a-t-il inclus et promu différents groupes de population vulnérables tels que les femmes et les migrants de la même manière ?

Quels sont les conséquences différenciées du parcours INTEGRA selon le genre ? (5.1.GIN2)

Les effets différenciés selon le genre se sont avérés essentiels pour comprendre les impacts globaux du parcours INTEGRA. L'analyse des effets par genre a donc été intégrée dans

l'analyse quantitative principale présentée dans les sections précédentes. En voici les principaux résultats.

L'analyse d'impact quantitative montre que le parcours INTEGRA a un impact positif à court terme sur l'emploi des hommes uniquement (une hausse de 9,3 % par rapport au groupe témoin), principalement dû à une augmentation à court terme de l'auto-entrepreneuriat (une hausse de 13,8 % par rapport au groupe témoin). Ces effets sur l'emploi masculin se sont avérés temporaires, l'impact n'étant plus détectable lors des enquêtes à 12 et 18 mois. L'auto-entrepreneuriat s'exerçant généralement dans le secteur informel et ne s'accompagnant pas d'avantages sociaux, il n'est pas surprenant que l'analyse ne montre aucun effet sur la décence de l'emploi selon ces critères. L'augmentation du taux d'emploi masculin ne se traduit pas par des effets statistiquement significatifs sur leurs revenus, malgré des estimations ponctuelles positives. L'analyse ne révèle aucun impact sur la perception de l'employabilité, la résilience ou les intentions de migration pour les hommes.

Pour les femmes, en revanche, l'analyse ne révèle aucun effet significatif sur la probabilité d'avoir un emploi. Les résultats suggèrent plutôt un abandon des apprentissages au profit du travail occasionnel sans effets globaux sur le taux d'emploi. Sans surprise, compte tenu de l'absence d'effet sur l'emploi, l'analyse ne trouve aucun effet sur les revenus des femmes ni sur la majorité des indicateurs de résilience. Il est à noter que le passage de l'apprentissage au travail occasionnel semble s'accompagner d'une probabilité plus élevée d'obtenir un salaire horaire supérieur au minimum légal ; cet effet n'est toutefois pas suffisant pour démontrer un impact positif sur le revenu.

En outre, les résultats indiquent un effet *négatif* sur la perception de l'employabilité chez les femmes. Cet effet résulte principalement d'une évaluation plus pessimiste des conditions du marché de travail (notamment concernant la facilité à trouver des opportunités dans le domaine choisi et la disponibilité des postes dans la zone géographique souhaitée). Ces résultats suggèrent que le parcours INTEGRA a réussi à encourager les femmes à rechercher des opportunités d'emploi, ais que ces tentatives se sont heurtées à une demande limitée sur le marché du travail pour les femmes. Cette prise de conscience accrue des obstacles structurels à l'emploi se traduit par un léger effet négatif sur leur optimisme général et un effet positif sur leur intention de migrer : les femmes bénéficiaires du parcours INTEGRA sont 24 % plus susceptibles d'avoir envisagé de migrer au cours des 12 derniers mois que celles du groupe de contrôle.

Dans quelle mesure le parcours INTEGRA est-il sensible au genre ? (5.2.GIN2)

La Guinée est classée 182 sur 191 dans l'indice d'inégalité des sexes du Programme des Nations unies pour le Développement (Banque Mondiale, 2023). En ce qui concerne l'accès à et la qualité de l'emploi, malgré un cadre juridique garantissant le droit au travail pour tous (République de Guinée, 2021)²⁰, les femmes restent surreprésentées dans le secteur informel. En 2019, le taux de travail vulnérable²¹ était évalué à 90% pour les femmes (contre 77,1% pour

²⁰ Tout citoyen a droit au travail et à une juste rémunération. Nul ne peut être lésé dans son emploi en raison de son origine, de sa religion, de son sexe ou de ses opinions. Article 21 de la Charte de Transition du 27 septembre 2021

²¹ Selon la définition d'*Avocats Sans Frontières*, le taux d'emploi vulnérable fait référence au rapport entre le nombre des travailleurs pour leur compte propre, le nombre de travailleurs familiaux non rémunérés dans la population en emploi et le nombre total d'emplois.

les hommes), avec un taux de 90,3% en milieu rural et de 83,2% en milieu urbain (Avocats Sans Frontière France, 2022).

Le parcours INTEGRA avait pour ambition d'offrir des opportunités de formation professionnelle à ce groupe vulnérable pour lui permettre de trouver un emploi ou de créer sa propre entreprise/s'auto-employer. L'analyse des données qualitatives confirme les résultats quantitatifs relatifs aux objectifs du parcours INTEGRA en termes d'équité d'accès et participation des femmes, les femmes représentant environ 30% de la totalité des effectifs, au lieu des 50% ayant initialement indiqué comme cible par l'équipe de coordination (*indicateur 5.2.1*). Malgré la mise en place de quotas, force est de constater que certaines formations ne sont quasiment pas choisies par les femmes, celles-ci s'orientant par exemple davantage vers la transformation de produits agricoles que vers l'agriculture (*indicateur 5.2.2*).

En outre, pendant et après leur formation, entrepreneurs, femmes bénéficiaires et points focaux constatent un obstacle majeur à la participation des femmes à INTEGRA et leur accès à l'emploi (5.2.3). En effet, non seulement le poids des impératifs familiaux, mais également la persistance de préjugés liés à l'emploi des femmes (surtout salarié et dans les zones rurales), empêchent toujours leur accès à la formation professionnelle et au monde du travail salarié. Certaines doivent dès lors abandonner leur formation, quand d'autres se voient dans l'obligation d'abandonner leur emploi en raison d'un manque de flexibilité. La durée de la formation semble jouer un rôle crucial sur la capacité des participantes à terminer leur formation, une fois celleci commencée. Plus la formation est longue, plus le risque d'abandon est élevé.

Malheureusement avec les problèmes de famille avec son mari, elle a dû démissionner parce qu'il y avait des tensions entre eux à cause du travail. (Entrepreneur ayant recruté une bénéficiaire, homme, Conakry)

Par exemple, ils [INTEGRA] aident les femmes à valoriser leurs produits [...]. La première fois que j'ai commencé, il y'avait beaucoup de personnes qui riaient sur moi [en disant] « toi, une femme, tu peux travailler le gingembre ? ». On me minimisait mais je me défendais toujours.

(Ancienne bénéficiaire porteuse de projet, femme, Labé)

L'analyse des données qualitatives révèle une tendance chez les bénéficiaires féminines, étant donné les difficultés qu'elles rencontrent sur le marché du travail, de se tourner vers l'auto-emploi (*indicateur 5.2.4*). Il convient toutefois de noter qu'il ne s'agit pas ici d'une tendance générale observée lors de l'analyse quantitative de l'échantillon global. Par contre, pour les femmes ayant intégré le parcours INTEGRA en tant que porteuses de projet l'analyse des données qualitatives met en exergue un impact du parcours INTEGRA sur une dimension qui n'a pas été étudié par l'étude quantitative : le rôle du parcours INTEGRA dans le développement de la confiance des *porteuses de projet* en elles-mêmes et leur idée de création d'entreprise. Nombre d'entre elles rapportent avoir été considérées de manière équitable pendant leur formation et avoir pu améliorer leurs connaissances en termes de gestion de projet et financière. Le fait d'avoir suivi la formation a permis à la majorité des porteuses de projet de l'échantillon qualitatif de monter et/ou développer leur affaire. C'est en revanche pour la suite que des défis sont ressentis, particulièrement au niveau de perceptions de leur communauté défavorables au travail des femmes.

Nous, les femmes, pour être employées dans une entreprise, alors que tu as d'autres responsabilités, surtout qu'ici, à Labé, les coutumes sont dominantes, ce n'est pas facile

de travailler toute la journée et revenir pendant la soirée. Mais avec INTEGRA, quand tu suis la formation, tu peux avoir ton entreprise, être à la maison et t'occuper de tes activités professionnelles sans que tu n'aies de querelle.

(Bénéficiaire en formation, porteuse de projet débutante, femme, Labé)

Il n'y a pas de différence dans la salle [de formation], tout le monde était au même pied d'égalité.

(Ancienne bénéficiaire, porteuse de projet, femme, Labé)

Il est important de noter ici que quels que soient les défis rencontrés par les bénéficiaires féminines du parcours INTEGRA, le projet ne prévoit pas d'approche genre pour les relever. En effet, au cours de la collecte de données, aucune stratégie pour augmenter le taux de participation des femmes, offrir un accompagnement plus adapté aux femmes rencontrant des difficultés pendant leur recherche d'emploi, ni pour lutter contre le taux d'abandon, n'a été identifiée. Ce résultat est confirmé par les discussions qui se sont déroulées pendant la phase de démarrage avec l'équipe de projet.

Dans quelle mesure le parcours INTEGRA répond-il aux besoins spécifiques des bénéficiaires ? (5.3.GIN2)

Le parcours INTEGRA vise à répondre aux besoins spécifiques des jeunes Guinéens et Guinéennes, en adaptant son offre de formation à la diversité de leurs profils, qu'ils soient chercheurs d'emploi, entrepreneurs et/ou migrants de retour.

Pour les bénéficiaires chercheurs d'emploi, INTEGRA propose une formation en techniques de recherche après étude de leurs dossiers, avec l'objectif de les placer en stage pour compléter cette formation technique. La principale difficulté à laquelle les bénéficiaires est confrontée réside dans leur insertion professionnelle, la plupart cherchant à trouver un emploi stable en adéquation avec leurs qualifications. Ce défi persiste en effet en dépit de leur participation au parcours INTEGRA. C'est la raison pour laquelle la majorité des bénéficiaires (en cours au moment de l'enquête qualitative et anciens) suggère un renforcement des capacités techniques pendant le parcours INTEGRA, de manière à être mieux outillés avant leur placement en stage. Cette mesure leur permettrait de répondre de manière plus efficace aux besoins et attentes des entreprises, et *in fine* d'augmenter leur chance d'embauche. De plus, les chercheurs d'emploi espèrent bénéficier de mises en relation avec des entreprises, facilitant ainsi leur accès à un poste correspondant à leur profil. Enfin, la mise en place d'un suivi de la part des points focaux pendant la recherche d'emploi, plus intense et pour tous, pourrait aider les chercheurs d'emploi à surmonter les obstacles liés au manque de poste sur le long terme.

Quant aux porteurs de projets, le parcours INTEGRA tente de répondre à leurs attentes en leur offrant un accompagnement pour formaliser leur entreprise (si débutants) ou la développer le cas échéant. Après la formation, la majorité des porteurs de projet explique que la formation a certes répondu à leurs besoins de professionnalisation, mais qu'un accompagnement financier et matériel systématique leur permettrait de contrecarrer les difficultés liées au manque de capital pour lancer ou développer leur entreprise.

C'est surtout la fourniture d'équipement, ça m'aiderait beaucoup. (Bénéficiaire en cours de formation, porteur de projet débutant, homme, Labé)

Le parcours INTEGRA prévoit également de favoriser l'insertion socio-économique des migrants de retour et à faciliter leur réintégration sociale. Néanmoins, des faiblesses ont été identifiées au niveau du recrutement des migrants de retour, quasiment absents des effectifs de formation²². Des efforts sont non seulement nécessaires au niveau de l'accès aux formations (en termes d'accès à l'information mais aussi géographique), la durée des formations proposées (pour répondre à l'urgence de la pression financière), et la collaboration avec l'OIM pour faciliter le recrutement et le suivi des migrants.

²² La part des migrants de retour parmi les 5 062 personnes ayant rempli le questionnaire d'enregistrés est de 5,6%.

5.5. RESULTATS DE LA SPECIFICATION PRINCIPALE

Tableau 8 : Estimations d'impact, différences simples, impact moyen sur 18 mois (emploi et employabilité)

	Em	ploi		7	Type d'emplo	oi e		(Employabilit é		
	Occupe un emploi	Occupe un emploi stable	Auto- entrepre neur	Emploi salarié	Apprenti	Emploi occasionn el	Emploi familial ou autre	Emploi stable, secteur formel	Score conditions de travail	Maladie / blessure au travail	Perception employabilité
PANEL A											
Impact global	0.018	0.016	0.024	0.009	-0.017*	0.000	-0.004	-0.001	-0.017**	0.006	-0.016
	(0.014)	(0.013)	(0.015)	(0.014)	(0.010)	(0.006)	(0.006)	(0.015)	(0.049)	(0.012)	(0.015)
Moyenne groupe	, ,	,	, , ,	, ,	, ,	, ,	, ,		, ,		
contrôle	0.693	0.704	0.311	0.268	0.121	0.050	0.050	0.315	0.177	0.200	3.850
Observations	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	2812	6022	6022
PANEL B											
Impact femmes	0.001	0.025	0.031	0.021	-0.059***	0.022**	0.005	-0.003	-0.022	0.031*	-0.048*
	(0.986)	(0.337)	(0.239)	(0.383)	(0.006)	(0.013)	(0.628)	(0.909)	(0.181)	(0.092)	(0.077)
Impact hommes	0.029*	0.015	0.021	0.006	-0.002	-0.008	-0.007	0.001	-0.015	-0.003	-0.004
	(0.068)	(0.307)	(0.230)	(0.746)	(0.862)	(0.266)	(0.346)	(0.963)	(0.121)	(0.861)	(0.812)
Moyenne groupe											
contrôle femmes	0.587	0.631	0.292	0.192	0.173	0.022	0.036	0.301	0.191	0.126	3.806
Moyenne groupe											
contrôle hommes	0.734	0.732	0.319	0.297	0.101	0.062	0.055	0.320	0.173	0.229	3.867
Observations	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	2812	6022	6022

Note: Estimations d'impact moyen sur 18 mois (trois vagues d'enquête), simples différences réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête, et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité: * $p \le 0.05$; *** $p \le 0.05$.

Source : Élaboration de C4ED

Tableau 9 : Estimations d'impact, différences simples, impact moyen sur 18 mois (revenu, résilience et migration)

	Re	evenus		Rés	silience		Op	timisme et in	tentions de mi	gration
	Revenus mensuels moyens (IHS)	Revenus mensuels annualisés (IHS)	Variabilité des revenus (CV)	Revenue horaire sup. au sal. min.	Situation financière difficile	Échelle de résilience simplifiée	Optimiste	A considéré migration	A fait preparatifs migration	Envisage actuellement migration
PANEL A										
Impact global	0.036	-0.046	0.000	0.001	-0.007	-0.008	-0.016	0.013	-0.001	0.008
	(0.870)	(0.786)	(0.960)	(0.881)	(0.676)	(0.641)	(0.377)	(0.390)	(0.852)	(0.616)
Moyenne groupe										
contrôle	2.600	11.781	0.229	0.078	0.386	3.463	3.460	0.320	0.068	0.312
Observations	6021	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022
PANEL B										
Impact femmes	0.107	0.092	0.010	0.024**	0.012	-0.021	-0.055*	0.045	0.006	0.039
	(0.798)	(0.807)	(0.488)	(0.013)	(0.676)	(0.531)	(0.077)	(0.104)	(0.621)	(0.170)
Impact hommes	0.010	-0.063	-0.002	-0.007	-0.012	-0.002	-0.001	0.001	-0.003	-0.005
	(0.968)	(0.733)	(0.787)	(0.553)	(0.513)	(0.928)	(0.948)	(0.949)	(0.720)	(0.802)
Moyenne groupe										
contrôle femmes	2.071	10.201	0.194	0.023	0.321	3.446	3.462	0.285	0.048	0.292
Moyenne groupe										
contrôle hommes	2.803	12.386	0.243	0.100	0.411	3.470	3.460	0.334	0.075	0.320
Observations	6021	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022

Note: Estimations d'impact moyen sur 18 mois (trois vagues d'enquête), simples différences réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête, et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité: * $p \le 0.05$; *** $p \le 0.05$.

Source : Élaboration de C4ED

Tableau 10 : Estimations d'impact, différences simples, impacts par vague d'enquête (emploi et employabilité) – (1/2)

	Em	ploi			Type d'emploi			(Employabilité	
	Occupe	Occupe	Auto-	Emploi	Apprenti	Emploi	Emploi	Emploi stable,	Score	Maladie /	Perception
	un emploi	un emploi	entrepre	salarié		occasionnel	familial	secteur formel	conditions de	blessure au	employabilité
		stable	neur				ou autre		travail	travail	
PANEL A											
Impact global											
Mi-parcours 1	0.051***	0.029	0.038*	0.002	-0.028**	0.004	0.000	0.003	-0.008	0.032*	-0.022
	(0.009)	(0.158)	(0.052)	(0.926)	(0.036)	(0.744)	(0.984)	(0.891)	(0.548)	(0.054)	(0.323)
Mi-parcours 2	-0.005	0.003	0.015	0.014	-0.007	-0.012	-0.001	-0.001	-0.015	-0.014	0.009
	(0.806)	(0.858)	(0.496)	(0.470)	(0.613)	(0.201)	(0.900)	(0.968)	(0.229)	(0.456)	(0.680)
Finale	0.003	0.016	0.017	0.010	-0.016	0.009	-0.011	-0.005	-0.028**	-0.002	-0.037
	(0.886)	(0.434)	(0.447)	(0.622)	(0.283)	(0.219)	(0.245)	(0.826)	(0.023)	(0.910)	(0.112)
Moyenne groupe contrôle											
Mi-parcours 1	0.669	0.642	0.275	0.230	0.118	0.075	0.049	0.253	0.201	0.174	3.919
Mi-parcours 2	0.720	0.754	0.349	0.276	0.121	0.052	0.049	0.337	0.171	0.235	3.805
Finale	0.693	0.723	0.313	0.304	0.123	0.021	0.051	0.363	0.157	0.193	3.820
Observations	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	2812	6022	6022

Estimations d'impact, différences simples, impacts par vague d'enquête (emploi et employabilité) – (2/2)

	En	ıploi			Type d'emple	oi			Qualité d'emploi		Employabilité
	Occupe un emploi	n Occupe un emploi stable	Auto- entrepre neur	Emploi salarié	Apprenti	Emploi occasionnel	Emploi familial ou autre	Emploi stable, secteur formel	Score conditions de travail	Maladie / blessure au travail	Perception employabilité
PANEL B											
Impact femmes											
Mi-parcours 1	0.019	0.040	0.030	0.008	-0.027***	0.023*	0.053	-0.004	0.002	0.048*	-0.065
	(0.590)	(0.259)	(0.360)	(0.207)	(0.002)	(0.090)	(0.827)	(0.906)	(0.569)	(0.052)	(0.084)
Mi-parcours 2	-0.032	0.004	0.027	-0.000	-0.018*	0.001	0.022	-0.020	-0.035	0.012	-0.038
	(0.374)	(0.917)	(0.442)	(0.987)	(0.073)	(0.927)	(0.172)	(0.563)	(0.111)	(0.700)	(0.291)
Finale	0.013	0.031	0.037	0.026	-0.019*	0.037***	-0.011	0.016	-0.037*	0.034	-0.043
	(0.735)	(0.388)	(0.304)	(0.428)	(0.073)	(0.002)	(0.427)	(0.672)	(0.088)	(0.212)	(0.261)
Impact hommes											
Mi-parcours 1	0.067***	0.026	0.042*	-0.011	-0.009	-0.006	-0.001	0.006	-0.011	0.027	-0.006
	(0.002)	(0.255)	(0.065)	(0.594)	(0.544)	(0.661)	(0.942)	(0.787)	(0.419)	(0.184)	(0.823)
Mi-parcours 2	0.011	0.006	0.010	0.023	0.008	-0.017	-0.011	0.007	-0.015	-0.023	0.028
	(0.621)	(0.777)	(0.672)	(0.331)	(0.753)	(0.136)	(0.331)	(0.742)	(0.513)	(0.301)	(0.268)
Finale	0.034	0.013	0.009	0.007	-0.004	-0.002	-0.011	-0.013	-0.020*	-0.015	-0.036
	(0.880)	(0.772)	(0.704)	(0.775)	(0.783)	(0.849)	(0.331)	(0.619)	(0.060)	(0.485)	(0.167)
Moyenne groupe controle											
Mi-parcours 1 F	0.573	0.599	0.264	0.195	0.163	0.026	0.036	0.267	0.228	0.104	3.912
Mi-parcours 1 H	0.707	0.659	0.280	0.244	0.101	0.024	0.054	0.248	0.192	0.201	3.921
Mi-parcours 2 F	0.609	0.651	0.327	0.183	0.162	0.021	0.032	0.417	0.177	0.151	3.744
Mi-parcours 2 H	0.763	0.794	0.357	0.195	0.106	0.020	0.052	0.334	0.170	0.268	3.829
Finale F	0.579	0.649	0.289	0.336	0.096	0.023	0.049	0.326	0.161	0.124	3.714
Finale H	0.733	0.750	0.323	0.342	0.096	0.022	0.054	0.376	0.156	0.219	3.811
Observations	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022

Note: Estimations d'impact par vague d'enquête, simples différences réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité: * $p \le 0.1$; ** $p \le 0.05$; *** $p \le 0.01$. F: Femmes; H: Hommes. Source: Élaboration de C4ED

Tableau 11 : Estimations d'impact, différences simples, impacts par vague d'enquête (revenu, résilience et migration) – (1/2)

	Re	evenus		Ré	silience		Optimisme et intentions de migration				
	Revenus mensuels moyens (IHS)	Revenus mensuels annualisés (IHS)	Variabilité des revenus (CV)	Revenue horaire sup. au sal. min.	Situation financière difficile	Échelle de résilience simplifiée	Optimiste	A considéré migration	A fait preparatifs migration	Envisage actuellement migration	
PANEL A											
Impact global											
Mi-parcours 1	-0.070	0.218	0.015	0.015	0.010	-0.017	0.001	0.030	-0.008	0.022	
	(0.858)	(0.341)	(0.216)	(0.215)	(0.625)	(0.474)	(0.957)	(0.147)	(0.455)	(0.285)	
Mi-parcours 2	-0.184	-0.309	-0.015	0.001	-0.014	-0.022	-0.041	0.017	0.004	0.028	
	(0.597)	(0.215)	(0.154)	(0.916)	(0.512)	(0.400)	(0.126)	(0.426)	(0.719)	(0.185)	
Finale	0.394	-0.071	0.000	-0.015	-0.018	0.017	-0.009	-0.010	0.001	-0.030	
	(0.312)	(0.777)	(0.985)	(0.238)	(0.431)	(0.547)	(0.781)	(0.650)	(0.938)	(0.148)	
Moyenne groupe contrôle											
Mi-parcours 1	0.164	11.727	0.246	0.079	0.381	3.370	3.495	0.345	0.077	0.333	
Mi-parcours 2	9.714	11.737	0.221	0.073	0.378	3.500	3.482	0.312	0.064	0.306	
Finale	-2.315	11.894	0.220	0.084	0.401	3.532	3.396	0.301	0.062	0.295	
Observations	6021	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	

Estimations d'impact, différences simples, impacts par vague d'enquête (revenu, résilience et migration) – (2/2)

	Re	venus		Résili	ence		Optimisme et intentions de migration			
	Revenus mensuels moyens (IHS)	Revenus mensuels annualisés (IHS)	Variabilité des revenus (CV)	Revenue horaire sup. au sal. min.	Situation financièr e difficile	Échelle de résilience simplifiée	Optimiste	A considéré migration	A fait preparatifs migration	Envisage actuellement migration
PANEL B										
Impact femmes										
Mi-parcours 1	0.126	0.042	0.017	0.027*	0.006	-0.032	-0.037	0.071**	0.012	0.044
	(0.840)	(0.927)	(0.401)	(0.081)	(0.871)	(0.430)	(0.399)	(0.041)	(0.516)	(0.204)
Mi-parcours 2	-1.022*	-0.225	-0.010	0.037**	-0.002	-0.052	-0.104**	0.031	-0.002	0.050
	(0.073)	(0.636)	(0.584)	(0.018)	(0.951)	(0.253)	(0.017)	(0.377)	(0.954)	(0.165)
Finale	1.268**	0.472	0.022	0.008	0.032	0.025	-0.026	0.030	0.006	0.021
	(0.041)	(0.317)	(0.277)	(0.545)	(0.388)	(0.583)	(0.585)	(0.379)	(0.739)	(0.546)
Impact hommes										
Mi-parcours 1	-0.149	0.602	0.015	0.011	0.013	-0.010	0.016	0.014	-0.016	0.013
	(0.734)	(0.187)	(0.431)	(0.442)	(0.585)	(0.718)	(0.582)	(0.561)	(0.227)	(0.576)
Mi-parcours 2	0.165	-0.302	-0.017	-0.012	-0.017	-0.009	-0.018	0.012	0.007	0.020
	(0.678)	(0.363)	(0.176)	(0.423)	(0.488)	(0.773)	(0.562)	(0.627)	(0.625)	(0.389)
Finale	0.032	-0.248	-0.008	-0.022	-0.036	0.015	-0.004	-0.025	0.000	-0.050**
	(0.942)	(0.459)	(0.506)	(0.151)	(0.159)	(0.640)	(0.904)	(0.311)	(0.976)	(0.024)
Moyenne groupe										
controle										
Mi-parcours 1 F	0.021	10.413	0.198	0.033	0.287	0.317	3.476	0.296	0.042	0.306
Mi-parcours 1 H	0.220	12.222	0.235	0.037	0.314	0.362	3.503	0.364	0.090	0.343
Mi-parcours 2 F	7.411	9.887	0.189	0.018	0.338	0.519	3.485	0.296	0.053	0.292
Mi-parcours 2 H	10.579	12.472	0.233	0.020	0.358	0.535	3.485	0.318	0.065	0.311
Finale F	-1.381	10.247	0.196	0.017	0.343	0.523	3.434	0.326	0.060	0.273
Finale H	-2.530	12.481	0.229	0.018	0.350	0.535	3.383	0.317	0.066	0.309
Observations	6021	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022	6022

Note : Estimations d'impact par vague d'enquête, simples différences réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité : * $p \le 0,1$; *** $p \le 0,05$; **** $p \le 0,01$. F : Femmes ; H : Hommes. Source : Élaboration de C4ED

5.6. RESULTATS DE LA SPECIFICATION DE CONTROLE DE ROBUSTESSE

Tableau 12: Estimations d'impact, ANCOVA, impact moyen sur 18 mois (emploi et employabilité)

	Em	ploi			Type d'emple	oi		Q	ualité d'emploi		Employabilité
	Occupe un emploi	Occupe un emploi stable	Auto- entrepre neur	Emploi salarié	Apprenti	Emploi occasionn el	Emploi familial ou autre	Emploi stable, secteur formel	Score conditions de travail	Maladie / blessure au travail	Perception employabilité
PANEL A											
Impact global	0.024	0.011	0.011	0.010	-0.012	-0.009	0.001	0.010	-0.023	-0.007	-0.013
	(0.167)	(0.501)	(0.513)	(0.584)	(0.300)	(0.260)	(0.866)	(0.579)	(0.150)	(0.632)	(0.474)
Moyenne groupe											
contrôle	0.686	0.697	0.294	0.276	0.116	0.059	0.047	0.320	0.199	0.199	3.866
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	851	3806	3806
PANEL B											
Impact femmes	0.034	0.022	0.011	0.021	-0.056**	0.026**	0.005	0.012	-0.058	0.024	-0.054*
	(0.339)	(0.504)	(0.729)	(0.495)	(0.030)	(0.037)	(0.671)	(0.739)	(0.111)	(0.288)	(0.098)
Impact hommes	0.026	0.009	0.012	0.008	0.003	-0.021**	0.000	0.011	-0.018	-0.018	0.001
	(0.191)	(0.629)	(0.568)	(0.718)	(0.801)	(0.022)	(0.992)	(0.627)	(0.310)	(0.311)	(0.961)
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	851	3806	3806

Note: Estimations d'impact moyen sur 18 mois (trois vagues d'enquête), estimations ANCOVA réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête, et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité: * $p \le 0.05$; *** $p \le 0.05$.

Source : Élaboration de C4ED

Tableau 13: Estimations d'impact, ANCOVA, impact moyen sur 18 mois (revenu, résilience et migration)

	Revenus	Résil	lience	Opt	timisme et in	tentions de mi	gration
	Revenus mensuels moyens (IHS)	Revenue horaire sup. au sal. min.	Situation financière difficile	Optimiste	A considéré migration	A fait preparatifs migration	Envisage actuellement migration
PANEL A							
Impact global	-0.024	0.006	-0.019	-0.007	-0.005	-0.008	-0.010
	(0.935)	(0.542)	(0.300)	(0.767)	(0.780)	(0.378)	(0.577)
Moyenne groupe							
contrôle	4.770	0.076	0.378	3.471	0.303	0.064	0.291
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806
PANEL B							-
Impact femmes	-0.261	0.037***	-0.025	-0.024	-0.016	-0.004	-0.011
	(0.650)	(0.001)	(0.448)	(0.532)	(0.630)	(0.775)	(0.750)
Impact hommes	0.064	-0.004	-0.016	-0.001	-0.000	-0.008	-0.009
	(0.847)	(0.780)	(0.480)	(0.963)	(0.993)	(0.482)	(0.672)
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806

Note: Estimations d'impact moyen sur 18 mois (trois vagues d'enquête), estimations ANCOVA réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête, et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité: * $p \le 0.1$; ** $p \le 0.05$; *** $p \le 0.01$.

Source : Élaboration de C4ED

Tableau 14 : Estimations d'impact, ANCOVA, impacts par vague d'enquête (emploi et employabilité) – (1/2)

	Em	ploi			Type d'emploi				Qualité d'emploi			
	Occupe	Occupe	Auto-	Emploi	Apprenti	Emploi	Emploi	Emploi stable,	Score	Maladie /	Perception	
	un emploi	un emploi	entrepre	salarié		occasionnel	familial	secteur formel	conditions de	blessure au	employabilité	
PANEL A		stable	neur				ou autre		travail	_travail		
Impact global												
Mi-parcours 1	0.058**	0.035	0.021	0.009	-0.010	-0.006	0.006	0.017	-0.010	0.014	-0.010	
	(0.019)	(0.167)	(0.376)	(0.695)	(0.549)	(0.695)	(0.612)	(0.490)	(0.685)	(0.506)	(0.721)	
Mi-parcours 2	-0.010	-0.026	0.008	0.008	-0.014	-0.023*	0.003	0.003	-0.037	-0.037	0.014	
	(0.691)	(0.274)	(0.752)	(0.731)	(0.443)	(0.072)	(0.830)	(0.900)	(0.120)	(0.113)	(0.600)	
Finale	0.021	0.023	0.004	0.012	-0.014	0.004	-0.005	0.011	-0.025	0.002	-0.047	
	(0.420)	(0.381)	(0.893)	(0.653)	(0.478)	(0.683)	(0.645)	(0.703)	(0.308)	(0.941)	(0.121)	
Moyenne groupe contrôle												
Mi-parcours 1	0.662	0.624	0.254	0.238	0.103	0.080	0.045	0.270	0.227	0.180	3.912	
Mi-parcours 2	0.702	0.771	0.343	0.284	0.119	0.068	0.051	0.332	0.199	0.248	3.822	
Finale	0.697	0.702	0.287	0.311	0.126	0.024	0.045	0.367	0.171	0.166	3.862	
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	851	3806	3806	

Estimations d'impact, ANCOVA, impacts par vague d'enquête (emploi et employabilité) – (2/2)

		Emp	loi			Type d'empl	oi			Qualité d'emploi		Employabilité
	Occupe emploi	un	Occupe un emploi stable	Auto- entrepre neur	Emploi salarié	Apprenti	Emploi occasionnel	Emploi familial ou autre	Emploi stable, secteur formel	Score conditions de travail	Maladie / blessure au travail	Perception employabilité
PANEL B												
Impact femmes												
Mi-parcours 1	0.038		0.059	-0.001	0.026	-0.055*	0.043*	0.019	0.014	-0.031	0.044	-0.046
	(0.404)		(0.187)	(0.972)	(0.485)	(0.072)	(0.060)	(0.305)	(0.748)	(0.501)	(0.157)	(0.308)
Mi-parcours 2	-0.011		-0.048	0.012	-0.013	-0.054*	-0.006	0.008	-0.007	-0.136***	-0.027	-0.054
	(0.813)		(0.292)	(0.791)	(0.724)	(0.100)	(0.695)	(0.656)	(0.874)	(0.005)	(0.423)	(0.250)
Finale	0.074		0.054	0.023	0.052	-0.058*	0.041**	-0.014	0.029	-0.024	0.054	-0.066
	(0.112)		(0.241)	(0.600)	(0.231)	(0.089)	(0.010)	(0.320)	(0.543)	(0.660)	(0.106)	(0.150)
Impact hommes												
Mi-parcours 1	0.070***	*	0.027	0.030	0.004	0.008	-0.025	0.001	0.019	-0.007	0.002	0.004
	(0.009)		(0.336)	(0.273)	(0.893)	(0.662)	(0.127)	(0.948)	(0.505)	(0.777)	(0.933)	(0.910)
Mi-parcours 2	-0.004		-0.014	0.007	0.020	0.000	-0.029*	0.001	0.009	-0.019	-0.039	0.039
	(0.892)		(0.575)	(0.808)	(0.492)	(0.996)	(0.060)	(0.957)	(0.777)	(0.455)	(0.146)	(0.204)
Finale	0.007		0.013	-0.004	-0.001	0.001	-0.009	-0.002	0.004	-0.029	-0.018	-0.043
	(0.816)		(0.647)	(0.892)	(0.979)	(0.946)	(0.388)	(0.916)	(0.892)	(0.259)	(0.482)	(0.215)
Observations	3806		3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	851	3806	3806

Note: Estimations d'impact par vague d'enquête, estimations ANCOVA réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité: * $p \le 0.05$; *** $p \le 0.05$; *** $p \le 0.01$. F: Femmes; H: Hommes.

Source : Élaboration de C4ED

Tableau 15 : Estimations d'impact, ANCOVA, impacts par vague d'enquête (revenu, résilience et migration) – (1/2)

	Revenus	Résil	ience	Optimisme et intentions de migration			
	Revenus mensuels moyens (IHS)	Revenue horaire sup. au sal. min.	Situation financière difficile	Optimiste	A considéré migration	A fait preparatifs migration	Envisage actuellement migration
PANEL A							
Impact global							
Mi-parcours 1	-0.131	0.030**	-0.005	0.012	0.021	-0.017	0.011
	(0.783)	(0.045)	(0.825)	(0.709)	(0.398)	(0.204)	(0.639)
Mi-parcours 2	-0.117	0.005	-0.021	-0.012	-0.010	0.004	-0.005
	(0.780)	(0.754)	(0.411)	(0.712)	(0.698)	(0.741)	(0.852)
Finale	0.205	-0.020	-0.033	-0.023	-0.031	-0.011	-0.040
	(0.667)	(0.193)	(0.235)	(0.552)	(0.234)	(0.411)	(0.115)
Moyenne groupe contrôle							
Mi-parcours 1	3.464	0.071	0.364	3.512	0.322	0.074	0.299
Mi-parcours 2	9.797	0.074	0.371	3.465	0.291	0.056	0.288
Finale	0.717	0.083	0.403	3.429	0.292	0.062	0.285
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806

Note : Estimations d'impact moyen sur 18 mois (trois vagues d'enquête), estimations ANCOVA réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête, et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité : * $p \le 0.1$; ** $p \le 0.05$; *** $p \le 0.01$.

Source : Élaboration de C4ED

Estimations d'impact, ANCOVA, impacts par vague d'enquête (revenu, résilience et migration) – (2/2)

	Revenus	Résil	lience	Optimisme et intentions de migration				
	Revenus mensuels moyens (IHS)	Revenue horaire sup. au sal. min.	Situation financière difficile	Optimiste	A considéré migration	A fait preparatifs migration	Envisage actuellement migration	
PANEL B								
Impact femmes								
Mi-parcours 1	-0.415	0.047**	-0.007	-0.002	-0.004	-0.017	0.007	
	(0.602)	(0.013)	(0.859)	(0.972)	(0.924)	(0.361)	(0.858)	
Mi-parcours 2	-1.101	0.042**	-0.035	-0.068	-0.040	0.007	-0.033	
	(0.122)	(0.028)	(0.387)	(0.190)	(0.317)	(0.704)	(0.418)	
Finale	0.803	0.019	-0.035	-0.006	-0.006	-0.001	-0.010	
	(0.312)	(0.294)	(0.446)	(0.922)	(0.876)	(0.956)	(0.818)	
Impact hommes								
Mi-parcours 1	-0.023	0.025	-0.004	0.017	0.031	-0.016	0.013	
	(0.966)	(0.188)	(0.889)	(0.650)	(0.278)	(0.321)	(0.638)	
Mi-parcours 2	0.270	-0.008	-0.014	0.008	0.003	0.005	0.008	
	(0.567)	(0.681)	(0.635)	(0.828)	(0.906)	(0.754)	(0.791)	
Finale	-0.059	-0.033*	-0.031	-0.032	-0.040	-0.012	-0.052*	
	(0.912)	(0.082)	(0.328)	(0.459)	(0.177)	(0.441)	(0.073)	
Observations	3806	3806	3806	3806	3806	3806	3806	

Note: Estimations d'impact moyen sur 18 mois (trois vagues d'enquête), estimations ANCOVA réalisés tout en contrôlant les effets fixes des strates, des vagues d'enquête, et (pour Panel B) du genre. Les p-values sont présentés entre parenthèses. Niveau de significativité : * $p \le 0.1$; ** $p \le 0.05$; *** $p \le 0.01$. Source : Élaboration de C4ED

5.7. MATRICE D'EVALUATION

Tableau 16: Matrice d'évaluation

N° de QE principale	QE et sous-QE au niveau national	Méthode d'évaluation	Indicateurs	Source d'information	Critère CAD
QE0. Question de monitoring spécifique	es à l'intervention				
0.1. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints / sont susceptibles d'être atteints ?	0.1.GIN2. Le projet a-t-il formé le nombre prévu de jeunes ?	Quant	 - 0.1.1. Nombre de jeunes formés - 0.1.2. Nombre de migrants de retour formés - 0.1.3. Nombre de femmes formées 	Données de suivi du projet	Efficacité
0.2. Quelles difficultés le projet a-t-il rencontrées pour enregistrer le nombre prévu de jeunes ?	0.2.GIN2. Quelles difficultés le projet a-t-il rencontrées pour enregistrer et former les jeunes, les femmes et les migrants de retour ?	Qual.	 - 0.2.1. Stratégies planifiées et déployées pour enregistrer les effectifs prévus. - 0.2.2. Barrières internes et externes au projet pour atteindre les effectifs prévus. - 0.2.3. Difficultés rencontrées par les bénéficiaires pour suivre les formations - Voir critères QE 1.5 	Analyse des documents de projet, groupes de discussion ^{5,} et entretiens institutionnels ⁶	Pertinence
QE1. Dans quelle mesure les intervention Dans quelle mesure le parcours INTEGE					
1.1. Quels sont les effets des formations sur l'employabilité des bénéficiaires et l'accès à l'emploi (décent) ?	1.1.GIN2.a. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur l'emploi (décent) des bénéficiaires ?	Quant.	 1.1.1. Emploi (a travaillé plus d'un mois au cours des six derniers mois) 1.1.2. Statut de l'emploi (employé, indépendant, apprenti, travailleur occasionnel, travailleur familial) 1.1.3. Formalité de l'emploi 1.1.4. Formalité de l'entreprise 1.1.5. Score de conditions de travail 	Questionnaire structuré ¹	Impact
		Qual.	 1.1.6. Influence du projet sur l'obtention d'un emploi 1.1.7. Défis rencontrés pour accéder à l'emploi 	Groupes de discussion ² , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Impact

ANNEXE 5 Guinée ITC

- Rapport final -

			 1.1.8. Eléments important pour la promotion de l'emploi Perceptions sur la qualité de l'accompagnement vers l'emploi Type de soutien qui a le plus servi au développement professionnel Éléments particulièrement importants pour faciliter l'insertion professionnelle Raisons pour lesquelles les bénéficiaires sont satisfaits de leur emploi Satisfaction des entrepreneurs vis à vis de la qualité du travail de bénéficiaires recrutés 		
	1.1.GIN2.b. L'emploi des bénéficiaires est-il lié aux compétences acquises pendant l'accompagnement ?	Qual.	 1.1.9. Emploi des anciens bénéficiaires est en lien avec le type de formation reçue 1.1.10. Défis rencontrés pour accéder à une activité professionnelle liée aux compétences développées 	Groupes de discussion ^{2bis} , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Pertinence
		Quant.	- 1.1.11. Perception d'employabilité	Questionnaire structuré ¹	Impact
	1.1.GIN2.c. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur l'employabilité des bénéficiaires ?	Qual.	 1.1.12. Confiance des bénéficiaires 1.1.13. Familiarité avec les techniques de recherche d'emploi 1.1.14. Opportunités d'emploi des bénéficiaires Rôle de l'aide financière ou équipement mis à disposition par INTEGRA pour mettre en place un projet Utilité des compétences acquises pour évoluer dans l'emploi 	Groupes de discussion ² , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Impact
1.3. Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations FFU sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ?	1.3.GIN2. Quels sont les défis auxquels les bénéficiaires sont confrontés dans leur recherche d'emploi ?	Qual.	 1.3.1. Défis pour accéder à l'emploi 1.3.2. Formation proposée correspond aux besoins du marché du travail 	Groupes de discussion ^{2bis} , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴ Analyse des études de marché	Pertinence

1.5. Les centres de formations sont-ils	1.5.GIN2.a. Les différents cadres d'accompagnement (Nimba, coaching, approche intégrée) répondent-ils aux besoins des bénéficiaires ?	Qual.	 1.5.1. Formation proposée répond aux besoins/aspirations des bénéficiaires 1.5.2. Accompagnement adapté selon les profils 	Analyse des documents de projet Groupes de discussion ^{2bis} , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴ Analyse des études de marché Analyse des documents de projet	Pertinence
bien adaptés aux objectifs de développement des compétences des bénéficiaires ? Si oui, comment ?	1.5.GIN2.b. Quelle est la qualité de préparation et d'adaptation des coachs/points focaux dans leur mission d'accompagnement ?	Qual.	 1.5.3. Niveau de préparation des points focaux et manques potentiels (qualifications) 1.5.4. Perceptions des points focaux/coachs sur la qualité de leur formation Qualité de la transmission de connaissances de coachs à bénéficiaires, flexibilité et créativité des méthodes de coaching Identification de défis potentiels 	Groupes de discussion ² , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Pertinence
QE2. Dans quelle mesure les interventio			et à la résilience ?		
Dans quelle mesure le parcours INTEGE	2.1.GIN2.a. Quels sont les	et à la résilier	- 2.1.1. Revenu mensuel moyen des six		
	effets du parcours INTEGRA sur le niveau de revenus des bénéficiaires ?	Quant.	derniers mois - 2.1.2. Revenu mensuel moyen annualisé	Questionnaire structuré ¹	Impact
2.1 Quels sont les effets des formation sur le niveau de vie et la résilience des bénéficiaires ?	2.1.GIN2.b. Quels sont les effets du parcours INTEGRA sur la résilience des bénéficiaires ?	Quant.	 2.1.3. Coefficient de variation du revenu 2.1.4. Revenu minimum mensuel 2.1.5. Perception sur la situation financière 2.1.6. Echelle de résilience simplifiée 2.1.7. Capacité à récupérer d'un choc ût pour améliorer l'employabilité? 	Questionnaire structuré ¹	Impact

Quel est le rapport coût-efficacité du parcours INTEGRA?

3.1. Quels sont les coûts par bénéficiaires des interventions du FFU ?	3.1.GIN2. Quels ont été les coûts du parcours INTEGRA par bénéficiaire ?	Quant.	- Ressources mobilisées/nombre de jeunes formés	Données administratives et questionnaire structuré	-Efficience
	3.2.GIN2. Quels sont les effets du parcours INTEGRA par rapport à leurs coûts ?	Quant.	 Ressources mobilisées/emploi additionnel obtenu par les jeunes formés Ressources mobilisées/revenu additionnel généré par les jeunes formés 	Données administratives et Questionnaire structuré ¹	-Efficience
migration)?			3.1.1. Réalisation d'études de marché 3.1.2. Ratio de bénéficiaires par PF 3.1.3. Mobilisation de partenariats 3.1.4. Processus de sélection 3.1.5. (Dé)centralisation du processus de décision 3.1.6. Turnover 3.1.7. Réaction à la Covid-19 3.1.8. Digitalisation du système de suivintribué (par exemple en termes de mobilité, de	Analyse des documents de projet e migration, ou d'intentions d	Efficience de
A quels autres résultats désirés ou inatte	ndus le parcours INTEGRA a-t-	Quant.	 - 4.2.1. Optimisme général autodéclaré - 4.2.2. Intention de migrer - 4.2.3. Préparation à la migration - 4.2.4. Envisagement actuel de migration 	Questionnaire structuré ¹	Impact
4.2. Comment les interventions du FFU ont-elles modifié les intentions de déplacements (au sein de la région, du pays, à l'international) des bénéficiaires pour la recherche d'emploi ?	4.2.GIN2. Quel sont les effets du parcours INTEGRA sur les aspirations de vie ?	Qual.	 - 4.2.5. Influence des opportunités créés par le projet sur les aspirations de vie des bénéficiaires - 4.2.6. Valeur accordée aux opportunités crées par le projet dans établissement du projet de vie - 4.2.7. Projets de vie réalisable en Guinée - Définition (subjective) des déterminants du projet de vie et de ses objectifs - Défis identifiés pour établissement du projet de vie 	Analyse des documents de projet Groupes de discussion ² , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Impact

ANNEXE 5 Guinée ITC

- Rapport final -

QE5. Comment les interventions FFU ont-elles inclus et promu différents groupes de population vulnérables tels que les jeunes, les femmes, les réfugiés, IDPs, les migrants de retour, et les communautés d'accueil à travers les activités mises en place?

Le parcours INTEGRA a-t-il inclus et promu différents groupes de population vulnérables tels que les femmes et les migrants de la même manière ?

Le parcours INTEGRA a-t-il inclus et pre	omu différents groupes de popul	ation vulnérables	s tels que les femmes et les migrants de la mêi	me manière ?	
5.1. Quels sont les résultats (différenciés) des interventions du FFU sur les jeunes, les femmes, les réfugiés, IDPs, les migrants de retour et les communautés d'accueil en termes de création d'emploi, d'employabilité et de développement de compétences ?	5.1.GIN2. Quels sont les conséquences différenciées du parcours INTEGRA selon le genre ?	Quant.	- Voir indicateurs pour QE1 et QE2, ventilés	Questionnaire structuré ¹	Impact
5.2. Les interventions du FFU ont-elles suivi une approche sensible au genre ?	5.2.GIN2. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA est-il sensible au genre ?	Qual.	 5.2.1. Objectifs fixés liés aux femmes et stratégies pour les atteindre. 5.2.2. Type d'accompagnement offert aux bénéficiaires (femmes) 5.2.3. Difficultés à accompagner les femmes vers l'emploi 5.2.4. Changements observés par bénéficiaires Définition du genre sur laquelle est basé INTEGRA 	Analyse des documents de projet et cadre théorique, Groupes de discussion ² , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Pertinence
5.3. Dans quelle mesure les services des interventions du FFU répondent-ils aux besoins spécifiques des jeunes, des femmes, des réfugiés, des IDPs, des migrants de retour et des communautés d'accueil en termes de création d'emploi, d'employabilité et développement de compétences ?	5.3.GIN2. Dans quelle mesure le parcours INTEGRA répond-il aux besoins spécifiques des bénéficiaires ?	Qual.	- Voir indicateurs pour QE1.5, ventilés	Analyse des documents de projet, Groupes de discussion ² , entretiens individuels ³ , et avec des informateurs clés ⁴	Pertinence

Note: Les indicateurs barrés ont démontré qu'ils ne fournissaient pas d'informations supplémentaires pertinentes. Les résultats concernant ces derniers ne sont donc pas présentés dans ce rapport. Les indicateurs en gras ont été ajoutés pour fournir des informations supplémentaires. Les indicateurs quantitatifs en vert sont considérés comme très fiables. Les indicateurs quantitatifs en orange sont considérés comme moyennement fiables. Le C4ED a testé la fiabilité des indicateurs psychométriques et composites en estimant l'alpha de Conbrach.

Source: Élaboration C4ED

5.8. CARTE(S) GEOGRAPHIQUE(S) PERTINENTE(S) OU L'INTERVENTION A EU LIEU

N/A

5.9. LISTE DES PERSONNES/ORGANISATIONS CONSULTEES

- Claire Burgio ITC
- Fode Chouaibou Keita ITC
- Boubacar Diop ITC
- Points focaux ITC
- Sadiq Syed ITC
- Miguel Jiménez Pont ITC
- Habib Cissé ITC
- Hamadoun Diallo ITC
- Dienaba Keita ITC
- Responsable du suivi, de l'évaluation et des rapports OIM
- Bénéficiaires (dont migrants de retour et femmes)
- Employeurs de bénéficiaires

5.10. LITTERATURE ET DOCUMENTATION CONSULTEES

- AGUIPE. (2019). *Annuaire statistique de l'emploi 2018*. Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi.
- APIP. (2020). Transformer le potentiel de la Guinée en prospérité pour le peuple Guinéen:

 Compétitivité du secteur privé et construction de champions nationaux 2016-2020.

 Agence de Promotion des Investissements Privés.
- BAD. (2020). Prespectives économiques en Afrique 2020. Supplément Dans le contexte de la Covid-19. Banque Africaine de Développement.
- Banque Mondiale. (2020). *Croissance du PIB* (% annuel)—Guinea | Data. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=G
- Benes, E. M., & Walsh, K. (2018a). Measuring Employment in Labour Force Surveys: Main findings from the ILO LFS pilot studies. International Labour Organization.

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_635732.pdf
- Benes, E. M., & Walsh, K. (2018b). *Measuring Unemployment and the Potential Labour Force in Labour Force Statistics: Main findings from the ILO LFS pilot studies*. International Labour Organization. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_627878.pdf
- Bruhn, M., & Zia, B. (2013). Stimulating managerial capital in emerging markets: The impact of business training for young entrepreneurs. *Journal of Development Effectiveness*, 5(2), 232–266. https://doi.org/10.1080/19439342.2013.780090
- Calderon, G., Cunha, J. M., & Giorgi, G. D. (2013). Business Literacy and Development:

 Evidence from a Randomized Controlled Trial in Rural Mexico (w19740). National

 Bureau of Economic Research. https://doi.org/10.3386/w19740
- Card, D., Kluve, J., & Weber, A. (2018). What Works? A Meta Analysis of Recent Active Labor Market Program Evaluations. *Journal of the European Economic Association*, 16(3), 894–931. https://doi.org/10.1093/jeea/jvx028
- Dhaliwal, I., Duflo, E., Glennerster, R., & Tulloch, C. (2013). Comparative Cost-Effectiveness

 Analysis to Inform Policy in Developing Countries: A General Framework with

 Applications for Education. *Education Policy in Developing Countries*.

 http://hdl.handle.net/1721.1/116111
- FAO. (2012). Guinée: Cadre de programmation pays: 2013: 2017. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Fergusson, D. M., McLeod, G. F., & Horwood, L. J. (2014). Unemployment and psychosocial outcomes to age 30: A fixed-effects regression analysis. *Australian & New Zealand Journal of Psychiatry*, 48(8), 735–742. https://doi.org/10.1177/0004867414525840

- Field, E. M., Linden, L. L., Malamud, O., Rubenson, D., & Wang, S. Y. (2019). *Does Vocational Education Work? Evidence from a randomized experiment in Mongolia*.

 National Bureau of Economic Research. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/meetingdocument/wcms_636042.pdf
- Filmer, D., & Fox, L. (2014). Youth Employment in Sub-Saharan Africa. The World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0107-5
- GIZ. (2023). Rapport intermédiaire annuel 2022 pour Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée-INTEGRA GIZ. GIZ.
- ILO. (2013). Measuring informality: A statistical manual on the informal sector and informal employment. International Training Centre of the ILO. http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_222979/lang--en/index.htm
- INS. (2017). La Guinée en chiffres 2016. Institut National de la Statistique.
- INS. (2019). Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. Institut National de la Statistique.
- INS. (2020). Enquête nationale sur l'emploi et secteur informel en Guinée (ENESIG-2018/2019): Rapport final. https://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/rapports_enquetes/autre%20enquete/RAPPORT%20GLOBAL%20ENESIG1%20CONS%20%20(17-02-2020)_VF%20(2).pdf
- ITC. (2019). RAPPORT annuel INTEGRA-ITC Août 2018—Juillet 2019 Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.
- Joshi, A., Prichard, W., & Heady, C. (2014). Taxing the Informal Economy: The Current State of Knowledge and Agendas for Future Research. *The Journal of Development Studies*, 50(10), 1325–1347. https://doi.org/10.1080/00220388.2014.940910

- La Porta, R., & Shleifer, A. (2008). The Unofficial Economy and Economic Development.

 Brookings Papers on Economic Activity, 2008, 275–352.
- Mannaoui, N. (2023). Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée INTEGRA: Rapport final d'évaluation (provisoire) (Composante ITC). IBF International counsulting.
- Mano, Y., Iddrisu, A., Yoshino, Y., & Sonobe, T. (2012). How Can Micro and Small Enterprises in Sub-Saharan Africa Become More Productive? The Impacts of Experimental Basic Managerial Training. *World Development*, 40(3), 458–468. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2011.09.013
- McKee-Ryan, F., Song, Z., Wanberg, C., & Kinicki, A. (2005). Psychological and Physical Well-Being During Unemployment: A Meta-Analytic Study. *Journal of Applied Psychology*, 90(1), 53–76.
- McKenzie, D. (2012). Beyond baseline and follow-up: The case for more T in experiments.

 **Journal of Development Economics*, 99(2), 210–221.

 https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2012.01.002
- Migali, S., & Scipioni, M. (2019). Who's About to Leave? A Global Survey of Aspirations and Intentions to Migrate. *International Migration*, 57(7). https://doi.org/10.1111/imig.12617
- OECD. (2010). DAC Quality Standards for Development Evaluation. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/9789264083905-en
- OIM. (2020). L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en Guinée. Organisation internationale pour les migrations. https://reliefweb.int/report/guinea/lendettement-des-migrants-de-retour-et-limpact-sur-la-r-int-gration-durable-en-guin-e

- OIT. (2006). Département des compétences et de l'employabilité—Dialogue social sur la formation. Organisation International du Travail.
- OIT. (2023). Le travail décent et le programme de développment durable à l'horizon 2030.

 Organisation International du Travail.

 https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/%40dgreports/%40dcom
 m/documents/publication/wcms_470341.pdf?utm_source=chatgpt.com
- ONU-Habitat, & MVAT. (2020). Rapport du diagnostic du développement urbain, de la mise en œuvre des politiques publiques et des défis de l'urbanisation durable en Guinée.

 Programme des Nations Unies pour les établissements humains et Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire.
- PNUD. (2020). Rapport sur le développement humain 2020: La prochaine frontière Le développement humain et l'Anthropocène. Programme des Nations unies pour le développement.
- Rothwell, A., Herbert, I., & Rothwell, F. (2008). Self-perceived employability: Construction and initial validation of a scale for university students. *Journal of Vocational Behavior*, 73(1), 1–12. https://doi.org/10.1016/j.jvb.2007.12.001
- Sabadie, J. A., Avato, J., Bardak, U., Panzica, F., & Popova, N. (2010). Migration and Skills. *The World Bank*. https://doi.org/10.1596/978-0-8213-8079-6
- Selassie, A. A. (2020, October 22). *Vers une reprise difficile en Afrique subsaharienne*. IMF. https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/10/22/blog-afr-ssa-reo-october
- Smith, B. W., Dalen, J., Wiggins, K., Tooley, E., Christopher, P., & Bernard, J. (2008). The brief resilience scale: Assessing the ability to bounce back. *International Journal of Behavioral Medicine*, 15(3). https://doi.org/10.1080/10705500802222972

- Somparé, E. B., & Somparé, A. W. (2020). Les étudiants guinéens face aux incertitudes de l'insertion professionnelle. *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review*, 54, Article 54. http://journals.openedition.org/eastafrica/1201
- Steinert, J. I., Zenker, J., Filipiak, U., Movsisyan, A., Cluver, L. D., & Shenderovich, Y. (2018).

 Do saving promotion interventions increase household savings, consumption, and investments in Sub-Saharan Africa? A systematic review and meta-analysis. *World Development*, 104, 238–256. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.11.018

5.11. EVALUATEURS

Dr. Mattea Stein est Professeure Assistante d'Économie à l'Université de Naples Federico II. Elle possède 15 ans d'expérience dans l'évaluation d'impact des politiques publiques et la recherche appliquée en économie du développement. Elle collabore avec le C4ED en tant que chercheuse principale de l'évaluation d'impact du projet INTEGRA mis en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01). Elle dispose d'une expertise pointue dans diverses méthodes empiriques - conception d'essais contrôlés randomisés (ECR), approches non expérimentales rigoureuses, analyse de réseaux - et d'une profonde expérience dans la génération et le traitement d'un large éventail de sources de données, des enquêtes de terrain originales aux grandes bases de données administratives. Ses recherches portent sur divers aspects du processus de développement d'une économie comme transition d'une organisation des échanges de manière informelle, basée sur des relations personnelles et soutenue par des fortes normes sociales, vers une organisation formelle, fondée sur des cadres juridiques et des règles écrites. Elle travaille sur la formation des réseaux d'entreprises et le partage d'informations à travers les réseaux, l'efficacité judiciaire pour la résolution formelle des litiges, les réseaux de chaîne d'approvisionnement des entreprises et la conformité fiscale, les politiques actives du marché du travail, les commerçants informels intra-africains, et les normes égalitaires dans les économies villageoises.

Dr. Stein est actuellement chercheuse principale d'une subvention de recherche PRIN 2022 PNRR (programme du gouvernement italien pour les projets de recherche d'intérêt national financé par Next Generation EU) sur les réseaux d'entreprises, et a été co-chercheuse principale sur diverses subventions de recherche de la Banque mondiale (réseaux d'entreprises, informalité et conformité fiscale ; la rapidité de la justice ; effets de réseau entre petites et moyennes entreprises) et du International Centre for Tax and Development (données tierces et conformité fiscale). En tant qu'économiste (JPA) à la Development Impact Evaluation Initiative (DIME) de la Banque mondiale il y a plusieurs années, elle a géré le programme d'évaluation d'impact dans le domaine de la finance et du développement du secteur privé et a conçu et mis en œuvre plusieurs évaluations d'impact de projets de la Banque mondiale. Dans ses recherches, elle a mené un travail de terrain approfondi dans plusieurs pays africains anglophones et francophones et travaillé avec des ministères et des administrations pour établir et mettre en œuvre des protocoles de recherche et établir des collaborations à long terme. Elle travaille directement avec les ministères et les responsables de projets pour concevoir des évaluations d'impact pertinentes pour les politiques tout en étant académiquement rigoureuses. Elle a présenté ses recherches lors de nombreuses conférences internationales et les a publiées dans des revues académiques de premier plan. Dr. Stein est titulaire d'un doctorat et d'un master en économie de l'École d'Économie de Paris et un master en Économie pour le Développement de l'Université d'Oxford. Elle enseigne l'économie du développement au niveau master.

Dr. Thomas Eekhout est spécialiste du suivi et de l'évaluation au C4ED. Il a sept ans d'expérience dans la conduite et la gestion d'évaluations d'impact qui s'appuient sur la complémentarité des méthodes mixtes. Plus spécifiquement, il a développé une expertise dans les domaines de l'économie du travail, de l'éducation et de l'environnement, avec une expérience de terrain en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Avant de rejoindre le C4ED, il a étudié les obstacles au développement des MPME dans les pays en développement, en se

concentrant plus particulièrement sur le secteur informel urbain d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Sénégal). Ses recherches, en partenariat avec l'opérateur de télécommunications Orange, l'ont également amené à explorer les effets des nouvelles technologies (mobiles), des réseaux sociaux et des services financiers (formels et informels) sur les performances économiques. Il a personnellement conçu, développé et contrôlé des enquêtes mixtes pour collecter des indicateurs difficiles à mesurer tels que les performances économiques (ventes, bénéfices, salaires, capital et compétences non techniques). Depuis 2021, il a dirigé de nombreuses évaluations d'impact pour le C4ED. Il est responsable de l'évaluation des impacts sur la déforestation, la production et la productivité des fermes-écoles en Équateur, mises en œuvre par le PNUD, et au Lesotho, mises en œuvre par la GIZ. Il dirige également une évaluation d'impact du SME Loop au Bénin financée par Deval mise en œuvre par la GIZ. Depuis 2023, Dr. Eekhout diversifie son expertise technique en menant des évaluations de suivi d'un projet WASH multi-pays mis en œuvre par l'UNICEF dont une évaluation d'impact au Nigéria.

Depuis le début de la collaboration entre le C4ED et l'EUTF, le Dr. Eekhout a été le point focal et le coordinateur des évaluations R1. Outre l'évaluation d'impact du projet INTEGRA mis en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01), il a également dirigé les évaluations d'impact de la deuxième composante du projet RISE en Ouganda mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-HOA-UG-39-01), de la composante INTEGRA mise en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01) ainsi que la composante du projet TEKKI FII mise en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GM-01-03). Dans le cadre de l'évaluation, le Dr. Eekhout a également joué le rôle d'assurance qualité en examinant d'autres rapports R1 et R2.

Agathe Rivière est chargée de recherche qualitative et d'évaluation au C4ED depuis 2017. Elle est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de recherche qualitative pour les évaluations basées sur des approches qualitatives ou qui utilisent des méthodes mixtes. Au cours des sept dernières années, Agathe Rivière a évalué et suivi des interventions de développement dans les domaines de la protection sociale, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de l'éducation formelle et informelle, de la migration et du développement du secteur privé pour l'UNICEF, la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), Finance in Motion (FiM), l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) et le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO). Elle utilise principalement les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, tout en intégrant systématiquement une perspective de genre et d'équité dans ses évaluations. Elle est spécialisée dans les méthodes de recherche participative et possède une expertise régionale en Afrique et en Asie du Sud.

En plus de son travail de recherche, le rôle d'Agathe Rivière au C4ED comprend des tâches transversales de gestion de projet telles que le renforcement des capacités et l'assurance qualité. Depuis le début de la collaboration entre le C4ED et la FFU, Agathe Rivière a été le point focal pour toutes les questions liées aux aspects qualitatifs des évaluations R1. Agathe Rivière a développé la méthodologie qualitative pour les évaluations des projets Promopêche (T05-EUTF-SAH-MR-04-01) et PECOBAT (T05-EUTF-SAH-MR-01-01) mis en œuvre par le Bureau International du Travail (BIT) en Mauritanie, les activités d'INTEGRA mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GN-01-03), la composante INTEGRA mise en œuvre par ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01) et le PARERBA au Sénégal (T05-EUTF-SAH-SN-08-01) mis en œuvre par ENABEL. Dans le cadre du R1, Agathe Rivière a assuré l'assurance qualité de nombreux rapports.

Benjamin Rühl est un responsable de recherche senior au C4ED. Mr. Rühl est titulaire d'un master en études du développement international de l'Université de Marburg et parle couramment l'anglais, le français et l'allemand. Avant de rejoindre C4ED, Mr. Rühl a travaillé pour diverses organisations telles que la coopération technique allemande pour le développement (GIZ), des cabinets de conseil et des ONG. Dans ce contexte, il a acquis de l'expérience dans le soutien au développement et à la mise en œuvre de projets techniques, comme avec la GIZ en Algérie. Son parcours professionnel lui a permis d'accumuler une vaste expérience dans les évaluations d'impact et la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation dans plusieurs pays africains et au Pakistan. Il travaille actuellement comme chef de projet pour le projet de financement des appareils à usage productif (PUA) pour CLASP au Nigeria, en RDC, en Ouganda, en Éthiopie, en Sierra Leone et au Kenya, et en tant que chef d'équipe pour l'enquête longitudinale sur les écoles au Malawi (MLSS), soutenant le gouvernement du Malawi et la Banque mondiale dans leurs efforts de réforme et d'amélioration du système éducatif du Malawi. Dans ce rôle, il a réussi à gérer la mise en œuvre de collectes de données à grande échelle dans les écoles primaires de tous les districts du Malawi, incluant une large gamme d'outils d'enquête tels que des données administratives, des entretiens avec les enseignants et les élèves, des entretiens avec les membres de la communauté et des évaluations des apprentissages des élèves.

Mr. Rühl a été impliqué dans les évaluations d'impact du FFU, dirigeant les collectes de données des projets INTEGRA mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GN-01-03), et également de la composante INTEGRA mise en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01). Dans ce contexte, il a géré avec succès plusieurs cycles d'enquêtes de référence, de mi-parcours, et finales, impliquant des enquêtes téléphoniques et des enquêtes en face-à-face. Dans ces projets, il était responsable de l'enregistrement et de la randomisation des nouveaux candidats au projet, de la conception des questionnaires pour les interviews téléphoniques assistées par ordinateur (CATI) ainsi que pour les interviews personnelles sur papier (PAPI), de la collecte de données y compris la gestion des données, de la formation des enquêteurs et de la mise en place de systèmes d'assurance qualité des données, et du soutien à l'analyse des données et à la rédaction des rapports.

Ya Tacko Tamboura a collaboré avec le Centre de Recherche et Développement Économique et Social (CRDES) de 2016 à 2018, évaluant l'impact de divers projets financés au Sénégal par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), et la coopération allemande (GIZ). Ces projets visaient à lutter contre l'extrême pauvreté et à soutenir les familles vulnérables dans des domaines tels que l'emploi des jeunes, la protection de l'enfance (malnutrition), l'environnement (déforestation), et la santé communautaire. Depuis 2019, Yatacko travaille comme consultante indépendante pour divers organismes pour collecter et analyser les données ainsi que disséminer les résultats auprès des parties prenantes.

En 2022, elle est devenue consultante pour le C4ED, se concentrant sur l'évaluation des recherches qualitatives, notamment pour les projets en Afrique francophone. Elle a notamment dirigé les collectes des données qualitatives des projets INTEGRA mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GN-01-03), la composante INTEGRA mise en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01) et PARERBA au Sénégal (T05-EUTF-SAH-SN-08-01) ainsi que participé à leur analyse (R1). Depuis le début de l'année 2024, Mme Tamboura soutien l'évaluation du portefeuille (R2) en menant des entretiens qualitatifs avec les gestionnaires de projets et réalisant la revue documentaire.

Centre d'évaluation et de développement C4ED

O7, 3 68161 Mannheim, Allemagne

Courriel: info@c4ed.org

www.c4ed.org

